

MUNICIPALES : SUPPLÉMENT 4 PAGES

LE
MONDE

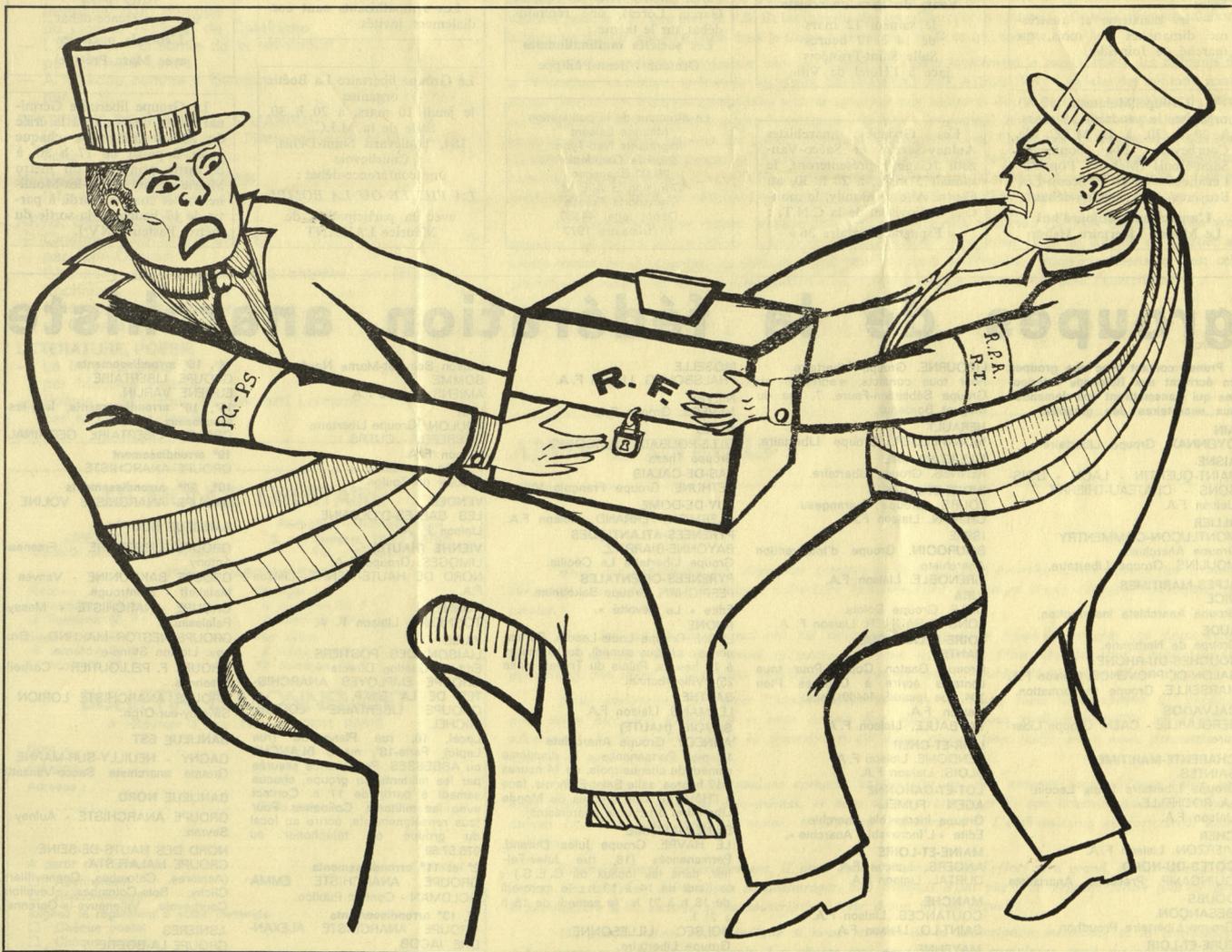
libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 231 — MARS 1977 — PRIX : 5 F



GAUCHE OU DROITE : LES ÉLECTIONS PASSENT...



FOP 2520

...LES PROBLÈMES DEMEURENT

activités de la fédération anarchiste

TOURS

Cercle d'études libertaires

Les réunions, ouvertes aux sympathisants, reprendront début mars.

— Mercredi 9 mars : **Objection et insoumission.**

— Mercredi 23 mars : **Au-delà des élections, le communalisme anarchiste.**

— Mercredi 6 avril : **La pédagogie libertaire.**

Ces réunions se tiendront à la salle habituelle, à 20 h 30.

Le Groupe libertaire Fresnes-Antony vient d'éditer le n° 2 de

CRISE... RIPOSTE

Ce numéro est une retranscription d'un discours de Maurice Joyeux tenu au meeting d'affirmation anarchiste à Fresnes.

Le Groupe anarchiste du XIX^e assure une vente militante du **Monde Libertaire**, à partir de 10 heures :

— les premier et troisième dimanches du mois, place des Fêtes ;

— les deuxième et quatrième dimanches du mois, au marché de Joinville.

Le Groupe Malatesta (S2-N) organise, le vendredi 25 mars, à 20 h 30, à la M.J.C. de Courbevoie, 184, boulevard Saint-Denis (Métro : Pont-de-Levallois - Gare : Bécon-Les-Bruyères), un meeting-débat :

L'anarchisme aujourd'hui
Le Monde Libertaire Hebdo

Le Groupe libertaire Fresnes-Antony met à la disposition des groupes :

1) Une affiche anti-électorale d'ordre général :

Le socialisme libertaire ne passe pas par les urnes DROITE OU GAUCHE AU POUVOIR

C'EST TOUJOURS :

— L'exploitation ;

— L'existence des classes, des patrons et de l'Etat.

Les anarchistes proposent une société fédérée autogérée.

2) Une affichette (anti-électorale également) à caractère local, qui devra être complétée au pochoir par les noms du candidat de gauche et du candidat de droite de votre commune :

...OU...

Les élections passent

Les problèmes demeurent

Prix de l'affiche : 0,40 F

Prix de l'affichette : 0,15 F

Les commandes (à partir de 20 unités seulement) devront être adressées à Publico.

ANNECY

Vente du livre anarchiste

le samedi 12 mars

de 14 à 17 heures

Salle Saint-François

face à l'Hôtel de Ville

Les Groupes anarchistes

Aulnay-Sevran et Sacco-Vanzetti (Gagny) présenteront, le samedi 5 mars, à 20 h 30, au Centre Alfa de Bondy, le montage audiovisuel de la C.N.T. :

« Espagne libertaire 36 »

Le Cercle d'études sociales du Havre et de la région organise, au profit de ses œuvres, un gala avec les Santaclaus qui aura lieu le vendredi 25 mars, à 21 heures, salle François-I^{er}.

Prix des places : 15 F.

La Fédération Anarchiste tiendra un stand de livres et de presse.

Les billets seront en vente au C.E.S., 16, rue Jules-Tellier, à partir du lundi 21 mars.

Les camarades de Clermont-Ferrand présenteront à partir du 27 mars, à la Librairie du Musée, Galerie « La Nacelle », une exposition sur les réalisations libertaires de l'Espagne 36-39.

Cette exposition sera aussi l'occasion de conférences animées par L'Anella et Gaston Leval et d'un gala.

PRES DE NOUS

Le Cercle Pelloutier organise, le mardi 1^{er} mars, à 20 h 30 précises, en son local du 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, métro Monge (Cercle Garcia Lorca), une réunion-débat sur le thème :

Les sociétés multinationales

Orateur : Jean-Philippe

Le directeur de la publication Maurice Laisant Imprimerie Néo-Typo 20, rue Gambetta 25000 Besançon Diffusion S.A.E.M. Transports Presse Dépôt légal 44380 1^{er} trimestre 1977

Le Groupe Sébastien Faure (Bordeaux) organise, le vendredi 25 mars, à 21 heures, salle de l'Aiglon, place Puy-Paulin, un **meeting contre la répression.**

Le Groupe Sébastien Faure de Bordeaux assure une vente militante du **Monde Libertaire** :

— chaque samedi, de 15 heures à 17 heures, place Saint-Projet ;

— chaque dimanche, de 10 h 30 à 12 heures, marché Victor-Hugo.

Le Groupe Sébastien Faure de Bordeaux organise chaque samedi, en son local du 7, rue du Muguet, de 17 heures à 18 heures, des réunions-débats :

— 5 mars : **Syndicalisme et anarchisme.**

— 12 mars : **La pédagogie libertaire.**

— 19 mars : **Les pays arabes.**

— 26 mars : **Le terrorisme en Allemagne Fédérale.**

Les sympathisants sont cordialement invités.

Le Groupe libertaire La Boétie organise

le jeudi 10 mars, à 20 h 30,

Salle de la M.J.C.,

184, boulevard Saint-Denis,

Courbevoie

une conférence-débat :

LA PILULE OU LA BOMBE

avec la participation de Maurice LAISANT

Colloques du Groupe libertaire Louise MICHEL

(en son local, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris, métro Blanche ou Abbesses) :

— Samedi 5 mars : **Le syndicalisme aujourd'hui**, par Bernard.

— Samedi 12 mars : **Etre consommateur**, par Roland.

— Samedi 19 mars : **Le sexe**, par François.

— Samedi 26 mars : **Les prisons**, par des militants du C.A.P.

— Samedi 2 avril : **Le problème des transports**, par Franck.

En soutien au **Monde Libertaire**, le G.I.A. organisera, à Bourgeois-Jallieu, salle de l'Orangerie (près Mairie), une soirée avec Mörice Bénilin, chanteur écologiste.

(Pour la date précise, consulter la presse locale).

Le Groupe libertaire Louise Michel organise le lundi 28 mars, à 20 h 15 au 127, rue Marcadet 75018 Paris

une conférence-débat :

L'énergie nucléaire

avec Marc Prévotel

Le Groupe libertaire Germinal assure une vente à la criée du **Monde Libertaire** chaque jeudi, à partir de 17 h 30, à la sortie principale du métro Mairie d'Issy (Issy-les-Moulineaux) et chaque mardi, à partir de 17 heures, à la sortie du métro Pasteur (XV^e).

groupes de la fédération anarchiste

Prenez contact avec nos groupes en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront vos demandes aux secrétaires des groupes.

AIN
OYONNAX. Groupe Libertaire.

AINSE
SAINT-QUENTIN - LAON - SOISSONS - CHATEAU-THIERRY
Liaison F.A.

ALLIER
MONTLUÇON-COMMENTRY
Groupe Anarchiste.

MOULINS. Groupe Libertaire.

ALPES-MARITIMES
NICE.
Groupe Anarchiste Insurrection.

AUDE
Groupe de Narbonne.

BOUCHES-DU-RHONE
SALON-DE-PROVENCE. Liaison F.A.

MARSEILLE. Groupe en formation.

CALVADOS
HEROUVILLE - CAEN. Groupe Libertaire.

CHARENTE-MARITIME
SAINTES.
Groupe Libertaire Louis Lecolin.

LA ROCHELLE.
Liaison F.A.

CHER
VIERZON. Liaison F.A.

COTES-DU-NORD
GUINGAMP. Présence Anarchiste.

DOUBS
BESANCON.
Groupe Libertaire Proudhon

EURE-ET-LOIR
CHATEAUDUN. Liaison F.A.

GIRONDE
BORDEAUX.
Groupe anarchiste Sébastien-Faure.

LIBOURNE. Groupe Libertaire.
Pour tous contacts, s'adresser au

Groupe Sébastien-Faure, 7, rue du Muguet, Bordeaux.

HERAULT
MONTPELLIER. Groupe Libertaire.

ILLE-ET-VILAINE
RENNES. Groupe Libertaire.

INDRE-ET-LOIRE
TOURS. Groupe Tourangeau.

CHINON. Liaison F.A.

ISERE
BOURGAIN. Groupe d'Intervention Anarchiste.

JURA
GRENOBLE. Liaison F.A.

JURASSIEN
DOLE. Groupe Dolois.

LONS-LE-SAUNIER. Liaison F.A.

LOIRE-ATLANTIQUE
NANTES.
Groupe Gaston Couté. Pour tous contacts écrire à Georges Prou

194, rue Jouaud, 44400 Rezé.

LIAISON F.A.
LA BAULE. Liaison F.A.

LOIR-ET-CHER
VENDOME. Liaison F.A.

BLOIS. Liaison F.A.

LOT-ET-GARONNE
AGEN - FUMEL.
Groupe Incroyable Anarchie.

Edite « L'Incrovable Anarchie ».

MAINE-ET-LOIRE
ANGERS. Liaison F.A.

DURTAL. Liaison F.A.

MANCHE
COUTANCES. Liaison F.A.

SAINT-LO. Liaison F.A.

MAYENNE
Groupe Anarchiste Mayennais.

MORBIHAN
VANNES. Liaison F.A.

LORIENT. Groupe Anarchiste.

MOSELLE
PHALSBURG. Liaison F.A.

NIEVRE
NEVERES. Groupe F.A.

NORD
LILLE-ROUBAIX-TOURCOING.
Groupe Thaza

PAS-DE-CALAIS
BETHUNE. Groupe François Villon.

PUY-DE-DOME
CLERMONT-FERRAND. Liaison F.A.

PYRENEES-ATLANTIQUES
BAYONNE-BIARRITZ.
Groupe Libertaire La Cécilia.

PYRENEES-ORIENTALES
PERPIGNAN. Groupe Bakounine.

Edite « Le Révolté ».

RHONE
LYON. Groupe Louis-Lecolin. Perma-

nenance : chaque samedi, de 15 heures à 17 heures, Palais du Travail (salle 25), Villeurbanne.

SARTHE
LE MANS. Liaison F.A.

SAVOIE (HAUTE)
ANNECY. Groupe Anarchiste

1^{er} mai. Permanence : le deuxième

samedi de chaque mois, de 14 heures à 17 heures, salle Saint-François, face à l'Hôtel de Ville (ventes du Monde

Libertaire, brochures anarchistes).

SEINE-MARITIME
LE HAVRE. Groupe Jules Durand.

Permanences (16, rue Jules-Tellier, dans les locaux du C.E.S.) :

le lundi de 14 à 19 h ; le mercredi de 18 h à 21 h ; le samedi de 18 h à 21 h.

BOLBEC - LILLEBONNE.
Groupe Libertaire.

ROUEN. Groupe Libertaire Delgado-Granados.

SEINE-ET-MARNE
OTHIS - DAMARTIN - STUR.

Liaison Seine-et-Marne Nord

SOMME
AMIENS. Groupe F.A.

VAR
TOULON. Groupe Libertaire.

PIERREFEU - CUERS.
Liaison F.A.

Pour tous contacts :

Groupe de Toulon.

VENDEE
LES SABLES-D'OLONNE.
Liaison F.A.

VIMENE (HAUTE)
LIMOGES. Groupe F.A.

NORD DE HAUTE-VIENNE. Liaison F.A.

YONNE
TONNERRE. Liaison F.A.

PARIS
LIAISON DES POSTIERS.

Edite « Gestion Directe ».

GROUPE EMPLOYES ANARCHISTES DE LA B.N.P.

GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL

Local, 10, rue Planquette (rue Lepic), Paris-18^e, métro

BLANCHE ou ABBESSES. Permanence assurée

par les militants du groupe, chaque

samedi à partir de 17 h. Contact

avec les militants. Colloques. Pour

tous renseignements, écrire au local

du groupe ou téléphoner au

076.57.89.

2^e et 11^e arrondissements
GROUPE ANARCHISTE EMMA

GOLDMAN - Contact Publico.

5^e, 13^e arrondissements
GROUPE ANARCHISTE ALEXAN-

DRE JACOB

14^e, 15^e arrondissements
GROUPE LIBERTAIRE

EUGENE VARLIN

15^e, 16^e arrondissements, Issy-les-

Moulineaux, Le Bourget

GROUPE LIBERTAIRE GERMINAL

19^e arrondissement
GROUPE ANARCHISTE

10^e, 20^e arrondissements
GROUPE ANARCHISTE VOLINE

BANLIEUE SUD

GROUPE LIBERTAIRE - Fresnes-

Antony.

GROUPE BAKOUNINE - Vanves -

Malakoff - Montrouge.

GROUPE ANARCHISTE - Massy-

Palaiseau.

GROUPE NESTOR MAKHNO - Bru-

noy. Liaison Seine-et-Marne.

GROUPE F. PELLOUTIER - Corbeil-

Essonnes.

GROUPE ANARCHISTE LORION -

Savigny-sur-Orge.

BANLIEUE EST

GAGNY - NEUILLY-SUR-MARNE

Groupe anarchiste Sacco-Vanzetti.

BANLIEUE NORD

GROUPE ANARCHISTE - Aulnay -

Sevran.

NORD DES HAUTS-DE-SEINE
GROUPE MALATESTA

(Asnières, Colombes, Gennevilliers, Clichy, Bois-Colombes, Levallois, Courbevoie, Villeneuve-la-Garenne).

ASNIERES
GROUPE LA-BOETIE

Se réunit les 2^e et 4^e mercredis du

mois au Centre administratif d'As-

nières, place de la Mairie, à partir

de 20 h 30.

SOMMAIRE

N° 231

EDITO

— Face aux élections

EN DEHORS DE

— Quand ils s'agit

par P.-V. E

— Giscardien

par Bernard

— L'affaire Qu

par B. L.

PRESENCE AN

— Tours : SU

Libertaire H

par le Gro

ECHOS DES I

— La femme e

par Amapo

— La clinique

par Elisabe

— L'objection

par le Gro

SOCIETE EN

— Misère de

SOMMAIRE

N° 231 MARS 1977

EDITO
— Face aux élections, abstention révolutionnaire 3

EN DEHORS DES CLOUS
— Quand ils sont au pouvoir 4
par P.-V. Berthier
— Giscardien et raciste : Arreckx 4
par Bernard Lanza
— L'affaire Quinard 4
par B. L.

PRESENCE ANARCHISTE
— Tours : Succès aux « 9 heures pour le Monde Libertaire Hebdo 5
par le Groupe libertaire de Tours

ECHOS DES LUTTES SOCIALES
— La femme dans les luttes sociales 6
par Amapola
— La clinique des Lilas en lutte 6
par Elisabeth
— L'objection de conscience au Havre 6
par le Groupe Jules Durand

SOCIETE EN MIETTES
— Misère de la culture — Culture de la misère 7
par Stéphane (Groupe Malatesta)
— Drogue ou le suicide d'une vie 7
par Stéphane Lefort

ETUDE
— La dynamique technoscientifique (deuxième partie) 8-9
par Amador

DANS LE MONDE
— Espagne : La C. N. T. en lutte 10-11
Interview d'un délégué
du Comité régional de Catalogne
— L'Albanie, « citadelle de la révolution » 11
par Bernard Lanza
— A Moscou comme à Santiago 11
par L. B.

TEXTES ET DOCUMENTS A L'APPUI
— Il y a plus de cent ans... l'Internationale et la politique 12

NOUVELLES DE L'ETRANGER
— Informations internationales 13

ARTS, SPECTACLES
— Cinéma : Giacomo Matteotti 14
par Jean-Charles
— Chansons à dire, poèmes à chanter, de Nicole Kochmann 14
(Interview réalisée par un militant
du Groupe de Tours)

LITTERATURE, POESIE
— Le livre du mois 15
par Maurice Joyeux
— Poésie : Samizdat, de Bernard Lorraine 15
par Maurice Laisant

**FACE AUX ÉLECTIONS,
ABSTENTION RÉVOLUTIONNAIRE !**

Incontestablement, les élections municipales de ce mois de mars 1977 constituent un événement suffisamment important dans la vie politique française pour que le *Monde Libertaire* y consacre sa couverture, son éditorial et quatre pages spéciales. Chacun saura discerner à travers l'analyse de ces élections la profonde crise politique que traverse la bourgeoisie française. A un an des élections législatives, ces municipales constituent un tremplin face à des échéances de plus en plus rapprochées.

D'un côté, nous assistons au triste spectacle d'une droite qui se déchire, mais qui se retrouve unie dès qu'il s'agit de défendre les intérêts du capital et de l'Etat. Toutefois, ce serait un erreur de considérer Giscard et Chirac comme « bonnet blanc et blanc bonnet », ainsi qu'aime à le dire le Parti Communiste français. Qui pourrait le croire aujourd'hui ? Pour la droite, c'est le moment de faire un choix, choix qui s'impose face à la montée de la gauche et plus particulièrement du Parti Socialiste. La division s'opère dans la manière de battre cette gauche en 1978. Giscard essaye de tendre tant bien que mal sa jolie patte blanche au Parti Socialiste, le tout enveloppé d'une volonté de dédramatiser la vie politique. Quant au R.P.R. et son président, c'est le combat contre le « collectivisme » qui est engagé. Cependant si nous constatons cette division, ne risquons pas de nous engager dans la voie qui consisterait à dire : « Majorité : la cassure ». Si les appréciations de la vie politique sont différentes pour les deux clans majoritaires, le fond, le choix de société reste le même : la politique du bâton et de la carotte contre les travailleurs.

Côté gauche, les personnages changent, mais c'est finalement la même pièce de théâtre qui nous est donnée en spectacle. Que dire si ce n'est que nous assistons aux lamentables margouilles électorales autant valables pour le P.C. que pour le P.S. Et les intérêts des travailleurs dans tout cela ? Oubliés, disparus, d'abord la garantie d'avoir son strapontin dans le Conseil municipal, voilà ce qui compte.

Entre les candidats bourgeois et ceux qui aspirent à « gérer loyalement le capitalisme », les militants de la Fédération Anarchiste ne font pas de choix. LE COMBAT EST AILLEURS ! La tâche des militants anarchistes pendant les élections municipales sera de proposer aux habitants des villes et des campagnes de créer ou de renforcer leurs propres organismes autonomes de lutte : les comités de quartier. Faire payer aux patrons ce qu'ils doivent payer, imposer des projets d'urbanisme en accord avec l'harmonie de chaque ville, tels sont les axes de lutte que nous proposons. Faire croire aux travailleurs que le Conseil municipal est un organisme dans lequel on peut résoudre les problèmes, c'est mener une politique de trahison. La commune telle qu'elle est conçue dans le système est soumise à un budget, à une imbrication de l'Etat dans ses propres affaires.

C'est pourquoi nous restons toujours nets sur cette question électorale et c'est pourquoi nous vous appelons une fois de plus à refuser la farce qu'on vous prépare. S'organiser dans les comités de quartier au niveau communal comme dans les lieux de travail pour préparer la révolution socialiste libertaire, c'est cela que nous appelons lutter pour le changement, c'est cela que nous appelons lutter pour l'anarchisme.

AMIS LECTEURS

Avec des camarades des différents groupes de la Fédération Anarchiste, nous avons fait le point sur notre campagne pour le Monde Libertaire hebdomadaire au cours d'une réunion convoquée fin janvier.

Tous les aspects du journal ont été envisagés et c'est notre prochain congrès qui devra sanctionner les divers projets qui seront présentés pour que le Monde Libertaire devienne l'hebdomadaire permettant aux idées et aux luttes anarchistes de trouver dans le public l'écho nécessaire à l'espoir.

Nous envisagions de lancer l'hebdomadaire au mois de mars, mais la campagne de publicité pour notre titre doit s'améliorer et nous devons être patients si nous voulons recueillir les bénéfices nécessaires. Le montant total de la souscription est à un niveau trop faible pour nous permettre un lancement sans trop de risques.

Dans tous les cas, nous voulons compter uniquement sur nos propres forces. Toute l'aide que nous attendons doit venir de nous-mêmes, et nous ne pourrions juger de son intensité que lorsque nous aurons l'hebdomadaire entre les mains. L'effort se relâchera-t-il ? L'enthousiasme confortera-t-il notre position ?

Financièrement, matériellement, il nous faut du temps. Plus l'effort sera grand, moins nous attendrons. Nos amis ne doivent pas se décourager, nos ennemis n'ont pas à se réjouir. Notre journal sera hebdomadaire à la rentrée si la souscription reste à son niveau actuel !

Un simple calcul nous l'indique si nous partons de la souscription mensuelle et la confrontons à la somme qui nous reste à réunir. Les choses sont en réalité plus complexes, mais sur ces bases, nous avons l'assurance de parvenir.

Les Administrateurs.

LE MONDE LIBERTAIRE

à adresser à
LIBRAIRIE PUBLICO
Compte postal Paris 11289-15

Rédaction - Administration
3, rue Ternaux, 75011 PARIS
Tél. : 805.34.08

PRIX DE L'ABONNEMENT

France :
6 numéros 20 F
12 numéros 40 F
Sous pli fermé :
6 numéros 30 F
12 numéros 60 F

Etranger :
6 numéros 30 F
12 numéros 60 F
Par avion :
6 numéros 39 F
12 numéros 78 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3, rue Ternaux, 75011 PARIS

Nom :
Prénoms :
Adresse :
..... Code postal

A partir du numéro Inclut
 Abonnement
 Réabonnement

Joignez le règlement à votre demande :

Chèque postal
 Chèque bancaire
 Mandat-Lettre

Pour tout changement d'adresse joindre la dernière bande et un franc en timbres.

En dehors des clous...



Quand ils sont au pouvoir

J'étais chez moi occupé à classer de vieilles lettres quand Godelure me fit sa visite habituelle.

« Je ne comprends pas, dit-il, que vous suspectiez ainsi les communistes quand ils parlent de la liberté. Quoi ! Ne sont-ils pas les apôtres de toutes les libérations ? Marchandent-ils leur concours aux initiatives destinées à les obtenir ? N'ont-ils pas inscrit les libertés publiques et individuelles à leur programme ? Ne crient-ils pas : « Amnistie ! » chaque fois qu'on incarcère un Chilien ou un Espagnol ?

— Vous parlez, Godelure, des communistes tels qu'ils sont dans l'opposition. Mais écoutez plutôt ce que m'écrivait ce correspondant :

Je venais de retrouver une lettre datée du 12 avril 1972, que m'avait envoyée un ami de Hongrie ; je lui lus ce passage :

« Jusqu'au commencement de la dictature du prolétariat en 1949, le 15 mars fut jour férié parce que c'était l'anniversaire du déclenchement de la révolution hongroise de 1848. Depuis, on ne le célèbre plus, c'est un jour ordinaire, à cela près toutefois que les établissements d'enseignement sont fermés. Cette année, quelques centaines de jeunes gens, insigne tricolore à la boutonnière, ont organisé une petite manifestation. Il y eut des drapeaux rouges d'arrachés. Résultat : une trentaine de jeunes ont été coffrés. Depuis ils n'ont pas reparu.

« A la demande d'information des parents, les autorités ont répondu qu'elles n'avaient pas connaissance de leur sort. Evidemment, des pères, des mères, sont toujours inquiets quand leurs enfants disparaissent ; les parents ont donc insisté. On leur a dit alors de se tenir tranquilles et de ne pas s'occuper de cette affaire s'ils voulaient éviter d'avoir les mêmes ennuis. Les journaux sont restés muets sur cette manifestation et sur ses conséquences, car ici, vous savez, il se passe bien des choses qu'on met sous le boisseau. Des tribunaux secrets, chacun sait qu'il en existe. Mais le silence plane sur tout le pays. Le silence est une arme redoutable aux mains du gouvernement ».

Lecture faite, Godelure persista : ces jeunes gens, après tout, c'étaient sûrement des ennemis de l'Etat, des subversifs ; il fallait bien qu'on se défendît contre eux, n'est-ce pas ?

« Eh bien ! dis-je, on pouvait leur infliger une amende et deux jours de prison avec sursis, à supposer qu'on se réfère à un code répressif mais libéral. De là à les capturer comme s'ils étaient avalés par la secte Mao...

— C'est comme les curés, reprit Godelure, vous êtes sans cesse en train de les critiquer ; moi, je peux vous dire qu'il n'y a pas plus tolérants que les catholiques. Je connaissais un athée que les circonstances ont amené à mourir dans un hôpital géré par des bonnes sœurs. Le croiriez-vous ? Elles l'ont soigné avec autant de dévouement que s'il eût communiqué chaque matin, et, après son décès, elles ont respecté ses volontés : pas de crucifix, pas d'eau bénite ; il a été enterré civilement. La mère supérieure a simplement dit à la famille qu'elle prierait pour lui à titre personnel : on ne peut pas l'en empêcher.

— Cher Godelure, dis-je, ta peinture est sûrement fidèle, mais ce que tu me décris là, c'est le christianisme tel que l'a finalement oblié à la tolérance la laïcité entrée dans les mœurs. Tiens ! écoute encore ceci :

Furetant toujours, je venais de mettre la main sur une lettre plus ancienne que la précédente, que mon vieil ami si regretté Fernand Planche adressa de Nouméa le 5 février 1953 non à moi mais à l'un de mes correspondants, et que celui-ci m'avait communiquée. J'en lus cet extrait :

« Il y a quelques semaines, je suis allé à l'île des Pins, à douze heures de bateau, où furent des milliers de déportés de la Commune dont il ne reste aucun souvenir si ce n'est des carcasses encore solides de bâtiments. J'y ai passé trois jours. L'île compte 900 habitants et pourrait en faire vivre 20 000. Il est interdit aux Blancs de s'y établir, et aucune religion autre que la catholique n'a le droit de s'y pratiquer. C'est une chasse gardée, et en voici les résultats.

« J'ai vu là un spectacle comme il faudrait remonter au Moyen Age en France pour en voir un semblable. Le dimanche, à l'heure de la messe, je me trouvais à la mission, où s'élevaient les gros des habitations indigènes, l'église, les demeures et l'école des Pères. L'église, bien que grande, était trop petite pour contenir tout le monde. Alors, l'excédent venait s'agenouiller autour d'une croix, de l'autre côté de la place, face à l'édifice et, à tue-tête, récitait par centaines des « Je vous salue, Marie, pleine de grâce ! » en brandissant des chapelets.

« Il y a là un magasin tenu par un indigène ; j'y suis allé pour acheter des bonbons dont j'aurais fait cadeau aux négrillons. Or, en tout et pour tout, le commerçant avait en stock 20 ou 25 morceaux de savon, autant de paquets de thé, une cartouche de cigarettes et un paquet de boîtes d'allumettes. C'est le seul magasin pour 900 habitants ; cela démontre le pouvoir d'achat dans cette île à curés. J'ai publié à mon retour un article qui a fait quelque bruit ici ».

« Et alors, dit Godelure, que prétendez-vous en déduire ?

— Que, si les partis politiques ne se comportent pas de la même manière selon qu'ils sont dans l'opposition ou au pouvoir, les Eglises n'adoptent pas non plus la même attitude suivant qu'elles se sentent en majorité ou en minorité, jouissent ou non du monopole de l'influence. Les protestants, si libéraux là où ils ne sont que quelques-uns, se montrent d'une rigueur et d'une morgue insupportables là où ils tiennent le haut du pavé. Que voulez-vous ! Catholiques, protestants, communistes, ils aspirent à régner sur les esprits. On ne saurait attendre d'eux qu'ils soient exactement les mêmes hommes quand ils se font craindre pour rester les maîtres que lorsqu'ils cherchent à plaire pour le devenir ».

P.-V. BERTHIER.

GISCARDIEN ET RACISTE : ARRECKX

Le maire de Toulon est le chef de file des giscardiens aux prochaines élections municipales : son racisme et sa xénophobie ne semblent pas embarrasser le moins du monde l'hôte de l'Élysée. Arreckx est vraiment le genre de type qui ne manque pas de culot : parce que, dans un texte commun, la C.F.D.T. et la C.G.T. l'accusaient de poursuivre une action raciste, le maire n'a pas hésité à les traîner devant le tribunal correctionnel.

Le procès, trois fois reporté, aura peut-être enfin lieu le 16 avril, soit après les municipales. Toulon est vraiment en bonne place au hit-parade des villes spécialisées en « ratonnades » : fin 1973, explosion dans un cinéma fréquenté par des Nord-Africains, deux blessés graves, coups de feu dans un bar, deux Algériens blessés ; juillet 1974 : des militaires d'un régiment d'infanterie de marine, venus pour « casser du bougnoul », provoquent une violente et sanglante bagarre devant un foyer d'immigrés : cinq blessés chez les Arabes, un soldat poignardé. Arreckx, loin d'appeler ses administrés au calme, jette encore de l'huile sur le feu, il s'en prend aux Nord-Africains, coupables selon lui de « faire fuir les locataires des H.L.M. par leurs regroupements bruyants et leur infiltration continue ». Il semble d'ailleurs changer d'avis comme de chemise, le premier magistrat toulonnais ; tantôt, il se défend vigoureusement d'être raciste, affirmant que les étrangers seront toujours bien reçus et respectés à Toulon « dans la mesure où ils ne voudront pas imposer leurs mœurs, coutumes et habitudes de vie... », tantôt il déclare avec un beau cynisme : « Si être raciste, c'est veiller à la sécurité de ses administrés, alors je le suis ».

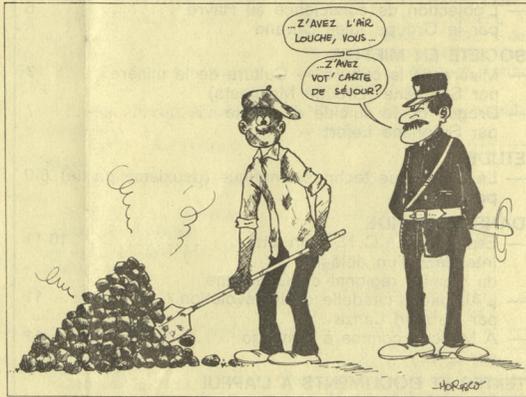
Malis le discours le plus instructif et le plus éccœurant qui soit,

Arreckx l'a réservé à un grand journal suédois venu l'interviewer à l'occasion d'une exposition organisée à Toulon par le Centre culturel suédois de Paris.

Arreckx y résout à sa manière le problème de l'emploi : « Il faut doubler les salaires des travaux pénibles afin que les Français acceptent de faire eux-mêmes ces travaux. La France veut que chaque Français occupe chaque em-

ils aiment habiter comme ils habitent. Ils veulent vivre à 7 ou 8 par chambre. Et ils ont d'autres habitudes. Allez voir place du Théâtre : là, une Française ne peut pas s'y asseoir deux minutes sans que trois Arabes arrivent et se mettent à brandir ce qu'ils ont dans le pantalon ».

L'Arabe sale, bruyant, sournois, violeur, perturbateur, tel est le portrait qu'en dresse le maire de



ploi, afin que nous puissions nous débarrasser des étrangers ». Quant à son explication du phénomène raciste et à l'idée qu'il se fait des Arabes, en général, ce sont vraiment des perles du genre, tout à fait dignes de figurer dans une anthologie de la bêtise et de la haine. Ecoutez plutôt : « Le racisme n'a rien à voir avec la politique, on l'a dans les tripes ! D'ailleurs, les Arabes sont différents de nous,

Toulon. Et vous ne trouvez rien à y redire, Monsieur Giscard d'Estaing ? Le silence est toujours complice, sachez-le. Alors, raciste ou pas, Arreckx ? Vous voulez rire ? Brave homme, bon Français, honnête citoyen, injustement « calomnié » par des « agitateurs », sans doute à la solde de « l'étranger ».

Bernard LANZA

L'AFFAIRE QUINARD

Nous devons honnêtement reconnaître que, la plupart du temps, dans les milieux pacifistes et libertaires, nous ne nous sentons pas tellement concernés par le problème des jeunes qui s'engagent dans l'armée. C'est peut-être une erreur, car, chaque année, vingt à vingt-cinq mille garçons mineurs, en France, signent des contrats, attirés par les publicités alléchantes de la « grande Muetta », et sont ensuite dans l'impossibilité de résilier ce contrat.

Pourquoi des jeunes de quinze, seize, dix-huit ans en arrivent-ils à cette solution surprenante, pour tenter de s'insérer dans la société, avant même d'avoir accompli leur service « national » ? Le plus souvent, parce qu'ils se sentent paumés, inadaptés, dans ce monde où le fric est roi, parce qu'ils n'ont pas eu la chance de naître chez les privilégiés, parce que sans boulot, sans affection, humiliés, ils se débattent vainement au milieu de problèmes familiaux qu'ils jugent insurmontables.

Heureusement, l'armée est là, qui veille au grain, et se prime d'engagement est bien tentante pour un adolescent à la dérive et qui n'a pas un sou pour profiter des gadgets

que lui propose la société de consommation. En outre, on lui promet un métier, du voyage, de l'aventure. Le rêve, quoi ! Alors, le petit gars naïf, inconscient, se trouve pris au piège, ébloui par une propagande intéressée. Il marche à fond dans la combine, et franchit le pas qui va le séparer du monde décevant des « civils » pour le faire entrer dans celui où l'on « fabrique des hommes », croit-il. C'est un peu de cette façon que Jean-René Quinard entra, en 1970, à l'âge de quinze ans et quelques mois, à l'École d'enseignement technique de l'Armée de l'air, à Saintes. Trois mois plus tard, on lui faisait signer le contrat, sans qu'il puisse même en connaître le contenu. Après deux années passées à Saintes, puis un séjour à Rochefort, l'armée l'envoie suivre un stage dans les P.T.T. à Paris-13^e, et là, il se trouve au milieu d'autres jeunes, parfois plus âgés, et de diverses couches sociales. Les discussions qu'il a avec eux et ses propres réflexions l'amènent à prendre conscience de la totale inefficacité du système armé, et à opter pour la non-violence. Il demande donc qu'il soit mis fin à son engagement, invoquant des raisons morales et religieuses. L'ar-

mée refuse. Sa décision est prise : il choisit de désertir, afin de développer une large campagne d'explication pour (je le cite) « dénoncer publiquement le procédé qui consiste à tromper des milliers de gosses afin de leur faire signer des contrats très longs et non rachetables ». Aidé par d'autres engagés, comme lui revenus de leurs illusions, il fait circuler une pétition qui rassemble tous ceux qui « décident de porter plainte contre l'armée pour publicité mensongère déterminant et influençant le choix du public... ».

Les anarchistes, antimilitaristes conséquents, ne peuvent qu'être solidaires de la lutte courageuse que même l'ex-sergent Quinard contre l'embrigadement d'une jeunesse fragile, crédule et désorientée, mais ils ont l'ambition de conduire jusqu'à son terme le combat pour la mise à la réforme définitive de toutes les armées, instruments de mort et d'oppression au service de toutes les dictatures, gardiennes des privilèges et des profiteurs.

Si nous voulons sauver les hommes du cataclysme qui se prépare, cette utopie d'aujourd'hui doit être la réalité de demain.

B. L.

L'ESPAGNE A BEAUBOURG !

Dimanche 13 janvier, à 16 h, une vingtaine de camarades ont manifesté leur soutien aux anarchistes espagnols emprisonnés et torturés à Barcelone.

légalisation, rien n'a changé en Espagne depuis la mort de Franco.

Des camarades ont déployé 2 banderoles sur un immeuble face



Afin d'informer la population sur la répression constante qui s'exerce en Espagne contre les Révolutionnaires et surtout les Libertaires, les Anarchistes parisiens ont exposé la situation devant le Centre Pompidou, sur le plateau Beaubourg.

Malgré les déclarations des démocraties européennes, malgré le soutien nouveau apporté à l'Espagne par l'U.R.S.S. et les positions du P.C.E. en vue de la prochaine

au plateau Beaubourg et ont distribué un tract dénonçant la persistance du fascisme et les méthodes policières et répressives dont sont victimes les anarchistes espagnols.

Un communiqué a été donné l'après-midi même à la presse. Notons que *Libération*, journal « d'information », n'a pas cru bon de diffuser le communiqué.

Des militants F.A.

TOURS : SUCCÈS AUX "9 HEURES POUR LE MONDE LIBERTAIRE HEBDO"

Des débats, des films, un meeting, des artistes et une buvette, tel était le programme proposé par les militants du Groupe libertaire de Tours, samedi 29 janvier, pour les « 9 heures pour le M.L. hebdo ».

Malgré la défection de certains artistes contactés, malgré quelques petits incidents (notamment des « accrochages » avec les staliniens du P.C. lors des collages d'affiches-annonces), malgré le sabotage (volu ou involontaire) de notre communiqué dans la plupart des journaux de la presse locale et nationale (sauf *Libération* et le *Petit Rouge de Touraine* qui l'ont passé dans sa totalité), malgré aussi la présence de R.T.L. dans la ville, ce furent plus de 300 personnes qui assistèrent à ce meeting-gala.

Dès le début de l'après-midi, beaucoup de monde se répartissait dans les trois amphithéâtres de la Faculté des Lettres, aménagés pour permettre la tenue des différents débats sur les thèmes suivants : la vasectomie, l'urbanisme, la lutte des femmes, l'écologie, la peine de mort, l'antimilitarisme et les réalisations des anarchistes espagnols dans les collectivités de 1936. Plusieurs organisations amies invitées animèrent les discussions ; citons le Comité d'Action des Prisonniers, le Groupe Ecologique de Touraine, la C.N.T. espagnole ; par les divers problèmes sociaux particuliers quel-

les soulevèrent dans leurs actions respectives, ces organisations surent susciter un intérêt certain dans leur auditoire, contribuant ainsi largement à la réussite de cette journée.

Les artistes, de leur côté, avaient leur mot à dire, ou plutôt leurs chansons à chanter. Avec leur style personnel, ils surent distraire agréablement le public, dans une ambiance détendue et sympathiquement fraternelle qui caractérise si bien nos rencontres. Ils méritent véritablement d'être connus et appréciés : André Serrano et sa brûlante peinture des problèmes de notre temps, Jean-François Groussin qui sait, avec beaucoup d'humour, parodier le show-business et le monde officiel du spectacle. Et puis Jean-Pierre Marchand, dont les chansons fustigent les tares de notre société, et Nicole Kochmann qui, avec beaucoup de talent et un cœur grand comme ça, laisse échapper toute sa sensibilité et sa merveilleuse tendresse, dans un répertoire composé de textes de G. Cousté, Louise Michel, mais également de chansons beaucoup plus modernes où éclate un antimilitarisme chargé d'espoir. Remercions encore tous ces artistes, et souhaitons-leur de rencontrer toujours un public aussi enthousiaste que celui qui les a chaleureusement applaudis à cette occasion.

Et pour terminer cette journée, un meeting fournit l'occasion à plusieurs

camarades de présenter l'action et les mots d'ordre que proposent les militants de la Fédération Anarchiste, particulièrement à Tours, et bien sûr les perspectives de l'hebdomadaire anarchiste. Soulignant la nécessité de disposer rapidement d'un journal qui colle de plus près à l'actualité, les orateurs ont rappelé les décisions de notre organisation à son XXXI^e Congrès de fixer comme objectif prioritaire, la parution hebdomadaire du *Monde Libertaire* pour l'année 1977.

Le succès du meeting-gala, le bénéfice obtenu (1500F) nous confirment le soutien et l'intérêt de nos sympathisants, et la possibilité pour n'importe quel groupe de la F.A. d'organiser de semblables journées de soutien à notre journal, prouvant ainsi notre volonté de posséder un outil efficace.

Il reste à souhaiter, qu'à l'instar du Groupe libertaire de Tours, d'autres initiatives du même genre voient le jour, pour qu'ensemble, militants et sympathisants de la Fédération Anarchiste, nous puissions nous doter d'un journal d'action, d'information et de propagande de nos luttes actuelles et des propositions anarchistes-communistes de notre organisation anarchiste révolutionnaire.

Groupe libertaire de Tours.

COMMUNIQUE

Le vendredi 25 février s'est tenu un meeting national de la Fédération Anarchiste. Son projet était d'assurer à la C.N.T. espagnole notre totale solidarité face à la répression dont ils font les frais chaque jour. Pris par les délais d'impression, nous ne pouvons en rendre compte dans ce numéro du « Monde Libertaire ». Nous le ferons dans celui du mois de mars.

La rédaction.

Le Groupe libertaire La Boétie animera

le mercredi 9 mars, à 20 h 30, Salle du Centre administratif, place de l'Hôtel-de-Ville, Asnières

une réunion-débat sur le thème :

L'AUTOGESTION PRATIQUE

et le mercredi 23 mars (même lieu, même heure)

une réunion-débat sur le thème :

NON-VIOLENCE ET REVOLUTION

La liaison F.A. de l'Aisne, qui vient de se constituer, appelle à un regroupement des Libertaires de Saint-Quentin, Laon, Soissons, Châteaui-Thierry.

Pour tout contact, s'adresser aux R.I. 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

COMMUNIQUE

Vendredi 28 janvier, Jacques Breton, insoûmis total, a été arrêté à son domicile, transféré à la prison de la caserne Duplex. Il y a rejoint un autre insoûmis, Noël Gendron. Ils ont entamé une grève de la faim illimitée pour obtenir leur libération.

Les C.L.O. région parisienne et le S.O.C. s'élèvent contre ces arrestations et réclament la libération immédiate de J. Breton et N. Gendron ainsi que celle de tous les insoûmis et soldats actuellement incarcérés, la cessation des poursuites contre les insoûmis et déserteurs en cavale.

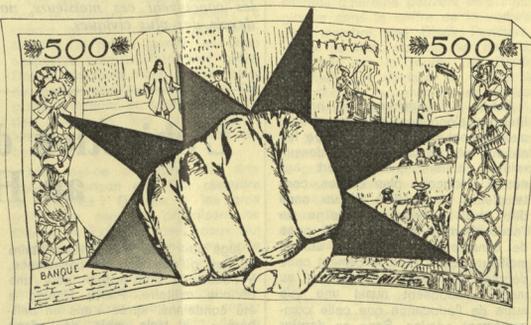
Nous invitons toutes les personnes intéressées à prendre contact avec le Comité de soutien à J. Breton ; C/O Mouvement Ecologique, 65, bd Arago, 75013 Paris.

C.L.O. et S.O.C.

SOUSCRIPTIONS MONDE LIBERTAIRE HEBDO

(Période du 15 janvier au 15 février)

Fête de TOURS	1 500	VERNERIE	50	LOPEZ	8	TEYSSIER	20
Groupe L. MICHEL	1 000	CHARLOT	100	MARYNUS	20	FERNANDEZ	50
Meeting L. MICHEL	400	LHERITIER	40	CALVI	100	Groupe B.N.P.	400
MAUGET	100	ADAM	20	FRAYMAN	100	HEMY	500
MARCADET	20	MORANDEAU	10	PAUTONNIER	50	RAYNAUD	100
PICATRINO	90	JORDY	28	POUYET	200	LE HUEDE	45
BREION	50	LEBEL	10	RICHARD	100	BELAYCHE	150
Groupe SACCO et VANZETTI	1 700	DELEUZE	200	CADIOU	120	DUPRE	65
PINEL	20	LANTUEJOL	10	RODRIGUEZ	80	MANDAT	20
AUCLAIR	20	FLAMAND	30	LASBAREILLES	60	BERNARD	50
BAJOLET	50	DUPRE	40	ELIARD	60	ENDIMIONI	260
PAYRAUT	20	Groupe LIMOGES	120	CHENU	5	JACQUET	37
FONTAINE	25					TORO	11
MICHEL THIERRY	68					BOURGERY	20
ANONYME	29					ALLIX	150
BOLUDA	31					Groupe JACOB	530
CIVADE	18					SARRAZIN	47
SIBERT	30					ANONYME	76
Groupe BAKOUNINE	400					LOPEZ	300
NANAR	50					GENTILS	20
Groupe J. DURAND	516					GARRY	10
CARRIQUES	30					MORIN	20
CHATEAUDUN	20					CRESCENTINI	10
Groupe LA ROCHELLE	620					BETY	10
Groupe JACOB	530					ANGLADE	10
ENGHEN	20					LANTUEJOL	10
LEFFEVRE	100					LAFOSSÉ	10
Groupe MALATESTA	1 100					A. GARCIA	40
LOUSTE	250					THIVOLET	10
TISSANIE	37					COUDERC	100
MILLOT	100					TISSANIE	34
MUSARD	20					PONTHIEU	10
FRESSONNET	100					CASTAGNO	60
Groupe ATELIER DU SOIR	600					POILVERT	200
JACQUOU	50					FONTAINE	10
GROSIAMBON	160					HENIN	100
JEAN LUC	200					SABOUREUX	60
BUFFARD	30	Groupe BORDEAUX	1 300	SODANT	10	FEUILLET	10
Groupe FRESNES ANTONY	1 500	BERTHELOT	300	GRAVEY	49	J. PREVOTEL	10
JOTHY	100	GARCEAU	100	Groupe PROUDHON	500	CHABANY	10
VINCENT MICHEL	54	COURSAULT	30	DEVRIENDT	600	L. PREVOTEL	119
RICHIR	200	DOMINIQUE	139	MADIC	10	ANDRES	100
LANZA	50	FOGERON	200	AGUILAR	60	CHIARISOLI	60
Groupe VOLINE	300	ESKENAZI	100	PETIT J.	50	JORDY	60
CHARRAS	5	GIRARD	100	LLEMARON	50	DUMONTEIL	100
ESTEVEZ	15	COSIAUX	60	Groupe TOULON	520	MERLE	39
BALSAN	110	MENY	100	DELOTTIGNIES	10		
LAURO	18	AUREMBOUX	100	GAYET	60	Total	22 514
Groupe S. FAURE	1 000	FONTARENSKI	50	TRACHSEL	60	Mois précédents	123 146
GALICHET	50	Groupe LE HAVRE	260	Groupe ANNECY	150	Total général	145 660



MISÈRE DE LA CULTURE - CULTURE DE LA MISÈRE

Le budget 77 sera celui de la continuité dans la continuité. Celui de l'armée augmentera, ceux de l'éducation et de la culture baisseront. On voit tout de suite quels sont les centres d'intérêt de l'Etat.

Le budget de la Jeunesse et des Sports aura une progression nettement inférieure à la hausse des prix; il représentera 0,71 % du budget de l'Etat, contre 0,73 % en 1976. Tout cela pour :

- le fonctionnement des services des secrétariats d'Etat;
- les dépenses de personnel, de professeurs d'éducation physique, etc.;
- les subventions aux activités de loisirs socio-éducatifs;
- l'entretien et l'amélioration des centres de vacances et autres;
- les subventions d'investissement, etc.

Or, sur ce peu de subventions, l'Etat en récupérera encore une partie grâce à la taxation des structures de loisirs (alors que des industries sont détaxées). Ainsi, pour 1 franc de subvention que recevra une M.J.C., elle paiera 2,38 francs de taxes.

Ces faibles subventions seront dirigées essentiellement vers des structures de loisirs d'élite. Centre G. Pompidou au plateau Beau-Bourg, piscines olympiques, patinoires, etc. Et les colonies de va-

cances qui accueillent généralement des enfants des classes populaires auront, elles, un budget nettement en baisse.

Situation désastreuse qui ne tient que par le bénévolat ou l'exploitation des animateurs sous-payés, sans aucun statut. Sur 20.000 animateurs de M.J.C., 2.000, soit 10 % seulement, sont salariés. Combien d'entraîneurs bénévoles dans les sports? Combien de bénévoles dans les structures catholiques?

Situation désastreuse qui ne permet aucune initiative, aucune innovation pédagogique, faute de moyens financiers.

Situation désastreuse, mais en fait logique. Il faudrait être bien naïf pour s'imaginer que l'Etat est prêt à encourager et à soutenir l'importance qu'il ne peut encourager que ce qu'il maîtrise et qui correspond à ses buts.

Ce qu'il maîtrise? Evidemment, l'éducation et la culture bourgeoises.

Ce qu'il veut? D'une part renforcer le contrôle social sur les individus, en quelque lieu que ce soit, d'autre part désamorcer tous les conflits naissants. L'animateur est donc, d'une part, flic ou contrôleur, d'autre part tampon et médiateur, de toute façon instrument de l'Etat.

Le côté « médiateur » est clair : on place des animateurs dans des villes nouvelles pour pallier les

manques de services sociaux, pour assurer un véritable service après-vente; on place des animateurs de groupes dans les usines pour que les négociations puissent marcher, pour que patron et ouvriers s'entendent bien, etc. L'animateur (directif ou non directif) a donc pour rôle d'empêcher toute prise de conscience de la classe exploitée, d'empêcher tout conflit.

Le côté « contrôleur » est tout aussi évident : « On sait maintenant que le loisir est nécessaire à la reconstitution de la force de travail, alors faisons du loisir, mais pas n'importe lequel ! ». On forme des spécialistes en loisirs; les travailleurs sont mis en condition de consommateurs; ou bien on les distrairait, ou bien on les fait produire (créer paraît-il) ! On forme aussi des éducateurs de rue pour contrôler les adolescents là où ils sont, et le tour est joué ! Les travailleurs sont déposés de leurs loisirs et bien intégrés dans notre système de production.

Mais à ce niveau l'Etat entre en contradiction avec lui-même, car, d'une part, il ne se donne pas les moyens financiers correspondant à sa politique et, d'autre part, il se heurte à un refus des animateurs de se plier à ses exigences. Alors il ne reste au travailleur que la télé, le tiercé et le football.

Mais allons encore plus loin. S'il est clair que des structures comme le théâtre, le concert, etc., sont d'abord accessibles aux riches (environ 86 %), il faut néanmoins préciser que ce n'est pas uniquement le coût trop élevé des places qui empêche les travailleurs de venir. Effectivement, beaucoup d'expériences de théâtre ou de concerts gratuits ont été tentées sans grands succès; négligeable était l'appart supplémentaire de spectateurs des masses populaires; les bibliothèques gratuites n'accueillent pas plus de travailleurs. Ce n'est donc pas véritablement un problème d'argent (pour aller voir Sheila ou un match de football, les travailleurs se déplacent et paient), mais bien plutôt un problème de politique de culture.

La culture qui est développée en France est bien une culture bourgeoise, une culture de classe.

Le procès de l'Ecole donnant une culture scientifique et littéraire est accepté par de plus en plus d'individus. On conçoit aisément que les enfants issus de familles bourgeoises ont plus de facilités pour suivre des études, en raison des moyens financiers et la disponibilité des parents. Ce que l'on conçoit moins bien, c'est que la culture dispensée dans les écoles est une culture nationale, d'Etat, donc de la bourgeoisie, et qui favorise les enfants issus de la bourgeoisie, ces derniers se trouvant en terrain connu. Ce qui n'est pas le cas des enfants des classes populaires qui ne se sentent pas forcément concernés par ce qu'on veut leur apprendre. Ce n'est pas un hasard si les fils de bourgeois deviennent bourgeois eux-mêmes, les fils d'agriculteurs, agriculteurs et les fils d'ouvriers, ouvriers. Ce n'est pas un hasard si les fils d'ouvriers sont majoritaires dans les études techniques, en moindre nombre dans les études scientifiques, inexistantes ou presque dans les études littéraires. En outre, 25 % seulement des enfants issus des masses populaires iront au lycée, 6 % en faculté.

Donc, de donner des moyens financiers (bourses) aux enfants des masses populaires ne changera pas grand-chose au problème.

Peu d'individus font la critique de la culture artistique, car la culture dominante est tellement présente qu'elle paraît légitime et unique.

Si les enfants des masses populaires acquièrent parfois une culture scientifique et technique, plus rarement une culture littéraire, ils sont en revanche complètement écartés de la culture artistique, véritable chasse gardée de la bourgeoisie, laquelle s'acquiert en dehors de l'école. La réforme Haby empire d'ailleurs cette sélection, en spécialisant les gens très tôt, et en ne laissant aucune place à la culture générale et artistique.

Mais alors, s'il existe une culture de classe, il doit bien exister une culture prolétarienne, ouvrière et paysanne. Effectivement, on en trouve les traces dans certaines régions, chez les montagnards et certains ouvriers artisans. Or, on assiste à la disparition de la culture populaire en raison du poids de la culture dominante qui, avec tous les moyens dont elle dispose (mass-media et école), l'écrase et finit par l'annihiler complètement.

On assiste ainsi à une véritable acculturation des masses populaires dont il faut mesurer les conséquences toujours possibles : ou bien admiration de la culture bourgeoise et envie de la posséder, et donc soumission; ou bien refus pur et simple de cette culture, refus

conduisant à la marginalisation, au suicide, à l'abandon. Dans les deux cas on assiste à une absence de combativité.

De plus, on assiste à ce que l'on peut appeler la dégradation des valeurs bourgeoises : Famille, Patrie, Ecole, Eglise, Autorité, etc. Tout est contesté, souvent d'ailleurs par une jeunesse elle-même bourgeoise. Et le plus comique, c'est de voir le P.C.F. et la gauche en général s'ériger en restaurateurs de ces valeurs. Cela se dévoile dans les projets de lois présentés à l'Assemblée nationale ou au Sénat, cela se dévoile dans les propositions du Programme commun. Ainsi, la gauche propose que les amateurs soient formés à l'Université, ce qui ne manquera pas de renforcer l'embourgeoisement du recrutement des amateurs.

Pour nous, anarchistes, il ne s'agit pas de revendiquer la participation de tous à la culture bourgeoise, mais bien plutôt la continuation ou la création d'une véritable culture populaire. Georges Sorel, dans sa préface au livre de Fernand Pelloutier *L'histoire des Bourses du Travail*, nous dit : « Apprendre au prolétariat à vouloir, l'instruire par l'action, et lui révéler sa propre capacité, voilà tout le secret de l'éducation socialiste du peuple ». Pelloutier, lui, proclamait : « L'art n'est grand que lorsqu'il est l'expression des sentiments, des idées et des rêves d'un peuple ». C'est pour cela qu'il développa les bibliothèques dans les Bourses du Travail, qu'il proposa que les enfants de prolétaires et de paysans pussent s'instruire dans les Bourses du Travail et non dans les écoles d'Etat. Et il ajoutait : « Dévoiler les mensonges sociaux, dire comment et pourquoi ont été créées les religions, imaginer le culte patriotique, construire la famille sur le modèle du gouvernement, inspirer le besoin de maître : tel doit être le but de l'art révolutionnaire ».

Quelle vigilance de classe, quelle clairvoyance au début du siècle ! Nous repreneons volontiers à notre compte cette culture liée aux racines du monde ouvrier et paysan, racines géographiques, linguistiques, etc., cette culture liée avant tout aux luttes, aux victoires et aux échecs des masses populaires.

Qu'a-t-on à faire dans ces salons de vernissage, dans ces cercles littéraires où les gens jouissent de leurs paroles, dans ces théâtres et ces cinémas où l'on ne comprend rien, où l'on ne se sent pas concerné par le spectacle de types qui ont du fric, des voitures de luxe et le temps d'avoir des problèmes d'esthétique...

Il n'est pas question cependant de mettre en poésie la sueur des ouvriers. Et ce n'est pas en introduisant le mot « Anarchie » dans un poème que cela changera grand-chose à la condition ouvrière. La culture que nous défendons et que nous développons dans notre journal, c'est la révolte, c'est la tradition de lutte des miséreux, ce sont les conditions de vie quotidienne, c'est l'éducation sur notre exploitation et ses mécanismes, pour mieux mettre à bas le système autoritaire qui nous gouverne, pour supprimer le vieux monde capitaliste, pour ériger l'émancipation économique, mère de toutes les autres émancipations, pour construire la société anarchiste, au sein de laquelle l'éducation intégrale pour tous sera une réalité !

STEPHANE
(Groupe Malatesta)

DROGUE OU LE SUICIDE D'UNE VIE

En Italie, diverses organisations gauchistes ont déclaré depuis quelques mois la guerre aux pourvoyeurs de drogue suite à la mort d'un de leurs militants par overdose. Cette petite guerre s'est soldée par les plastifications de plusieurs boîtes de nuit qui se livraient, sous les yeux complices de la police, au trafic de drogues dures telles que l'héroïne.

Il ne fait aucun doute que l'héroïne a, depuis un an, envahi le marché de la drogue dans les grands centres urbains tels que Milan et Rome et qu'elle frappe de plus en plus le milieu des jeunes ouvriers et le milieu étudiant. L'héroïne et la morphine, toutes ces drogues dérivées de l'opium ne touchaient avant-guerre qu'une minorité d'individus issus pour la plupart des milieux artistique et littéraire (Jacques Vaché, Artaud, etc.) ainsi que certains anciens coloniaux qui s'étaient laissés séduire par ces drogues dans les pays d'Asie.

En Italie comme en France, la répression contre le trafic des stupéfiants ne se fait que très rarement contre ceux qu'on appelle, dans les journaux à sensation, les « gros bonnets de la drogue », mais visent d'abord et surtout ces petits revendeurs qui, eux-mêmes intoxiqués, sont au niveau le plus bas dans la hiérarchie des trafiquants. Ils jouent naturellement un rôle important dans la propagation de l'héroïne, car leur but est de vendre le plus possible de doses de 0,5 à 1 gramme, à des prix atteignant parfois 500 F le gramme. Cette drogue est de plus généralement coupée avec de la lactose ou autres substances nocives qui entraînent la plupart des accidents mortels. Mais, vivant intoxiqués, ces revendeurs ne peuvent agir autrement, car ils ont un besoin incessant d'argent pour pouvoir se procurer leurs

doses personnelles; en outre, ils sont exposés à de multiples dangers autres que la drogue. Nombre d'entre eux, après avoir peuplé les centres de désintoxication ou les asiles psychiatriques, vont rejoindre les prisons qui sont l'enfer pour le drogué et, à leur sortie, se lancent dans les casses de pharmacie. Ces vendeurs ou dealers, eux-mêmes victimes de leur marchandise, sont donc entrés, avec ceux qu'ils pourrissent, c'est-à-dire leurs clients qui prendront bientôt leur place, dans un cercle infernal.

Les couloirs du métro sont devenus la hantise des drogués; à chaque carrefour de ces tubes souterrains, la police guette les têtes suspectes pour en faire leur proie. Depuis quelques mois, des bureaux de police sont ouverts dans les grandes stations et, quotidiennement, des jeunes s'y font fouiller illégalement, fouille des chaussettes, des boîtes, etc.

Mais est-ce en mettant les drogués en prison que l'on résoudra le problème? Comme si les gros trafiquants, ceux qui organisent les filières en Extrême-Orient, ceux qui vivent comme des pachas, en bons pères de famille et en toute impunité, ceux qui serrent la main aux dirigeants corrompus du gouvernement thaïlandais pour mieux semer leur marchandise en sein de la jeunesse, se promenaient dans le métro... Comme si nous ignorions que des quantités considérables d'héroïne sont acheminées par... valises diplomatiques...

L'Iran est un pays où toute personne suspectée de se livrer au trafic de stupéfiants risque la peine capitale. Comme par hasard, de nombreux révolutionnaires sont accusés de se livrer à ce genre de trafic et pourrissent dans les geôles du Chah avant d'être fusillés après un procès truqué. Pourtant, de nom-

breuses personnes de l'entourage du Chah ont été récemment suspectées par des autorités étrangères de se livrer au trafic de l'héroïne. Mais que risque-t-on lorsqu'on est diplomate ou haut fonctionnaire d'un régime fasciste?

Aux U.S.A., où la situation est dramatique dans les ghettos noirs et porto-ricains, la police et le F.B.I. utilisent souvent la drogue comme instrument de répression contre les militants révolutionnaires noirs (voir, à ce sujet, le livre : *Un noir à l'ombre par Eldridge Cleaver*). Des sachets d'héroïne peuvent être ainsi glissés dans le coffre de la voiture d'un membre des Black Panthers, lequel se fera, comme par hasard, contrôler sur la route. Les Black Panthers ont déclaré la guerre à l'héroïne qui envahissait les écoles du ghetto noir. Mais il y a aussi, aux U.S.A., tous les respapés de la boucherie du Vietnam, tous ces jeunes qui avaient vingt ans pendant la guerre et qui essaient de l'oublier en se « shootant ». Ils n'ont pas pu se réadapter à leur retour et beaucoup d'entre eux constituent la clientèle fidèle des prisons et asiles psychiatriques.

N'importe quel flic, n'importe quel général fera ce qu'il veut d'un intoxiqué... L'héroïne est un instrument d'asservissement et de mort. Elle empêche tout sentiment de révolte, même si le drogué, au début, est souvent révolté; c'est pour lui le seul moyen de lutter contre l'enfer quotidien, contre cette vie morose, celle des H.L.M., des autoroutes, des banlieues et autres ghettos, mais son chemin est malheureusement celui de l'anéantissement.

Le combat contre l'héroïne et toutes les drogues est un combat pour la VIE.

Stéphane LEFORT.

LA DYNAMIQUE TECHNOLOGIQUE

(deuxième partie)

III. — LA TECHNOBUREAUCRATIE

Les conséquences du développement technoscientifique résident en ce qu'il a donné naissance aux différents groupements de technobureaucrates à leur prise de pouvoir de fait dans les différents domaines de la vie de nos sociétés. Nous achèverons nous vers une prise de pouvoir de droit économique et politique par ces différents groupements, constitués en une nouvelle classe sociale, consciente, cohérente, ayant un projet politique élaboré ?

a) *Analyse globale succincte de ces groupements, de leur psychologie, de leur influence sur les classes sociales, et des éléments positifs et négatifs pour l'édification en une nouvelle classe.*

Ce sont des groupements réduits et limités dans leur recrutement. N'arrive pas qui veut à ces hauts postes de responsabilité. De ce fait, conscients de leur supériorité et de leur savoir, ils ont une tendance très marquée au narcissisme et au mépris hautain pour les groupes qui n'ont pas leurs compétences ; ils surevaluent leurs connaissances et leurs possibilités réelles à dominer les engins techniques en leur pouvoir. Croyant détenir la vérité, ils ont un penchant vers l'autoritarisme ; ils exercent une domination totale sur les participants et sur les différents organismes dépendant des techniques qu'ils croient maîtriser. Ils jouissent d'une situation sociale privilégiée, le prestige social attaché à leur fonction, le pouvoir qu'ils détiennent, leurs compétences hors pair, les forces exceptionnelles dont ils disposent, entretiennent autour d'eux une mystique, un culte de l'élite, des compétences qu'ils favorisent.

Le prestige social est accru par la situation financière privilégiée dont ils jouissent en regard du reste de la population et ils ne se différencient pas de la haute bourgeoisie capitaliste (train de vie et moyens financiers) et souvent sont confondus avec elle. Ils ont une influence prépondérante sur les valeurs et les idées collectives des différentes classes sociales (bourgeoise, moyenne, prolétarienne) du fait qu'ils disposent ou ont sous leur contrôle les instruments techniques par lesquels la propagande s'effectue ; grâce à cette domination des médias et de la publicité, ils font admettre leur propre hiérarchie de valeurs et leurs conceptions dans la société, ils font idéalisier leur image comme étant le symbole même de la réussite et, par ce moyen, déterminent partiellement les aspirations de ces différentes classes sociales et leur font rejeter leurs intérêts propres au profit d'une idéalisation des valeurs qu'ils leur proposent et leur font admettre ; pour ce faire, ils manient consciemment et avec précision symboles et slogans. Tout cela les prédispose à un appétit de pouvoir qu'ils ont l'habitude d'exercer d'une manière discrétionnaire et abusive. Enfin, ces différents groupements technobureaucratiques prennent de plus en plus conscience de leur pouvoir, de leur prestige sur le reste de la population. Ce qui leur manque, c'est une doctrine politique qui sous-tendrait l'ensemble et qui arriverait à concilier les divergences d'intérêts entre les techniciens experts, les planificateurs, les organisateurs des différents complexes économiques, les hauts fonctionnaires des différentes administrations, les chefs militaires, divergences d'intérêts qu'ils ont du mal à dépasser, car chacun de ces groupements croit sa spécialité primordiale, faisant du contingent technobureaucratique une iniquité inconsciente due à leur impuissance à dominer réellement les moyens et les engins qu'ils mettent en œuvre. Ces divergences d'intérêts et d'aspirations ne pourraient disparaître que par l'élaboration d'une doctrine politique qui sous-tendrait l'ensemble de ces groupements, leur donnant des buts communs et conciliables. C'est ce qu'ont réalisé partiellement toutes les doctrines nazies, fascistes, en instaurant des gouvernements technocratiques s'appuyant sur ces idéologies. Mais l'élaboration d'une doctrine politique demande une cohésion réelle de la classe des technobureaucrates, ce qui est loin d'être réalisé, une assimilation et un cautionnement, par une fraction importante des différentes classes sociales, de cette doctrine politique, une évolution psychologique et la transformation des valeurs et des idées collectives de cette fraction.

b) *Conséquences d'une prise de pouvoir de droit de la technobureaucratie dans les pays occidentaux.*

Mais si de telles perspectives, en 1977, peuvent être encore raisonnablement écartées, le développement futur de ces sociétés, l'évolution psychologique, la transformation des valeurs et idées collectives d'une fraction importante de la population, peuvent amener cette prise de pouvoir technobureaucratique, et ce dans des délais plus ou moins courts. Dans l'éventualité d'une structuration en classe sociale de ces différents groupements technobureaucratiques, il nous paraît intéressant d'essayer de voir à quel type de société nous aboutirions.

Nous pourrions raisonnablement nous attendre, en fonction des traits dominants de la technobureaucratie que nous avons essayé de décrire, à une dictature de la technique sur tous les autres genres de connaissances, de cette technique mise au service de la doctrine politique élaborée par cette classe techno-

bureaucratique, d'un asservissement total de la science et des autres genres de connaissances à la technique et à l'idéologie de cette doctrine politique ; l'éducation se transformerait en dressage et une société totalement déshumanisée sévirait. Ce gouvernement de l'élite est la base même de l'idéologie fasciste inspirée de la morale nietzschéenne du « Surhomme » avec, en plus, le culte de la technologie et des engins techniques ; une telle civilisation aboutirait à son autodestruction par l'impossibilité réelle de pouvoir dominer les moyens et les engins techniques mis en application. Il n'y a qu'à voir, à l'heure actuelle, dans les sociétés existantes qui sont pourtant loin de réaliser les conditions optimales d'un tel développement, les dangers occasionnés dans le domaine de la production d'électricité par les centrales nucléaires, alors que personne n'est capable de dire de manière formelle si l'accumulation des déchets radioactifs ne présente pas déjà un caractère d'irréversibilité pour l'avenir de la vie sur la terre, du fait que les emballages qui les contiennent ont une durée de vie beaucoup plus courte que celle de leur nocivité. Mais de tels dangers actuels en seraient multipliés. Nous aboutirions à des civilisations proches de la cybernétique où chaque acte serait dûment programmé et contrôlé. Ce serait le triomphe du pragmatisme déshumanisé, de la technologie sur l'homme où seul le résultat final est digne d'intérêt, la fin justifiant les moyens : rapidité, efficacité, réussite seront peut-être les trois mots que l'on inscrira sur les édifices publics.

Bakounine, sous le nom de gouvernement de la science, avait stigmatisé les défauts et les aberrations de tels gouvernements : « Et ces vingt ou trente savants devraient gouverner le monde ! Peut-on imaginer un despotisme plus absurde ou plus odieux ? Premièrement, le plus probable est que ces trente savants s'entre-dévoreraient ; mais s'ils s'accordaient ce serait au préjudice de l'humanité. Car le savant est par nature enclin à la perversion intellectuelle et morale et son principal défaut est de surestimer ses connaissances, son propre intellect, et de mépriser tous ceux qui n'ont pas le savoir. Donnez-lui le pouvoir et il deviendra un insupportable tyran parce que l'orgueil scientifique est plus odieux, plus blessant et plus oppressif que tout autre. Etre esclaves des pédants, quel sort pour l'humanité ! Laissés libres d'agir à leur guise, ils appliqueraient à la société les expériences qu'au nom de la science ils font aujourd'hui sur les cobayes, les chats et les chiens » (1). Nous voyons la justesse de la description de Bakounine qui voyait en ces gouvernements la pire des éventualités pour l'humanité.

c) *La technobureaucratie dans les régimes socialistes autoritaires.*

Dans les pays socialistes, si les caractères généraux sont les mêmes et existent à l'heure actuelle, l'idéologie politique qui sous-tend l'ensemble est différente. Les références à la doctrine marxiste apportent des déterminismes différents que, ce que nous dirions pourrions trouver dans les pays occidentaux. L'hégémonie du Parti communiste assujettit toutes les classes à sa domination, même celle des technobureaucrates. Le bureaucratisme du Parti est prépondérant et même les technobureaucrates sont victimes des « purges ». Ils doivent se conformer à la doctrine du Parti et ne peuvent rester en place que s'ils y sont fidèles. Ils ne peuvent donc, comme dans les pays occidentaux, créer leur propre doctrine politique. Mais malgré cet assujettissement, ils restent prépondérants dans la vie de ces sociétés et ont détourné à leur profit, avec les bureaucrates du Parti, la propriété collective des moyens de production et les richesses, tirant de ce fait un avantage tant au niveau du mode de vie que du prestige social dont ils jouissent. La prise de pouvoir par la classe technobureaucratique n'est donc que partielle et est contrôlée par la bureaucratie du Parti communiste.

d) *Tendance actuelle des sociétés modernes occidentales à la fascisation.*

La tendance actuelle à la fascisation des démocraties libérales avancées est donc due, si notre analyse est exacte, à la prise du pouvoir de fait des différents groupements technobureaucratiques. Il est donc impropre de dire, comme on a coutume de le faire, que c'est le capitalisme — c'est-à-dire les capitalistes — par lui-même qui y tend pour sa propre survie et pour éviter le désordre économique et social et ses conséquences ; en nous référant à notre analyse, ce sont plutôt les différents groupements technobureaucratiques qui détiennent de fait le pouvoir, tant sur le plan économique que dans le domaine de l'Etat, qui développent cette tendance en appliquant leur idéologie propre, leur logique, leur autoritarisme, leur doctrine pragmatique déshumanisée. Cette tendance irait en s'amplifiant au fur et à mesure que ces différents groupements technobureaucratiques tendraient vers une structuration en classe sociale. Nous considérons donc que cette tendance à la structuration des sociétés occidentales évolue de pair avec la structuration en classe sociale des différents groupements technobureaucratiques, cette évolution vers la fascisation étant nécessaire à l'évolution psy-

chologique et à la transformation des valeurs et idées collectives d'une fraction importante des diverses classes sociales existantes.

Nous avons à un rapport dialectique qui relie ces trois éléments, rapport dialectique d'implication mutuelle entre la tendance à la structuration en classe sociale des différents groupements technobureaucratiques et la prise de conscience en tant que telle, l'évolution fascisante des sociétés modernes, l'évolution psychologique et la transformation des valeurs et idées collectives d'une fraction des différentes classes sociales existantes, l'évolution d'un élément favorisant l'évolution des deux autres. La causalité de cette dynamique est soit la volonté de la fraction la plus consciente de la classe virtuelle des technobureaucrates qui, grâce aux moyens dont elle dispose, amorce un mouvement conscient et volontif vers la structuration en classe sociale et la prise de pouvoir de droit, soit une situation de fait qui ne correspond à aucune volonté consciente de la classe virtuelle des technobureaucrates, mais qui serait la conséquence de la prise de pouvoir de fait des différents groupements technobureaucratiques sur le capitalisme et les appareils étatiques, et ne serait que la résultante des forces maniées dans des buts autres, cette résultante échappant à la compréhension et à la

souligné le caractère inéluctable de la transformation des sociétés modernes, qui aboutira à plus ou moins brève échéance à la prise de pouvoir de droit de la classe virtuelle des technobureaucrates. Cette inéluctabilité est renforcée par le fait qu'à l'heure actuelle les partis politiques et les syndicats de la classe ouvrière sont eux aussi victimes, dans leurs structures, de la technobureaucratie. Sans développer outre mesure l'analyse de cette tendance, nous pouvons dire que les méthodes organisationnelles de ces partis et syndicats, par le centralisme qu'elles comportent, par la lourdeur des appareils et de leurs rouages, le contrôle impossible à partir d'un certain niveau hiérarchique de la base, le recours dans les superstructures de ces organismes, là encore, à des spécialistes, des experts, les réduisant à de pâles caricatures des appareils étatiques et des organismes économiques capitalistes, reproduisant les mêmes stigmates et les mêmes erreurs. L'autoritarisme croissant des permanents, et ce au-dessus d'un certain niveau hiérarchique, qui deviennent eux aussi dans leur domaine des experts, des hommes d'appareil et qui n'admettent plus, de la part de ceux qu'ils sont censés défendre et représenter, aucune contestation, ni aucun contrôle, s'ils de leur savoir et de leurs compétences, ne réclame qu'une obéissance

précisée de ces organismes et laissée volontairement dans le vague, si ce n'est, pour les partis politiques, la prise de pouvoir immédiate, le caractère interne, enclin à la technobureaucratie, permettront uniquement à ces organismes de suivre la tendance actuelle en y apportant une phraséologie différente, avec des buts avoués différents mais demeurant, dans les effets, fondamentalement identiques et nous menant eux aussi vers la prise de droit technobureaucratique.

V. — LIGNES DIRECTRICES ET SOLUTIONS POUR COMBATTRE LE PHENOMENE TECHNOBUREAUCRATIQUE

L'alternative des partis et syndicats ouvriers actuels est donc inexistante. Il serait intéressant de voir quels sont, premièrement, les principes d'organisation à appliquer dans les organismes de lutte de la classe ouvrière et, deuxièmement, ceux d'une société qui ne pourrait pas devenir technobureaucratique. Ces principes, qui sont les mêmes dans les deux cas, ont pour noms *Autogestion* et *Fédéralisme*.

a) *Principes généraux et leur application dans les organismes de lutte.*

La seule issue possible est celle dont Proudhon a tracé le schéma : démocratie économique (autogestion et fédéralisme des moyens de production) et démocratie politique (auto-administration des communes), le fédéralisme reliant l'une à l'autre.

Ces deux principes permettent, par le contrôle permanent, par la base, des délégués révocables à tout moment, d'éviter l'écueil de la technobureaucratie. Ce contrôle permanent et cette révocabilité sont seuls capables d'éviter la prise de pouvoir de fait des spécialistes et experts ; le fait de pouvoir les « apprécier » à la fois sur leurs compétences et leur qualité humaine, plus l'effort indispensable d'éducation et de formation de tous les participants à ces sociétés ou à ces organismes, écartent le danger technocratique. Toutes les organisations de lutte de la classe ouvrière qui ne prendront pas pour modèle ce système et ces structures tomberont à plus ou moins brève échéance dans la technobureaucratie. Mais, pour des organisations de lutte, nous pouvons nous poser la question de savoir si de telles structures ne vont pas en diminuant l'efficacité. Ce qu'elles sont susceptibles de perdre en efficacité est largement compensé par ce qu'elles gagnent en fermeté et compréhension de la part de leurs participants. Quoique le terme autogestion, pour une organisation de lutte, puisse paraître impropre, sauf si nous considérons que ce terme s'applique au choix des axes de lutte et à leur analyse, à l'élaboration des principes fondamentaux, etc., c'est par l'autogestion des axes de lutte, des moyens à employer, des principes fondamentaux, que tous les participants de ces organisations peuvent discuter, analyser, élaborer ces moyens, ces principes, ces analyses, et mieux les comprendre et les assimiler ; celle-ci amène les participants à mieux défendre leurs convictions, lesquelles font alors partie intégrante d'eux-mêmes, car comprises et librement acceptées. Mais dans de telles organisations, il s'avère nécessaire de déléguer un certain nombre de responsabilités pour la résolution des problèmes courants et pour la bonne marche générale ; l'écueil technobureaucratique que certains pourraient voir pointer à ce niveau disparaît de façon formelle par la rotativité aux postes de responsabilités. Nul n'est besoin de développer plus avant ce thème qui sort partiellement du cadre de cette analyse pour entrevoir quelles sont les lignes directrices à appliquer pour endiguer la technobureaucratie dans les organismes de lutte.

b) *Pourquoi une société autogestionnaire et fédéraliste ne pourra-t-elle pas succomber au dirigisme technobureaucratique ?*

Succinctement et rapidement, nous allons essayer d'analyser pourquoi les principes autogestionnaires et fédéralistes s'opposent au dirigisme technobureaucratique.

L'une des raisons essentielles, en dehors du contrôle permanent exercé par tous, en est que les choix et les options fondamentales d'une telle société ne sont pas étrangers aux aspirations de cette société : ce sont les aspirations de tous, non pas d'une minorité. Ces choix et options sont issus de la base, non pas du sommet, le sommet ou superstructure ayant tendance à généraliser et globaliser les problèmes et les solutions apportées. La base, au contraire, plus réaliste et confrontée à ses problèmes quotidiens, essaie de trouver des solutions qui correspondent à la réalité locale où elle se trouve. N'oublions pas que dans une telle société, l'usine, la commune restent l'unité de base de référence et que la primauté des solutions est réservée au niveau de ces unités ; d'autre part, ces solutions sont librement discutées et analysées par tous. Dans une telle perspective, des décisions prises par le centralisme technobureaucratique, au nom du soi-disant bien-être de tous et qui spolient une partie de la popula-

tion et l'obligent, au nom du bien-être général, à subir des préjudices, ne sont plus possibles. Prenons un exemple pour expliciter ce raisonnement : supposons que, dans une telle société, le besoin d'une énergie nouvelle se fasse sentir. Quelques techniciens et scientifiques proposent à l'ensemble des régions françaises l'emploi de l'énergie nucléaire. Après un temps de réflexion et de discussions, l'ensemble des communes est amené à statuer sur ce thème. Il se peut que l'ensemble de la population soit d'accord sur le principe ; mais lorsque, dans les modalités pratiques, il s'agit de trouver des sites pour la construction de centrales, quelle commune acceptera, compte tenu des risques encourus, la construction d'une centrale sur son territoire ? Aucune, car aucune n'acceptera de se sacrifier et de prendre de tels risques pour le bien-être hypothétique de tous. Le projet nucléaire abandonné, on entreprendra des recherches pour trouver d'autres solutions. Dans le centralisme, les décisions technobureaucratiques pour l'édification de telles centrales sont et seront possibles, imposées au nom du bien-être de tous, au nom de valeurs étrangères aux aspirations des populations, et comme les unités communales ne peuvent pas, ni en fait, ni en droit, s'opposer à ces décisions, les centrales nucléaires s'édifient contre la volonté des populations et des communes qui les abritent. Nous voyons donc, à travers cet exemple rapide, que les options et les décisions présentées au nom d'une abstraction quelconque ne sont plus possibles ; il suffit de transposer de manière analogique cet exemple dans d'autres domaines pour s'apercevoir que les options et le développement d'une telle société seraient fondamentalement différents de ceux que nous connaissons, cela grâce à cette autonomie des unités communales et des unités de production et de leur souveraineté de décision ; aucun principe transcendant à la volonté réelle des participants ne serait plus accepté. Les principes du technobureaucratisme, de l'élite qui impose, au nom de ses connaissances et de principes transcendants à la société, des options et des choix qui sont étrangers aux aspirations réelles de la population, ne seraient plus possibles et la « technobureaucratie » ne serait plus alors qu'un outil contrôlé, dirigé par tous, et utilisé dans l'intérêt de tous, intérêt déterminé par tous.

VI. — CONCLUSION

Nous avons essayé, au cours de cette analyse, de souligner les méfaits du développement de la dynamique technoscientifique dans tous les domaines, ainsi que les conséquences auxquelles elle nous confronte. Si cette analyse et les conclusions s'avèrent exactes, nos sociétés modernes malades de la technobureaucratie vont vers leur autodestruction, et ce à plus ou moins brève échéance. Nous avons essayé rapidement de démontrer que si ce développement est nuisible dans les sociétés actuelles, il pourrait en être tout autrement dans une société autogestionnaire et fédéraliste, ces deux principes restant la seule issue salvatrice pour l'humanité. Ceci est confirmé par le fait qu'un grand nombre d'intellectuels, à l'heure actuelle, voit en ces principes une troisième alternative entre le capitalisme et le socialisme autoritaire et étatique, principes malheureusement revus, corrigés, amendés par leurs points de vue philosophico-dogmatiques acceptés d'avance et qu'ils n'arrivent pas à dépasser. Il nous appartient donc de tout faire pour que l'autogestion et le fédéralisme régissent nos sociétés avant que soient devenues irréversibles les conséquences du développement engendré par les sociétés actuelles.

AMADOR

(1) *Etatisme et Anarchie*, Œuvres complètes, tome IV, p. 310-311.

BIBLIOGRAPHIE

- G. Gurvitch :
Vocation actuelle de la sociologie, t. II (et plus particulièrement ch. XIV et XV).
Les cadres sociaux de la connaissance (et plus particulièrement 3^e et 4^e parties).
Traité de sociologie sous la direction de G. Gurvitch, t. I (et plus particulièrement 5^e section), t. II (7^e et 9^e sections).
Bancael :
Proudhon, pluralisme et autogestion, t. I et t. II.
Bakounine :
Œuvres complètes, t. IV : *Etatisme et Anarchie*.



Henri Krasucki, Edmond Maire et Georges Séguy : une bureaucratie syndicale étouffante qui freine continuellement les légitimes aspirations des travailleurs.

volition de ces groupements technobureaucratiques qui les manient. Selon que l'on se place dans la première ou la seconde des hypothèses formulées, les sociétés modernes actuelles verront leur vitesse d'évolution modifiée, la première hypothèse se trouvant être celle qui conduirait le plus rapidement à la prise de pouvoir de la classe des technobureaucrates. Nous pouvons donc dire que la tendance actuelle à la fascisation des sociétés modernes ira en s'accroissant d'une manière plus ou moins rapide, selon que nous serons en présence de la première ou de la seconde hypothèse formulée, cette fascisation aboutissant, dans l'état actuel des faits, à une prise de pouvoir de droit de la technobureaucratie.

IV. — LA TECHNOBUREAUCRATIE DANS LES PARTIS POLITIQUES ET LES SYNDICATS DE LA CLASSE OUVRIERE

Jusqu'ici, nous avons analysé le processus de prise de pouvoir de fait de la technobureaucratie et ses conséquences, nous avons

aveugle. Autre fait marquant, la recherche par ces organismes d'un apport militant quantitatif et non qualitatif. Cette recherche quantitative amène bon nombre de nouveaux adhérents, encore imprégnés des valeurs et idées collectives « dominantes » en partie façonnées, comme nous l'avons vu, par les valeurs et idées collectives de la classe virtuelle des technobureaucrates ; ces valeurs et idées transformeront et influenceront sur les valeurs et idées collectives de ces organismes. Le fait, par exemple, que pour adhérer à l'un de ces organismes, il suffit dans la plupart des cas d'acheter sa carte, n'implique pas automatiquement la transformation des idées et valeurs du candidat adhérent, la formation étant pratiquement inexistante par la suite, sauf pour les éléments les plus doués ; aussi ces organismes seront grandement pénétrés et transformés par les idées et valeurs collectives qui imprègnent une fraction de la classe ouvrière et qui sont l'émanation des groupements technobureaucratiques. Cette pénétration d'idées et de valeurs collectives « fascisantes », si elle est récupérée partiellement dans des buts qui servent de prime abord ces organismes, n'en demeure pas moins présente et compromet une lutte efficace contre la fascisation et, à plus longue échéance, contre la prise de pouvoir technobureaucratique. La finalité non

ESPAGNE : LA C.N.T. DANS LES LUTTES

(Interview d'un délégué du Comité régional de Catalogne)

Nous avons reçu dans nos locaux, le samedi 15 janvier, un camarade espagnol, ouvrier du livre, responsable du Secteur presse et propagande du Comité régional de Catalogne de la C.N.T. Nous vous livrons ci-dessous le contenu de l'interview que nous avons réalisée à cette occasion pour Le Monde Libéraire. Les propos de notre camarade, délégué par le Comité régional de Catalogne, ne concernent que cette province espagnole.

Le Secrétariat aux Relations Internationales La Rédaction.

Question. — Peux-tu nous préciser quelle est la situation actuelle de la C.N.T. en Espagne, de sa presse, de ses locaux ?

Au niveau de la Catalogne, l'implantation actuelle de l'organisation touche environ 4.000 militants. Nous n'avons pas développé une distribution massive de cartes comme le font les communistes, mais c'est une question que nous nous posons. Il y a bien sûr des différences d'appréciation sur la situation. Il y a des camarades qui voient mal comment réaliser une distribution massive de cartes, mais je pense que nous sommes pratiquement obligés de le faire au niveau de l'organisation syndicale.

Les chiffres ne sont pas très significatifs, en ce sens qu'ils sont assez réduits, mais ont tout de même leur importance au niveau de ce qu'ils signifient comme implantation en certains endroits de Catalogne. Cette implantation est importante dans la Métallurgie, dans la Banque, dans le Textile, mais là il faut faire une remarque : si dans la Banque et la Métallurgie les militants sont jeunes pour la plupart, il en va autrement dans le Textile où on trouve surtout des vieux camarades. L'implantation de la C.N.T. est également importante dans les Arts graphiques et dans des syndicats nouvellement constitués dans les Services publics (gaz, électricité, etc.). Il y a aussi un important syndicat de l'Administration publique. Au niveau des localités, l'implantation est importante dans certaines villes comme Viladecans (Bajo Llobregat), Gava où se trouve l'usine Roca actuellement en grève, Sabadell et Badalona. L'implantation est moindre par rapport aux commissions ouvrières dans des régions comme Girona, Lerida... Nous n'avons pas encore entamé de campagne d'extension dans ces régions. C'est aussi un problème que s'est posé le Comité régional. Il envisage, à ce sujet, d'envoyer des équipes de propagandistes dans un délai assez court pour essayer de regrouper au moins les militants « historiques » qui vivent encore dans ces régions. Même si nous sommes numériquement en infériorité devant les communistes, on peut dire que nous bénéficions d'une sorte de sympathie dans beaucoup d'endroits. Il y a un certain magnétisme des sigles et pour pas mal de gens le sigle C.N.T. signifie quelque chose. Il faut évidemment organiser en profitant de ce magnétisme, sinon cela disparaîtrait. Je crois que si toutes les questions intérieures de l'organisation et la possibilité de solidifier le passé vital se réglent rapidement, nous pourrions développer, dans un délai assez court, une organisation qui ne sera pas comme avant, bien sûr, mais décisive sur les luttes qui existent.

Au niveau de la presse, on distribue Solidaridad Obrera (15.000 exemplaires), actuellement mensuel, et le Comité de rédaction

actuel s'est engagé devant l'organisation à le faire paraître, d'ici aussi une revue qui, pour l'instant, apparaît comme une revue d'opinion confédérale et qui est l'ancien journal du soir, édité en catalan, Catalunya, revue qui va passer à l'organisation (5.000 ex.). Il y a également les bulletins des syndicats. Pratiquement, tous les syndicats ont leur propre presse, surtout à la Fédération de Barcelone (22 syndicats). Parmi ces bulletins, certains ont une diffusion importante comme Tinta Negra (encre noire) dans les Arts graphiques, El Martillo (le marteau), le bulletin de la Métallurgie, et celui des banques, Bancarrota. Il y a une certaine dynamique à ce niveau.

La plupart des syndicats sont en train d'ouvrir des locaux. Pour l'instant, il existe un grand local qui est celui du Syndicat du spectacle. Il y a également le local des Arts graphiques et le local de la Métallurgie. Il y a des locaux que se partagent 3 ou 4 syndicats, par exemple la Banque, les Communications, la Santé d'une part, et Eau, Gaz, Electricité et Assurances de l'autre.

La C. N. T. face aux syndicats espagnols

Question. — Quelles sont la position, l'attitude et la lutte de la C.N.T. face aux syndicats verticaux ?

Lors du dernier plénum régional, qui s'est étalé sur une période d'un mois et demi, nous avons pris la décision de faire une campagne pour la démission de toutes les charges syndicales au sein bien sûr des syndicats verticaux. Il y a quelques syndicats dans l'U.G.T., qui font de même, contrairement à l'U.S.O. (1) et aux Commissions ouvrières (2) qui désirent maintenir l'appareil syndical actuel, car cela donnerait des avantages vis-à-vis d'une éventuelle évolution de la situation espagnole. Nous sommes, nous, pour la démission et tous les camarades qui sont entrés dans les syndicats verticaux et qui ont occupé des postes, même s'ils n'étaient que délégués d'atelier, sont obligés de démissionner. Cette campagne est importante, car elle permet de démasquer un peu la position opportuniste des Commissions ouvrières et de l'U.S.O. qui essaient d'avoir une position de force à partir de l'emprise qu'ils ont au niveau des charges syndicales et, dans ce sens, nous avons fait des démissions assez spectaculaires dans de grandes entreprises comme la Seat ou dans des industries d'art graphique comme Bruguera, comme la Société Générale des Editions, et surtout à Badalona.

Question. — Quelle est la position de la C.N.T. face aux syndicats d'opposition, sa différence de tactique et la possibilité ou pas de travail en commun avec ces autres organisations syndicales ?

Notre position à ce sujet a été largement débattue au cours des divers plénums : c'est l'unité d'action avec tous les travailleurs et le refus du travail en commun avec les directions syndicales.

Un autre problème important a été débattu quant à l'alliance avec l'U.G.T. (3). Pas mal de copains étaient d'accord pour cette alliance et la prônaient, mais lors du dernier plénum cela n'a pas été adopté, car la plupart des militants se sont prononcés contre cette alliance et nous essayons donc, pour l'in-

stant, de développer l'unité d'action à la base, c'est-à-dire dans les usines, dans les entreprises et même dans les organisations plus ou moins unitaires qui surgissent de la base au niveau des secteurs de production et, à ce propos, on peut dire sans se vanter que si les assemblées de délégués ouvriers existent, c'est bien souvent grâce aux camarades de la C.N.T. Cela est sûr en tout cas dans la Métallurgie comme à Pueblo Nuevo, dans les Arts graphiques, dans la Chimie et dans le Bâtiment, même si dans ce secteur l'organisation, qui est réduite mais dynamique, se base sur les groupes autonomes qui existent encore.

Au niveau de la pratique syndicale, on est contre tout type d'intersyndicale, même si on taxe certains de divisionnisme. Nous savons de développer l'unité d'action à la base, c'est-à-dire que la division syndicale à l'intérieur des usines ne se pose pas comme problème mais que l'assemblée des travailleurs élit directement ses représentants et ses délégués, de quelque tendance ou fraction qu'ils soient. C'est ce qui a été démontré dans le conflit de Roca, où des camarades auraient pu essayer de faire passer, avant l'action autonome des travailleurs, notre position syndicale. Nous avons essayé d'exprimer le respect le plus grand pour les décisions de l'assemblée et d'appuyer celles qui étaient le résultat des assemblées de délégués qui formaient le Comité de grève.

Notre position quant au débat qui existe entre « unité syndicale » ou « pluralité syndicale », est que nous croyons là à un faux débat qui se pose toutefois à l'ensemble du mouvement ouvrier. Nous pensons que l'unique position véritablement révolutionnaire qu'on peut avoir en ce moment est d'essayer pas dans l'usine mais que ce soit l'assemblée des travailleurs, axée sur des problèmes concrets de la lutte des classes aujourd'hui, qui décide et d'essayer, au niveau des rapports inter-usines ou inter-secteurs de production, de se démarquer des syndicats unitaires que prônent les communistes mais plus maintenant. Nous pensons que la réussite du syndicat unique serait une façon d'asphyxier les possibilités, pour les travailleurs, de savoir quelles sont les différentes voies syndicales ou voies révolutionnaires qui existent, car les travailleurs, privés de la liberté de réunion et de propagande, ne peuvent connaître la différence entre un syndicalisme politique et un syndicalisme révolutionnaire. Il faut se présenter devant un débat clair pour que les travailleurs puissent voir les différentes conceptions syndicales qui existent et qu'on peut diviser en trois parties :

- la conception social-démocratique ;
- celle, bureaucratique, des communistes ;
- celle, révolutionnaire, qui n'est pas seulement le fait des anarcho-syndicalistes, mais de tous les gens qui se réclament du mouvement ouvrier autonome.

Question. — A en croire la presse française, il semble que l'opposition espagnole n'est représentée que par le P.C.E. Peux-tu nous parler du P.C. espagnol, de ce qu'il représente exactement ?

Oui, évidemment, une des forces les plus importantes pour l'instant est représentée par les communistes, par l'appareil du P.C.E., par

son empreinte, son travail de pénétration dans le syndicat vertical entrepris depuis longtemps. Je crois, de toute façon, que les communistes ne sont pas appelés à former le syndicat le plus important dans l'avenir. Le syndicat qui devrait avoir le plus d'avenir est l'U.G.T. socialiste, pour des raisons très concrètes. Le socialisme représente d'une part une sorte de frein vis-à-vis des communistes et 40 ans de propagande anti-communiste, même si cela a servi à ces communistes pour se présenter comme l'image de l'opposition, ont laissé des traces parmi les travailleurs. D'autre part les socialistes sont sans doute, dans l'opposition, les plus protégés par le pouvoir qui a intérêt à ce qu'ils contre-carrent le poids des communistes. Dans ce sens, ils n'ont eu aucune difficulté pour organiser des réunions, des congrès dont la presse a beaucoup parlé. Je crois donc que les socialistes peuvent avoir la possibilité de constituer, avec l'U.G.T., le syndicat ayant le plus d'influence. Les communistes sont dans une situation difficile parce que, d'une part, les groupes d'extrême-gauche lui ont pris beaucoup de gens qui commençaient à entrevoir le vrai jeu des communistes et, d'autre part, beaucoup de jeunes travailleurs qui étaient regroupés dans les Commissions ouvrières sont partis dans des groupes comme le Parti du Travail, l'O.R.T. (Organisation Révolutionnaire des Travailleurs), le M.C. (Mouvement Communiste). Malgré cela, leur position est de se maintenir avec un grand appareil composé de pas mal de permanents et pour cela ils disposent de beaucoup d'argent. Ils ont une certaine dynamique, mais je crois vraiment qu'ils ne peuvent prétendre former le syndicat le plus puissant du mouvement ouvrier espagnol. Je crois que même parfois numériquement inférieurs, nous avons, surtout en Catalogne, les possibilités d'un grand développement avec les gens qui sont emmerdés par toutes ces histoires de manipulations et qui poursuivent quand même des objectifs d'indépendance, d'action directe et d'autonomie ouvrière.

Question. — Que peux-tu nous dire sur l'éventuelle légalisation de la C.N.T. ?

Je crois que l'avenir du mouvement ouvrier en Espagne se joue maintenant. Il se joue surtout sur le fait que les partis politiques de toute la gauche dite démocratique essaient de nous faire passer par le pacte social, surtout les communistes, qui en sont les promoteurs, de nous faire passer la crise sans dépasser les petites revendications de l'économie bourgeoise, en essayant de créer une véritable dépendance du mouvement syndical envers le mouvement politique. On ne peut pas dire exactement ce que cela donnera, car il y a un essor formidable des luttes depuis la mort de Franco. En effet il n'y a pas en ce moment un seul secteur qui ne soit visé par des actions. Même les filices font des manifestations parce qu'ils ne veulent pas servir un ordre public fasciste. Il existe donc une situation d'embrasement des vieilles institutions, de la bourgeoisie contrôlée par l'instinct plus ou moins au niveau de l'opposition démocratique qui essaie de se mettre en avant, de capitaliser ces luttes pour gagner des postes lors de prochaines négociations. Vous savez qu'il y a des négociations entre le pouvoir et l'opposition démocratique, sauf les groupes d'extrême-gauche qui

se sont mis un peu à l'écart en disant : « Si vous nous laissez entrer, il faut aussi assurer la légalisation des groupes d'extrême-gauche ». Mais ce qui est sûr, c'est que cette mainmise sur le mouvement ouvrier des organisations politiques de gauche existe. Cela s'est vu dans les dernières luttes, telles que Roca, Sabadell, Navarra et dans le Nord. Enfin beaucoup de luttes sont plus ou moins hypothéquées par l'emprise du Parti Communiste, et je ne dirais pas du P.S.O.E. (4) qui joue un jeu plus intelligent, mais les communistes, en véritables chiens de garde des mouvements, jouent ce jeu et essaient de rompre toutes possibilités d'action autonome des travailleurs. S'ils réussissent — et il ne peut pas mal d'atouts pour y arriver — à nous entrainer tous dans cette sorte d'issue qu'est la démocratie de style européen, alors on peut peut-être dire que l'avenir du mouvement ouvrier est foutu. On verra.

Au niveau de la législation donc, il existe évidemment des possibilités. Ça pose des problèmes, mais la situation actuelle en pose aussi pas mal, parce que même si on est anarcho-syndicaliste, on doit développer une pratique syndicale si on veut faire du syndicalisme et, évidemment, un syndicalisme de catacombes est difficile à effectuer et peut nous faire rester sur une situation de groupes spécifiques. Dans la situation présente, il est clair, au niveau de la C.N.T., que les libertaires y sont déjà regroupés ; mais le problème est d'essayer de reconquérir toutes les parties du mouvement ouvrier qui se dit autonome et qui ne veut pas de l'emprise des partis politiques sur les travailleurs et pour cela il faut faire du syndicalisme, il faut être là où sont les travailleurs et sur ces bases, si le pouvoir légalise les autres organisations syndicales, notre position va être un peu difficile. L'unique accord qui existe pour l'instant est de refuser absolument la légalisation sous conditions. Toute légalisation implique certaines conditions, une acceptation du système existant, mais on refuse totalement une légalisation avec des conditions politiques. La situation présente est que les réformistes du gouvernement, qui reprennent tous les thèmes de l'opposition démocratique, sont en train de faire passer une loi syndicale que les Cortes (Parlement franquiste) ont refusé au moyen de décrets. C'est une loi qui n'est pas tellement différente de la loi française : c'est une légalisation automatique de toutes les centrales syndicales sans conditions préalables. Au début la loi se présentait comme une loi d'association syndicale, c'est-à-dire qu'on pouvait faire des associations professionnelles de secteurs mais pas une organisation inter-secteurs. Maintenant on peut apparaître comme C.N.T. ou n'importe quel d'autre.

Il faut étudier ensuite le problème que pose l'examen des statuts de l'organisation. C'est un problème délicat qu'on pourra aborder, l'espère, avec toutes les régions d'Espagne et qui suscitera d'importants débats au sein de la C.N.T., car il y a des partisans de la légalisation et des partisans de la non-légalisation ; c'est inévitable.

Question. — D'importantes luttes sociales ont eu lieu ces derniers temps en Espagne, port de Barcelone, Seat, Motor Iberica, Roca...

(suite ci-contre)

ESPA...
Peux-tu n...
pation de...
A Moto...
da copain...
une lutte...
début par...
missions p...
dances e...
façon ext...
son, le p...
passer le...
patronat...
peut grou...
Iberica...
Pour le...
tuation es...
existe au...
syndicalis...
port a été...
tions de l...
et même...
et on essa...
là-dessus...
rer ou c...
(même la...
pas mal d...
a permis...
généralis...
développer...
semblées...
paraisse...
quelque o...
ce soit, n...
qui a été...
la lutte d...
Roca, m...
pensent q...
une situat...
infériorité...
pour ma p...
cela perm...
vailleurs q...
velle de f...
basé sur...
manipulat...
veloppant...
vieux de...
soit : l'acti...
des travaill...
La présen...
Catalogne...
droits où...
est import...
niveau de...
plaires, m...
teurs comm...
industrie m...
Question...
tu définir...
la C.N.T.,...
à venir ?
Pour le...
de faire...
sation por...
les deux d...
sentiment...
questions...
congrès, e...
une sorte...
de l'organis...
le mois pr...
d'organisati...
peut-être...
sur la pla...
se faisaient...
de la C.N.T...
Nous all...
de faire q...

ESPAGNE : LA C.N.T. DANS LES LUTTES

(suite)

Peux-tu nous parler de la participation de la C.N.T. dans ces luttes ?

A Motor Iberica, il n'y avait pas de copains de la C.N.T. C'était une lutte menée plus ou moins au début par les militants des Commissions ouvrières de diverses tendances et cela a échoué d'une façon extraordinaire par la trahison, le pacte qu'ont réussi à faire passer les communistes avec le patronat. Il existe maintenant un petit groupe de la C.N.T. à Motor Iberica.

Pour le port de Barcelone, la situation est tout à fait différente. Il existe au port une tradition anarcho-syndicaliste. Il faut savoir que le port a été l'un des derniers bastions de la C.N.T. jusqu'en 1956-57 et même 58. Mais notre critère — et on essaie de veiller beaucoup là-dessus — n'est pas de s'emparer ou de capitaliser une lutte (même la lutte du port où il y avait pas mal de militants à nous et qui a permis un accroissement de l'organisation), mais d'essayer de développer des formes d'action d'assemblées autonomes et que n'apparaissent pas la prédominance de quelque organisation syndicale que ce soit, même la nôtre. C'est ce qui a été clairement établi dans la lutte du port de Barcelone et à Roca, même si certains camarades pensent que cela peut aboutir à une situation qui nous met dans une infériorité de conditions. Je pense, pour ma part, que c'est l'inverse ;

un peu partout, ont une certaine sympathie pour la C.N.T. aient la possibilité réelle de s'organiser et donc d'étendre le plus possible l'organisation des syndicats dans les localités, les régions où l'organisation s'est peu développée. C'est, je pense, le but le plus important qu'on va essayer d'atteindre ces prochains mois.

Le but de la C.N.T. à plus long terme est d'essayer de regrouper tous ceux qui se réclament de l'autonomie ouvrière, qui ne sont pas partisans des partis politiques, et je crois que si on réussit à faire dégager les travailleurs de ce projet du Capital de nous faire entrer dans une démocratie à l'euro-péenne avec limitation des droits de grève, l'avenir de la C.N.T. comme organisation sera important et cela peut donner un essor au mouvement ouvrier, pas seulement espagnol, mais européen.

Nous allons essayer d'autre part, mais à plus long terme, de prendre en mains tous les thèmes que s'accaparent les partis politiques et qui sont des thèmes libertaires : le problème de la vie quotidienne dans les quartiers, la question des centrales nucléaires, etc. On tente dans les villes de la banlieue de Barcelone où il existe des groupes libertaires de quartiers, de donner une réponse générale à tous ces thèmes dont on n'a pu s'occuper pour l'instant, mais qui ont la même importance que les ques-



cela permet de montrer aux travailleurs qu'il existe une façon nouvelle de faire du syndicalisme non basé sur la prospection et la manipulation des luttes, mais en développant les grands thèmes historiques de la Confédération, que ce soit l'action directe, l'organisation des travailleurs par eux-mêmes, etc. La présence de l'organisation en Catalogne, dans de nombreux endroits où se développe le social, est importante, pas seulement au niveau de ces deux luttes exemplaires, mais aussi dans des secteurs comme la Banque ou la petite industrie métallurgique à Barcelone.

Question. — Pour conclure, peux-tu définir les projets immédiats de la C.N.T., ses buts pour les mois à venir ?

Pour le moment, on va essayer de faire que l'effort de l'organisation porte vers l'extérieur, car les deux derniers mois ont été essentiellement axés sur toutes les questions internes : discussions, congrès, etc, ce qui a provoqué une sorte d'arrêt des possibilités de l'organisation. Nous allons tenter le mois prochain de faire un effort d'organisation en Catalogne et peut-être un meeting à Barcelone, sur la place monumentale, là où se faisaient les meetings historiques de la C.N.T.

Nous allons essayer également de faire que tous les gens qui,

tions de production. Si nous n'étions pas capables de prendre ces thèmes en mains, ce serait rendre un maigre service au mouvement anarcho-syndicaliste.

Il existe des groupes de quartiers qui fonctionnent de manière très autonome, mais il y a un problème de rapports entre eux que nous allons essayer de développer. Il y a l'organisation « Mujeres Libres » (femmes libres), non pas féministe au sens habituel du terme, mais qui se préoccupe de développer tous les problèmes de l'inégalité entre hommes et femmes. On trouve aussi des organisations plus ou moins marginales qui ont une certaine sympathie pour la C.N.T. Cela est important, car il existe au niveau du grand public une grande sensibilité devant les thèmes de l'homosexualité, de l'inégalité sociale des femmes, des mineurs, ainsi que devant le problème de l'avortement. Nous pensons donc développer le plus possible les rapports entre les différents groupes libertaires qui existent actuellement.

(1) U.S.O. : Union Syndicale Ouvrière, centrale chrétienne appartenant à la C.F. D.T. française.

(2) Commissions ouvrières : Organisations désormais inféodées au P.C.E.

(3) U.G.T. : centrale syndicale socialiste.

(4) P.S.O.E. : Parti Socialiste Ouvrier Espagnol.

L'ALBANIE, "CITADELLE DE LA RÉVOLUTION" ?

Le petit allié européen de la Chine maoïste ne se sent pas très rassuré depuis la disparition du « Grand Timonier ». L'élimination du groupe des « radicaux », à la tête duquel se trouvait l'épouse du défunt Mao, Chiang Ching, inquiète certainement les dirigeants du Parti du Travail albanais, qui ont toujours montré beaucoup de sympathie pour les inspirateurs de la « révolution culturelle prolétarienne », pour la plupart proches du « gang des quatre », aujourd'hui accusés par le « Quotidien du Peuple » de tous les crimes les plus abominables, alors que Teng Hsiao Ping, ex-renégat, semble devoir refaire surface, confirmant la victoire des « modérés » sur les « révolutionnaires ».

Bien sûr, il s'agit là de luttes de clans au sein du P.C. chinois, sans que l'essentiel soit sacrifié, c'est-à-dire une politique chauvine, nationaliste, soutenue par un militarisme outrancier et un totalitarisme à toute épreuve. Le même schéma se retrouve dans la petite Albanie d'Enver Hodja. Le chef vénéré du Parti (depuis 45 ans !) se tère dans un quartier résidentiel de Tirana, et il est l'objet d'un véritable culte, où on ne manque jamais de rappeler qu'il fut le chef de la résistance au fascisme.

Repléée sur elle-même, méfiante à l'égard de tout ce qui est « étranger » et d'abord de ses proches voisins : la Grèce et la Yougoslavie du « traître » Tito, l'Albanie marxiste-léniniste (ou stalinienne-maoïste) ne peut pas se permettre de se passer de la Chine.

L'arrivée au pouvoir de Hua Kuo Feng, à Pékin, n'a certes pas été

accueillie avec grand enthousiasme, et Hodja a quelque peu tardé à féliciter le successeur de Mao de sa nomination à la tête du P.C. chinois. Cependant, on ne peut pas pour autant y voir un gel des relations sino-albanaises, puisque Hua, dans le message qu'il adressait au congrès du Parti du Travail, après avoir donné à l'Albanie le titre de « citadelle de la révolution en Europe » affirmait que les deux pays « marchent épaule contre épaule ». Enver Hodja, de son côté, confirma la fidélité de son parti à la ligne pro-chinoise, et accusa l'Union Soviétique de « restauration de l'esclavagisme capitaliste et de social-fascisme ». L'aide chinoise doit se maintenir pour que les prévisions du 6^e Plan, qui s'achève en 1980, soient atteintes. La nouvelle Constitution, qui se prépare actuellement, décidera de développer encore plus la propagande athée, car l'Etat albanais ne reconnaît aucune religion. A propos de la Constitution, l'article 52 prévoit « la liberté de parole, de presse, d'organisation de rassemblement, de réunion et de manifestation ». Ils ne manquent pas d'aplomb, ces « révolutionnaires purs et durs », quand on sait que seule PEUT exister la presse du Parti, l'organisation du Parti, les rassemblements, réunions ou manifestations du Parti, toute autre idéologie ou école de pensée étant NECESSAIREMENT « fasciste, antidémocratique, antisocialiste ou belliciste », ... et tombant ainsi sous le coup de la loi (article 54 de la même Constitution).

A Tirana comme à Pékin, à Moscou comme à Bucarest, le communisme marxiste a toujours le

même visage : celui de la dictature, celui du mensonge, celui de la répression.

Pour les anarchistes, qui luttent toujours et partout pour la liberté et le VRAI socialisme, il ne fait aucun doute que « l'euro-communisme », s'il prend le pouvoir demain à Rome, à Paris ou à Madrid, n'aura pas un visage différent, quoi que puissent prétendre les Marchais, Berlinguer et autres Carillo. Il ne suffit pas de jouer les « grands garçons » et d'égratigner de temps en temps le « bon papa Brejnev » pour faire oublier qu'on a soutenu dans le passé tous les crimes de Staline, puis les interventions militaires des Russes pour écraser des révoltes POPULAIRES en Pologne ou en Hongrie. Même si le terme « dictature du prolétariat » est jeté aux oubliettes, les marxistes-léninistes, par l'intermédiaire du « Parti de la classe ouvrière » imposeront une pseudo-révolution, par l'exercice d'une dictature autoritaire, soi-disant passagère, et ceci au nom du prolétariat. Toutes les républiques « populaires » en sont arrivées là, pour avoir appliqué à la lettre les idées de Marx sur la « période de transformation révolutionnaire de la société capitaliste en société communiste », période où « l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat ». (Marx : Critique du Programme de Gotha, 1875).

On ne peut pas construire le socialisme sans liberté, car, comme le disait Bakounine, « c'est l'esclavage et la brutalité ».

Bernard LANZA.

A MOSCOU COMME A SANTIAGO...

Faire respecter les droits de l'homme, tel était le but avoué des conférenciers officiels réunis à Helsinki. C'est en juin prochain que seront examinés, à Belgrade, les résultats de cette conférence, particulièrement dans le domaine de la libre communication des informations, des idées et des personnes, à travers les frontières.

Il est évident que, pour notre part, nous savons qu'il n'y a rien de « révolutionnaire », ni même de positif, à attendre de semblables réunions au « sommet », où les représentants des gouvernements, les « libéraux » tout comme les « socialistes », ne cherchent qu'à se donner une bonne conscience en arguant de la nécessaire politique de « détente » et de « coexistence pacifique ».

D'ailleurs, il est probable que la renaissance, dans les Etats est-européens et en U.R.S.S., d'un néostalinisme feutré, ne sera pas davantage condamné à Belgrade, que ne le seront les crimes de la junte militaire chilienne, ou les tortures pratiquées par les filices britanniques sur les prisonniers de l'I.R.A., ou encore les sauvages exactions commises en Ouganda, en Ethiopie ou ailleurs par des politiciens fous et sanguinaires.

Que le K.G.B. soit — ainsi que le prévoit Léonid Pliouchtch — « à

la veille de déclencher le plus vaste pogrom des opposants en U.R.S.S. », hélas ! cela ne fait guère de doute, même s'il ne s'agira pas toujours — comme sous Staline — de liquidations physiques pures et simples. Après les menaces sérieuses adressées à Sakharov, après la provocation meurtrière organisée dans le métro de Moscou, on apprendra l'arrestation d'Alexandre Guinzbourg, qui gérait le fonds d'aide aux familles des dissidents arrêtés.

En Tchécoslovaquie « normalisée », les attaques et les insultes calomnieuses contre les courageux signataires de la « Charte 77 », redoublent d'intensité, et ceux-ci sont désignés par le gouvernement Husak comme un « groupe de renégats et de traîtres, ennemis du peuple ». Un langage que l'on a coutume d'entendre chez nos marxistes ! Le même vent glacial souffla aussi sur la Pologne et l'Allemagne de l'Est, où la répression contre les « contestataires » ne cesse de s'amplifier.

Visiblement, les Etats du Pacte de Varsovie ont donc choisi d'écraser, de tuer dans l'œuf, toute tentative, même timide, d'opposition à la « dictature du prolétariat », toute attitude non conformiste ou protestataire, en soumettant des centaines de familles de gens persé-

cutés à la misère, voire à la faim, en contraignant des milliers d'autres à la peur et au silence.

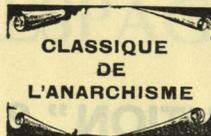
Le froid qui s'étend sur les nations « marxistes-léninistes », ne doit pas nous faire oublier la nuit qui continue de régner sur Santiago, où veillent, armés jusqu'aux dents, les soldats du général Pinochet. Mais qui, aujourd'hui, se soucie encore du Chili assassiné ?

L'Aurore, Le Figaro, Le Point, etc, toujours si prompts à dénoncer les persécutions dans les pays de l'Est, deviennent curieusement d'une rare discrétion, lorsqu'il faut s'en prendre à d'autres régimes dictatoriaux, installés et maintenus par un autre impérialisme, celui des Etats-Unis d'Amérique et des multinationales.

La France giscardienne, elle aussi, garde prudemment le silence devant les tortures employées par les bourreaux fascistes, au mépris de la dignité de l'homme.

C'est un cri d'alarme que nous devons lancer, contre toutes les violations des libertés, à l'Est comme à l'Ouest, c'est une véritable solidarité mondiale qu'il faut mettre en place et, en alertant l'opinion contre les tyrannies, nous montrerons le caractère oppressif et parasitaire de l'Etat, de tous les Etats.

Bernard LANZA.



IL Y A PLUS DE CENT ANS... L'INTERNATIONALE ET LA POLITIQUE

Le texte ci-dessous est extrait des résolutions du Congrès constitutif de l'Internationale en Espagne, congrès qui s'est tenu à Barcelone en 1870.

RAPPORT DE LA COMMISSION SUR LE THEME : « ATTITUDE DE L'INTERNATIONALE AVEC LES RAPPORTS POLITIQUES ».

« Pour peu que nous fixions notre attention sur les maux qui nous tourmentent, pour peu que nous nous arrétions à examiner les causes qui les produisent, nous devons convenir que de grands et efficaces remèdes se font nécessaires.

La nécessité se fait sentir aussi de ce que le mouvement social qui s'effectue aujourd'hui ait pour objet quelque chose de plus que d'associer quelques individus, que de fédérer des groupes, que d'établir la solidarité entre eux, bien que tout cela soit de grande importance.

Notre programme qui doit être mené à terme par le biais de l'Association fédérée et solidaire doit avoir pour but, avec l'accord de la commission, d'implanter les bases d'un nouveau système économique qui nous garantisse le droit d'user librement des fruits de notre travail par le moyen d'un état social dont le seul emploi soit la représentation directe du travail.

Ne perdons pas de vue cependant qu'il faut concilier à la destruction et à la guerre son action révolutionnaire et que, pour aujourd'hui, il n'y a pas d'autre solution.

Après la révolution sociale, une fois qu'on sera maître de la matière première et des instruments de travail, il sera facile de changer l'action purement destructive en action productive.

Pour avoir méconnu durant trop de temps notre devoir en tant que révolutionnaires ; pour n'avoir su établir que des groupements isolés d'ouvriers sans aucune autre fin sociale que le nombre, l'activité du travailleur, jamais démentie, s'en est trouvée diminuée.

Pour avoir voulu démarrer, non de la révolution sociale mais de réformes faiblardes par le biais de l'Etat, nous nous trouvons encore au début de nos travaux et dans toute l'apogée de l'action autoritaire des gouvernements.

Pour avoir méconnu jusqu'à aujourd'hui, malgré ce que nous disait l'histoire, que le travail doit être le seul responsable de la reconstitution de la société, nous avons abandonné la réalisation de nos aspirations à nos plus féroces ennemis qui, une fois au pouvoir, ont continué à sanctifier le privilège d'une classe, qui a augmenté ses richesses en proportion de notre misère pour mieux nous dominer.

En un mot, sans conscience de nos droits ni de notre mission, nous avons eu le même recours que nos ennemis actuels, les aidant à démolir les hommes qu'ils nous signalaient comme étant les uniques auteurs de nos problèmes, et après cela, notre exploitation a continué sa marche dévastatrice sous l'empire de la nouvelle autorité représentée par nos prétendus rédempteurs d'hier.

Non, frères, assez d'aveuglement. Il est déjà grand temps de penser sérieusement à l'avenir du travail.

Finis la folie, l'ambition, l'intrigue, place à la raison, à la science, à l'organisation ouvrière surtout, repoussons énergiquement tout autre élément étranger à elle, nous devons prendre en mains les destins de la grande Révolution.

Ne perdons pas de vue que si parmi nous subsistent encore la misère et l'ignorance, on le doit aux institutions et aux vieilles idées sociales, non aux hommes. La hache révolutionnaire doit frapper seulement et exclusivement contre elles. La guerre au capital doit être aujourd'hui l'aspiration unique mais constante de l'Association qui, demain, quand les instruments de travail lui appartiendront complètement, aura l'occasion de montrer au monde la vie féconde qu'elle porte en son sein.

Telle doit être la mission de l'Internationale dans cette société de lutte. Telle sera son importance pour la liquidation sociale.

Est-ce qu'à présent la Commission a besoin de prouver pourquoi le mouvement socialiste ouvrier doit s'adapter à son organisation, sans perdre de vue un seul instant le grand but final auquel elle s'est proposée de parvenir ?

De prouver encore que c'est un parti, le parti du travail, et que ses relations avec tous les autres doivent être nulles, comme est nulle la conscience qu'ils ont de l'égalité et de la justice ?

De prouver encore que d'un Etat qui naît à celui qui part, qu'entre le travail et la paresse, entre la société à moitié émancipée et l'autre moitié esclave, il ne peut y avoir d'autre pacte que la guerre ?

Oui, la Commission aura besoin, avec l'appui du Congrès, de mener à bonne fin cette proposition, de montrer à tous nos frères les raisons qu'elle a pour vouloir une organisation ouvrière dans notre pays et pour que l'œuvre régénératrice de l'Internationale dans le monde civilisé se réalise indépendante de toute force, de toute institution étrangère à elle, écartant avec une particulière attention les adhésions qui ne sont pas dûment légalisées par le travail.

Remplis de sang, les louables aspirations des peuples pour leur bien-être se retrouvent dans l'histoire ; mais fondés constamment sur la conservation de l'Etat, les efforts accomplis ont toujours été stériles pour les obtenir.

Et c'est que l'Etat n'admet pas de changements de systèmes ni de réformes.

S'il pouvait revenir à l'époque de ses origines, il le ferait afin de mieux assurer son existence et mieux développer son rayon d'action. Toute innovation épouvante et s'il en laisse pénétrer une dans la direction de la société qu'il a à sa charge, c'est qu'une force majeure l'y oblige, issue des couches inférieures, ou lorsque les intérêts de la classe qu'il représente l'exigent.

Dans ce dernier cas l'innovation introduite est un maillon supplémentaire, s'ajoutant à la chaîne de l'esclavage qui le fait soupirer pour le statu quo antérieur.

... A ceux qui, trop aveugles, croient encore dans les réformes de l'Etat, on pourrait demander en quelle période, en quelle époque du temps passé lui ont-ils vu réaliser une réforme dans laquelle il ait été, lui, le véritable initiateur, capable de nous emmener au progrès. Nous l'avons déjà dit : barbouillées du sang de leurs auteurs on trouve ces réformes dans l'Histoire.

Pourquoi s'il était en son désir de les réaliser ? Pourquoi punir et non récompenser ceux qui, jaloux du bien de tous, les lui indique ?

S'il est intéressé par le progrès, pourquoi interdire la liberté de penser, d'écrire, de s'associer ? S'il garantit le droit et la liberté de tous, pourquoi n'avoir pas fondé déjà, en 60 siècles d'existence, sur les ruines de l'ancienne, une société basée sur l'Egalité et la Justice ? Disons-le une fois pour toutes : tout pouvoir autoritaire porte en soi un désir de domination, et ce désir est précisément l'antithèse du progrès.

Quel autre pacte que la guerre peut-il y avoir entre le collectivisme et la politique, entre la liberté et l'autorité ?

Pour ceux, cependant, qui croient que la Commission, dans sa critique fondée sur l'Etat, se dirige seulement vers une formule de gouvernement et nous en recommande une autre comme moyen pour parvenir à notre émancipation complète, nous leur faisons constater que, d'après la science, l'idée de pouvoir contient l'imposition, l'autorité, les directives. L'Etat regroupe ses diverses personifications en une seule manifestation, et cette manifestation a pour but d'empêcher le progrès.

Sous ses formules ou personifications, l'Etat reste debout, exerçant son odieuse tyrannie, maître de la force immense que lui donne l'appui de la classe dominante.

Si le programme des groupements politiques, patrons du pouvoir, est contraire au pouvoir même et à la classe qui vit grâce à eux, le programme sera sacrifié. La vie de l'Etat et de la classe qui le soutient passe

avant tout. L'Etat ne peut se suicider avec les forces légales et illégales qui le nourrissent.

Si le droit d'association cherche à l'absorber pour installer à sa place une libre fédération de libres associations d'ouvriers agricoles et industriels, il supprimera ce droit, et alors il pourra se produire que la fédération ouvrière soit assez puissante pour s'imposer, ou du moins suffisamment respectable pour ne pas se faire barboter ce droit afin de pouvoir continuer à œuvrer pour une transformation complète.

Penser encore que l'Etat politique puisse servir de tremplin au collectivisme, c'est méconnaître l'origine du pouvoir quel que soit son programme.

Penser que le gouvernement, quel qu'il soit, pourrait céder, un jour, gracieusement au pouvoir du collectivisme, serait méconnaître la notion du pouvoir conservateur de lui-même. Enfin, si l'Etat, dans des circonstances données, peut accepter des limitations, il n'acceptera jamais qu'on le renie ; il n'est pas dans le pouvoir des hommes que l'Etat soit autre chose que ce qu'il est, ni dans le principe de tel ou tel groupement politique de remplacer son immobilité par le progrès. Il est précisément dans son antithèse, la révolution sociale, et c'est elle que nous voulons mettre en route.

Si après ces mots et après les générations passées nous demandons encore à l'Etat la réalisation de notre but, tant vaut-il renoncer à toute idée d'émancipation et de liberté.

De réemployer le colosse du pouvoir et de la tyrannie comme moyen anéantirait à jamais tous nos travaux, tous nos efforts, on ne peut en douter. Répétons-le, y a-t-il entre nous et la société actuelle d'autre pacte que la guerre ?

Prêter notre acquiescement à l'Etat serait illogique et absurde. Alors qu'on le détruirait, d'un côté, on l'appuierait de l'autre et nos désirs d'émancipation resteraient à l'état de projet.

Il est nécessaire de le démasquer pour savoir jusqu'où va le droit d'association qu'il nous concède (et ceci, nous le saurons à mesure que la fédération et la solidarité renforceront l'organisation ouvrière, base de l'organisation sociale).

La Commission ne se fait plus d'illusions sur les intentions de l'Etat. Mais il est nécessaire de savoir pour nos frères que s'il nous le concède, c'est seulement pour faire prévaloir certains principes politiques et pour bloquer la tendance à la baisse des salaires.

Ceci, nous le saurons d'ici peu en adoptant une attitude véritablement révolutionnaire basée, à l'exclusion de tout élément, de toute autre idée, sur la formation rapide et directe des sociétés travailleuses qui ne devront jamais perdre de vue le pourquoi elles ont été créées qui est la destruction du pouvoir, que ce soit dans les hautes ou dans les basses sphères administratives et gouvernementales.

Et si notre plan d'association ne lui plaît pas, il est clair qu'il nous le concèdera malgré tout, tant que nous n'aurons pas trouvé le moyen de nous soustraire à son oppression.

Connaissant notre objectif, l'Etat, montrant une fois de plus le caractère de son origine, ne prendra pas de repos tant qu'il ne nous aura pas tous exterminés, mais inutilement.

Nous avons pu faire en sorte que ces perverses intentions soient infructueuses, opposant à sa force la puissance de l'Association solidaire, encouragés par l'idée d'émancipation qu'elle porte en elle.

Voici pourquoi la Commission est d'avis, et pour plus de raisons qu'elle n'énumère, que la réalisation directe est le seul chemin à suivre pour les Sections espagnoles de l'Internationale.

Cause de profonde haine, entre nos frères, la politique s'opposerait constamment à ce que nous pratiquions le principe de l'amour, sans lequel nos travaux se perdraient dans l'indifférence, laissant isolés les si chers éléments que nous voulons regrouper. »

ALLEMA

Hambourg : économique

Pour une... habitants d'... compte env... L'administrati... portent sur... constructions... tent que 113... ment, 30 000... emploi, dont... nent au se... commercial... les femmes... crement qua... les travailleu... capés physiq... formation pr... aucune chang... La récession... de plus en... universitaires... ticulier les j... les enseigne...

Comme la... fortement end... sont pratique... toujours de... tituteurs dans... ployés dans l... l'accroissement... meurs et le... nances de la... pas d'espère...

Outre le p... la situation d... se détériore... métallurgie (l... accord portan... augmentation... qui ne couvre... ment des dép... surances soci... lité, c'est le... travailleurs qu... syndicats ont... capitalisme e... « vigoureuse...

« vigoureuse... sont sans effe... tation des s... trusts la « be... masse ouvrière... tendances révo... festent à Ham...

La rationali... poussée dans... pas pour but d... le travail, mal... primer des e... entreprise de... l'embauche et... sonnel de 23... a réalisé un... 5 000 000 de... de la producti... les sociétés... les bénéfices... par la fermeture... prises entières... grands trusts... breuses filiale... ment fermées... ne tiennent a... testations des... tentent de «... ment aux dépe...

Hambourg : contre les nucléaires

Après l'imp... de Brokdorf qu... sonnes, dirigé... ment d'une c... contre-offensive... a été lancée... geant des syn... publiques (O.T.V... membre du Co... de l'entreprise... la centrale. Ce... liste, sous le... le gagne-pain... N.K.W., a vio... adversaires des...

Informations internationales

ALLEMAGNE DE L'OUEST

Hambourg : la situation économique

Pour une population de 1 700 000 habitants d'habitude, Hambourg compte environ 970 000 emplois. L'administration et les services l'emportent sur la métallurgie et les constructions navales qui ne comptent que 113 000 salariés. Actuellement, 30 000 travailleurs sont sans emploi, dont plus de 8 000 appartiennent au secteur administratif et commercial. Les plus frappés sont les femmes, les employés médiocrement qualifiés, les manœuvres, les travailleurs étrangers, les handicapés physiques et les jeunes sans formation professionnelle qui n'ont aucune chance de trouver un emploi. La récession et le chômage affectent de plus en plus les professions universitaires et artistiques, en particulier les journalistes, les acteurs, les enseignants sans spécialisation.

Comme la ville de Hambourg est fortement endettée et que les caisses sont pratiquement vides, on prendra toujours de moins en moins d'investissements dans les écoles et d'employés dans les administrations. D'où l'accroissement du nombre des chômeurs et le mauvais état des finances de la ville qui ne permettent pas d'espérer un avenir meilleur.

Outre le problème du chômage, la situation de ceux qui travaillent se détériore. Le Syndicat de la métallurgie (I.G. Metall) a signé un accord portant sur une bien modeste augmentation des salaires (6,9 %) qui ne couvre même pas l'accroissement des dépenses (vie chère, assurances sociales, impôts). En réalité, c'est le niveau de vie des travailleurs qui est en baisse et les syndicats ont capitulé devant le capitalisme et se bornent à de « vigoureuses protestations » qui sont sans effet. Cette facilité d'adaptation des syndicats garantit aux trusts la « bonne conduite » de la masse ouvrière. Cependant d'autres tendances révolutionnaires se manifestent à Hambourg.

La rationalisation de plus en plus poussée dans les entreprises n'a pas pour but d'alléger et d'humaniser le travail, mais uniquement de supprimer des emplois. Une moyenne entreprise de Hambourg, en arrêtant l'embauche et en réduisant son personnel de 2 320 à 2 020 employés, a réalisé un suprême bénéfice de 5 000 000 de DM ! La concentration de la production mise en œuvre par les sociétés multinationales accroît les bénéfices des trusts précisément par la fermeture de firme et d'entreprises entières. A Hambourg, les grands trusts entretiennent de nombreuses filiales qui sont actuellement fermées. Mannesmann et autres ne tiennent aucun compte des protestations des syndicats et se contentent de « rationaliser » brutalement aux dépens des travailleurs.

Hambourg : contre les centrales nucléaires

Après l'imposante manifestation de Brokdorf qui groupait 30 000 personnes, dirigée contre l'établissement d'une centrale nucléaire, la contre-offensive n'a pas tardé. Elle a été lancée par Schwallbach, dirigeant des syndicats des services publics (O.T.V.) et en même temps membre du Conseil d'administration de l'entreprise N.K.W. qui construit la centrale. Cet honorable syndicaliste, sous le prétexte de défendre le gagne-pain des ouvriers de la N.K.W., a violemment attaqué les adversaires des centrales nucléaires,

les traitant de saboteurs, de malfaiteurs criminels. Le président du Syndicat O.T.V. de Hambourg a menacé d'exclusion ceux de ses membres qui s'élèveraient publiquement contre les centrales nucléaires ! A la suite de ces scandaleuses prises de position, un comité syndicaliste d'initiative contre les centrales nucléaires s'est constitué à Hambourg, groupant des militants des syndicats de la métallurgie, des services publics, du livre, des banques et assurances, de l'enseignement, etc. Un meeting a été organisé à Brokdorf, le 22 janvier, auquel ont largement participé les anarchistes et anarcho-syndicalistes.

En bref

Dans les universités, depuis le début du mois de janvier, les grèves d'étudiants se multiplient, tout particulièrement à Berlin-Ouest, Bade-Wurtemberg, Francfort. Ces grèves sont marquées par l'intervention de la police et des heurts plus ou moins violents. Les motifs de ces grèves sont le chômage des enseignants, la suppression de postes, la réduction du nombre des étudiants admis dans les universités, les interdictions professionnelles et la réforme de l'enseignement qui conduit à une sélection brutale au cours des études.

HOLLANDE

Offensive du patronat

Les patrons refusent aux ouvriers le maintien du pouvoir d'achat prévu par le gouvernement ! Les patrons ne font plus de profit (?), ne peuvent plus exporter, car le florin coûte trop cher. Aussi, il faut faire payer aux ouvriers les frais de la politique anti-inflation ! Les syndicats hésitent, parlent de grèves partielles ; cependant une grève sauvage a été déclenchée à l'imprimerie de presse Turbantia, à la suite de laquelle les pourparlers ont repris. Mais le vrai scandale, c'est que des entreprises ont reçu des subventions de l'Etat pour continuer à travailler et à lutter contre le chômage et ont fait néanmoins faillite... — après avoir planqué l'argent en Suisse, en Allemagne ou au Lichtenstein.

ITALIE

Procès Marini à Potenza : deux ans et huit mois de prison pour délit d'opinion

Tel est le résultat du procès inique de notre camarade Marini qui s'est déroulé dans un réel climat de siège : voitures blindées de la police, contrôle sévère des entrées, etc.

Cette sentence monstrueuse reflète une nouvelle fois la répression de classe. La genèse de cette sentence est significative. On se souvient que Marini avait huit chefs d'accusation : trois se référaient à l'œuvre des magistrats, mise en cause par Marini (offensés : Lambertini et Zarra) et à la Cour de Vallo della Luciana, dénoncée par Marini comme « tribunal espagnol ». Dans le réquisitoire du premier magistrat, seuls ont été retenus ceux relatifs à Zarra (« fasciste » et « malhonnête ») et à la Cour (« tribunal espagnol »). Pour les autres chefs d'accusation, l'acquiescement était de-

mandé. La requête du P.M. était de 1 an et 2 mois de prison.

La Cour, après deux heures de délibérations, devait rapporter le verdict que l'on sait, s'appuyant sur les « calomnies » à l'égard de Lambertini, alors même que le P.M. les avait déclarées inexistantes. Aucune des personnes présentes n'avait jamais assisté à un procès dont la condamnation était plus forte que la requête de l'accusation publique ; cependant, le président Rotunno, notable démo-chrétien qui a fait carrière à l'époque du fascisme, a su tout faire pour défendre l'honneur offensé de ses amis et collègues magistrats.

Le processus suivant lequel Marini a été condamné se réfère à la justice POLITIQUE, non aux insultes... la magistrature devant être considérée comme infaillible et les magistrats considérés comme intangibles.

Il est manifeste que tout cela cadre parfaitement avec la structure politique en place : une magistrature qui suit servilement les ordres de l'exécutif, police, carabinieri, services de sécurité (voir également les condamnations de Maraschi, Ognibene, des N.A.P.) et renonce à toute forme d'indépendance. Et cette magistrature qui s'expose alors à de sévères critiques, punira quiconque agresse son appareil.

Plus que jamais, le COMBAT CONTINUE ! Pour la libération de Giovanni Marini ! Dans la lutte anti-fasciste ! Pour l'Anarchie !

(D'après Umanita Nova).

N.B. — Giovanni Marini a été transféré une nouvelle fois de Potenza à Avellino. On peut lui écrire : Giovanni Marini, Carcere gindigiario, 83100 Avellino.

Umberto Marzocchi, secrétaire de la C.R.I.F.A., arrêté en Espagne

En même temps que 50 militants de la F.A.I., lors d'une réunion à Barcelone, le 30 janvier dernier, était arrêtée la délégation italienne de la C.R.I.F.A. dont le secrétaire, Umberto Marzocchi. Ce dernier est connu pour avoir été, avec Nello Rosselli, l'un des organisateurs de la première brigade anti-fasciste italienne durant la guerre civile de 1936-1939.

Les anarchistes italiens protestent vigoureusement contre cette manœuvre persécutive et provocatrice qui tend à détruire toute forme d'opposition radicale et révolutionnaire.

(D'après Umanita Nova).

ESPAGNE

En bref

Début février, au cours d'une réunion anarcho-syndicaliste, 50 militants de la C.N.T.-F.A.I. étaient arrêtés à Barcelone. Parmi eux se trouvaient des camarades venus des pays voisins, Portugal, Italie, France.

Avant de relâcher la plupart d'entre eux, les policiers se sont livrés à des brutalités sur leurs personnes et à des perquisitions scandaleuses à leurs domiciles. Ce gros coup de filet leur a permis, en outre, de rénover leurs fichiers. Dix militants sont encore détenus.

La Fédération Anarchiste Française s'est heurtée, en France, au silence habituel de la presse lorsqu'il s'agit de dénoncer l'injustice et la répression qui frappent les mouvements anarchistes organisés.

Si certaines actions menées n'ont informé qu'une poignée d'individus, la F.A. a organisé, à la Mutualité, un grand meeting de soutien au mouvement anarchiste espagnol et contre la répression dans le monde.

La complicité des néo-socialistes espagnols et du Parti Communiste dans cette sale affaire n'est pas surprenante ; leur ligne de conduite est claire : comme d'habitude, trahir et éliminer. Un meeting devait avoir lieu à Madrid, mais en raison de ces événements il a été reporté.

Luttes ouvrières

Les ouvriers de Roca, en grève depuis plusieurs mois, ont remporté une grande victoire sur le patronat : la plupart de leurs revendications ont abouti et les ouvriers ont repris le travail, forts de leurs droits. L'influence de la C.N.T. dans cette lutte a permis d'arriver au bout du tunnel, montrant ainsi au prolétariat espagnol le chemin à suivre.

Le journal « C. N. T. » nous est parvenu

Au sommaire : Fuite des capitaux et des immigrants. Roca en lutte. Campagne pour la C.N.T. Terrorisme d'Etat. Jamais plus Seveso. Firmin Salvochea. Carballo en liberté. Congrès de l'A.I.T. En vente à Publico, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

GRECE

Répression

Une forte répression s'est abattue contre les anarchistes grecs et le mouvement populaire en général. Il y a un mois, un avocat libertaire a dû subir de force un électrochoc dans un hôpital psychiatrique d'Athènes. Il y a deux semaines, onze militants, hommes et femmes, ou-



Communiqués de la C.N.T. de Catalogne

« La C.N.T. attire l'attention sur le comportement des autorités qui, d'une situation de tolérance envers toutes les organisations et groupes syndicaux, sont arrivés à une répression contre ceux qui ne sont pas disposés à entrer dans le jeu du « pacte social ».



Le Comité catalan de la C.N.T. soupçonne l'extrême-droite de mener dans les prochains jours des actions violentes afin de créer un climat de panique. Il signale que, malgré les efforts des autorités pour séparer la C.N.T. du reste du mouvement ouvrier afin de mettre les anarcho-syndicalistes en mauvaise posture, la C.N.T. évitera, par tous les moyens, d'être le souffre-douleur de l'extrême-droite.

vriers et étudiants, qui avaient constitué un comité de lutte contre l'oppression scientifique, ont été arrêtés par la police pour avoir sollicité un trouble à l'ordre public. Ils avaient, en fait, placardé le nom de leur comité à la porte de leur local et, lors de leur arrestation, scandé des slogans tels que : « A bas l'Etat et toute forme de pouvoir ». Présentés, deux jours plus tard, devant le tribunal, ils ont été condamnés à de lourdes peines de prison (11 mois chacun). La semaine dernière, le ministère public a fait saisir le journal anarchiste lycéen **Le coq qui crie le soir** pour injures contre les autorités. Alors que les tortionnaires de l'époque de la dictature circulent librement dans le pays, la répression s'abat violemment sur l'ensemble du mouvement populaire de contestation.

HONG-KONG

Traduites pour la première fois en chinois il y a une cinquantaine d'années par Fécrivain Pa Chin, les œuvres de Kropotkine, **La Conquête du Pain** et **La Science moderne et l'Anarchie** avaient été rééditées voici deux ans à Hong-Kong par Dwarf, un anarcho-communiste. Un autre éditeur vient de publier à nouveau récemment la traduction chinoise de **La Conquête du Pain**, ainsi que **L'entraide**, **La Grande Révolution**, les **Mémoires d'un révolutionnaire**, **La Morale anarchiste**. Ces ouvrages connaissent à Hong-Kong un vif succès.

CINEMA... CINEMA... CINEMA...



giacomo MATTEOTTI
UN FILM DE FLORESTANO VANCINI

Une critique de Jean-Charles

Film d'histoire, GIACOMO MATTEOTTI, de Florestano Vancini, dé-cortique sans démagogie, sans artifice, le crime politique qui marqua l'instauration définitive du fascisme en Italie.

Le 6 avril 1924 les fascistes obtiennent 64,9 % des voix aux élections, soit 358 sièges à la Chambre des députés, autrement dit la majorité absolue. L'opposition, qui obtient 167 sièges, se présente morcelée, divisée : P.S. 46 sièges, P.C. 19 sièges, etc.

Début juin, le secrétaire du Parti Socialiste Unifié, Giacomo Matteotti, dénonce vigoureusement à la Chambre les manœuvres politiques, juridiques et les violences des fascistes, durant les élections, contre les leaders de la gauche libérale (Nitti, Amendola) et qui permit à Mussolini, dans un climat de terreur, d'obtenir le pouvoir au Parlement.

Le 10 juin, il est enlevé à la sortie de son domicile, torturé, puis assassiné. Deux mois plus tard, son cadavre est retrouvé aux environs de Rome.

Des lieutenants de Mussolini, qui appartiennent à la milice fasciste créée en 1923 pour doubler l'armée et la police, sont arrêtés, coupables du meurtre et livrés par le même Mussolini qui espère ainsi apaiser la gauche.

L'enquête se révèle alors facile, il suffit de suivre toute la chaîne des responsables du Parti fasciste. Ainsi la police d'Etat, dont le responsable De Bono (général et un des organisateurs de la marche sur Rome), choisi à ce poste par Mussolini, est complice du crime ; Matteotti était « protégé » excepté le jour de son enlèvement. Le secrétaire de la presse d'Etat, fasciste, impliqué également dans le crime, est arrêté. Le Sénat, acquis à Mussolini, tente de dissuader le juge chargé de l'enquête ; ce dernier personnage, intègre, soucieux d'appliquer la justice, résiste aux pressions politiques.

Le gouvernement va tomber. La dictature montante de Mussolini est sur le fil.

Le discours du film est simple, clair, réel, sans machinations pseudo-policieres ; le fascisme est là, sans les habituels épouvantails

carnavalesques dont il s'affuble ; il est la force brutale, improvisée et provocante.

Que fait l'opposition de gauche ?

La vieille branche socialiste-réformiste, avec Turati, s'unit aux catholiques du Parti Populaire de Don Sturzo, et aux communistes, et décide de s'abstenir de participer au Parlement (retrait sur l'Aventin) en guise de protestation et tente d'organiser un contre-Parlement. La minorité communiste, dont le secrétaire est Antonio Gramsci, va disparaître dans la clandestinité, après avoir marqué son désaccord avec les libéraux et les sociaux-démocrates qui avaient refusé sa proposition : la grève générale illimitée.

La gauche, prisonnière de ses contradictions, tournant le dos aux travailleurs, laisse le champ libre au fascisme. Mussolini qui a déjà l'appui du Vatican en la personne du pape Pie XI (élu en 1922) reçoit celui, officiel, du roi Victor-Emmanuel.

Le 3 janvier 1925, Mussolini revendique à coups de gueule, devant les députés, sa totale responsabilité dans le crime de Giacomo Matteotti !

Puis c'est le déferlement fasciste sur l'opposition boiteuse et veule : agression contre Gobetti, animateur antifasciste de Révolution Libérale, exil de la plupart des opposants et militants libéraux et socialistes.

Le film s'arrête. C'est la dictature pour vingt-cinq ans.

Les administrations seront épurées, la police réorganisée, la liberté de presse supprimée. Le Parti fasciste et les syndicats fascistes seront seul légaux...

La vieille gauche socialiste et réformiste, après sa trahison de la classe ouvrière et paysanne, en 1920, lors du mouvement des conseils, qui a donc déjà un lourd passé de responsabilités dans la faiblesse du mouvement ouvrier devant la montée du fascisme, de nouveau, en 1924, trompe et illusionne les travailleurs sous le prétexte — toujours actuel — d'éviter les « provocations ». (Ironie de l'histoire ? Ce sont alors les communistes, avec Gramsci, qui font figure de « provocateurs ») et en sublimant le credo « démocratique » du « respect de la légalité » et de la

« justice ». Elle fait ainsi le lit du fascisme !

Les travailleurs, désarmés, dé-tournés de leurs véritables intérêts, vont payer de leur vie, de leurs espoirs, les errements d'une gauche toujours à l'affût de compromissions, d'unions (P.S.-Parti Populaire Catholique en 1924) et de « démocratie libérale » !

Ne voit-on pas encore aujourd'hui la répétition, dans cette même Italie, d'un compromis historique, le P.C., proche du pouvoir et gonflé de réformisme, étant associé à la Démocratie Chrétienne, face au péril fasciste ? Et, curieusement, des syndicats intégrés aux rouages de l'Etat comme le désiraient et le fit Mussolini ? La corporation professionnelle (le syndicat) joue en effet sur le terrain économique le même rôle que le Grand Conseil et la milice fasciste ont joué sur le terrain politique, c'est-à-dire contrôle et direction de la force de travail, de la classe ouvrière.

Va-t-on rééditer l'affaire Matteotti ?

C'est pourquoi le film est à voir et à méditer. Le calque du passé doit nous forcer à réfléchir aux conséquences dramatiques d'une telle situation. En Italie comme en France les travailleurs doivent se ressaisir. Le socialisme que nous claironnons la gauche est lourd de désespoir ! Nous devons travailler de manière autonome dans nos organisations de masse, en dehors et contre les leaders politiques et syndicaux.

La lutte de classes doit être menée de front contre le Capital et la Bourgeoisie, et contre la classe dirigeante montante, à travers la bureaucratie syndicale inféodée aux partis, muselière du prolétariat.

Dans cette démarche, nous affirmons la nécessité d'une pratique « autogestionnaire » de la lutte, c'est-à-dire le contrôle par les travailleurs eux-mêmes réunis en assemblées, de leurs luttes, dans les organismes représentatifs de base, syndicats ou conseils.

Ainsi, la lutte contre le fascisme s'inscrit dans la lutte globale de classes, seule garantie pour tous les travailleurs d'éviter le TOTALITARISME, de droite comme de gauche !

CHANSONS A DIRE
POÈMES A CHANTER

de Nicole KOCHMANN (33 t., 30 cm)

Textes et chansons de Jean-Baptiste Clément, Gaston Couté, Jean Todrani, René Kochmann, Guy Foissey, Jean-Pierre de Roland et Nicole Kochmann. Accompagnement : Pierre Nicolas (contrebasse), Roland Dyens, Michel-Yves Kochmann, Philippe Méoule (guitares), Martial Murray (cithare).

Dans ce disque, Nicole Kochmann exprime, ainsi qu'elle le fait dans ses spectacles, son besoin de vivre pleinement, dit sa révolte contre une certaine société, celle qui fait le bonheur des uns par l'indifférence à la misère des autres (Les traîne-misère), celle qui pense que l'âge dit « adulte » ne saurait autoriser le rêve, ni l'amour, ni l'amitié (On ne rêve pas), celle qui fait les armées et les guerres (Les ramasseux d'morts), celle qui défait les amours (Pas même une chanson), celle qui croit en l'espoir absurde d'une vie future et refuse de voir le présent (Le jugement dernier), celle enfin qui fait du psychiatre, Grand Réintégré, la solution à tous les maux humains (Vivre, dont nous tirons cet extrait, la conclusion) :

« Vous m'aviez pourtant appris, madame, à n'être plus qu'une souche de bois mort ni bien ni mal, pas même indifférente. Disponible, je voyais, j'entendais, je n'éprouvais plus la souffrance, je n'éprouvais plus RIEN tout simplement. Grâce à vous j'étais devenue invulnérable. Mais j'aime trop l'éclair [et la tempête Et le vin et les rires partagés Et montée au plus haut [des flèches de granit Je veux faire l'amour [dans le vent au soleil Je veux le sel et l'aube Et qu'on me laisse Vivre. »

Pourquoi as-tu décidé de faire ton disque toi-même, je veux dire hors des circuits commerciaux habituels ?

N. Je voudrais dire d'abord que c'est un phénomène de plus en plus courant chez les chanteurs qui ont envie de dire des choses, vraiment dire, sans entraves ni censure. Bon, on refuse d'abord d'entrer dans l'institution du show-business, c'est-à-dire dans le marché, d'être à la fois marchand et marchandise, produit de consommation pur de la société capitaliste. J'ai beaucoup apprécié ce que dit P. Pidutti dans le dernier M.L. : « A une époque où la clameur poétique est déclarée en faillite par tous les gogos des supermarchés littéraires... où le marketing et la publicité doivent voler au secours de la chanson », etc. ; ça a l'air d'une évidence, mais hélas...

Et puis on tient à garder son indépendance : on ne sait pas assez que l'éditeur peut, purement et simplement, refuser des chansons (s'il

ne trouve pas ça assez « public », on sait ce que ce mot recouvre ! Dans une émission de radio on m'a coupé « Les ramasseux d'morts », cette chanson très antimilitariste sur un texte de Couté, sous prétexte que « ça ne plairait pas aux auditeurs », alors que je sais très bien qu'un spectacle c'est un des trucs que les gens préfèrent, qui les touche le plus ! ; on ne sait pas non plus qu'il ne te laisse pas libre de choisir tous tes musiciens (c'est lui qui paie, alors ! t'impose ses musiciens de studio, surtout si tu travailles en scène tout seul, ou, comme c'est mon cas, avec un ou deux musiciens ; on me concédera ces deux musiciens-là au prix « studio », mais on m'imposera les autres, raisons de fric, quoi ! ; on ne sait pas non plus que le mariage avec une maison de disques est un mariage à vie, si on n'a pas fait traduire ses contrats par un juriste très calé, et un mariage avec toutes ses servitudes (je pense à la bulle R.T.L., pouah !). Impossible de supporter ça, non ? Je parle des vraies grosses boîtes...

Est-ce qu'il est facile d'être son propre éditeur ?

N. Très difficile, beaucoup plus que de signer un contrat ! Matériellement d'abord : on paie tout (de la prise de son à la pochette, en passant par la gravure, le pressage... et les timbres S.D.R.M. obligatoires, si tu veux vendre tes disques !). J'ai fait ce disque qu'on me demandait depuis pas mal de temps, grâce à des souscriptions : trois cents personnes environ l'avaient acheté chat en poche, avant même qu'il ne soit fait ! Mais en près d'un an, je ne suis pas entièrement rentrée dans mes frais. Et puis c'est épuisant, il faut vraiment s'occuper de tout soi-même. Enfin, il y a le problème de la distribution, on ne peut pas en placer partout, ni beaucoup. Il y a surtout la vente aux spectacles, c'est chouette, ça implique un rapport différent avec les gens... Mais il ne faut pas se laisser, les spectacles, les copains qui t'en vendent dans une ville ou une autre, quelques disques, des librairies-disquaires proches d'organes de presse libre, ça reste assez restreint, surtout si tu veux tourner un peu régulièrement quand tu vis de ça.

Tu penses à un prochain disque ?

Bien sûr ! Le matériel est presque prêt. Mais là encore j'attends de pouvoir financièrement l'assumer, pour rester encore hors des circuits commerciaux, et échapper, autant que faire se peut, aux compromis.

Son disque est en vente à Publico, au prix de 34,50 F.

(Interview réalisée par un militant du Groupe Libéraire de Tours)

A paraître prochainement LA RUE N° 23

En vente à Publico

Prix : 15 F

EN VENTE A PUBLICO :
VOYEZ COMME ON DANSE

(GOUALANTES)

par Guy THOMAS

PRIX : 18 F



L'AFRIQUE

par Paul La Pensée

Nos lecteurs rédacteurs comme ceux de dix ans, demandent donc, le Niger sont les enfants les chistes, bien pays reste qu'une comédie était à voir, émerveillement mencent à

L'Afrique parfois étranges de courir les perdrons dans mot cet itinéraire les touristes mais dont qu'il nous portance du leur, vit avec il va nous le grer aux hon les restituant s'aidant de le caractère La chaleur des liens qu mes dont il l'ouvrage fou

Bien sûr p chiste et l'impitoyable pour un professionnais réduits mais bourrasques rement dur instruite ou universités, a posée à lui, e décrit les leur oppulence des mots qui

Je vous reteur, mais é l'a inspiré et Ceci non pas tout simplem suis bien gar compte rendu vous-mêmes, pittoresques, construit, bie à son auteur, d'un seul tra

ANARCHIE L'ORATEUR

par Georges Editions Cha

La Révolu nages pittores grande furie mais aucun d' ple de ces ho millionnaire, e



L'AFRIQUE QUE J'AI VUE

par Paul MAUGET
La Pensée Universelle

Nos lecteurs connaissent Paul Mauget qui est un des rédacteurs de notre journal. Mauget est instituteur et, comme coopérant, il a enseigné en Afrique pendant plus de dix ans. Il a rapporté de son périple un ouvrage solidement documenté tout ruisselant d'humanisme. La Tunisie, le Niger, le Congo-Brazzaville et enfin le Mali, tels sont les pays où il a, avec son épouse, enseigné aux enfants les rudiments de notre langue. Mauget est anarchiste, bien sûr, mais quelle que soit notre évolution, ce pays reste toujours un mystère pour ceux qui n'en ont qu'une connaissance livresque. Pour notre auteur, tout était à voir, tout était sujet à étude, tout conduisait à cet émerveillement qu'on éprouve lorsque les images commencent à bouger pour devenir une réalité vivante.

L'Afrique de Mauget est vivante, colorée, bruyante et parfois étrangement silencieuse et, derrière lui, nous partirons de la Méditerranée pour franchir les fleuves, parcourir les plaines, traverser les montagnes ; nous nous perdrons dans les villes grouillantes, nous ferons en un mot cet itinéraire que parcourent à grandes enjambées les touristes sans rien voir d'autre que les cartes postales, mais dont il sentira, lui, le sédentaire, toute la beauté qu'il nous restituera dans son livre. Mais bien sûr, l'importance du livre se trouve autre part. Mauget, instituteur, vit avec le peuple, au milieu du peuple et ce peuple, il va nous le décrire avec une sensibilité rare. Il va s'intégrer aux hommes et lorsqu'il nous les peindra, il le fera en les restituant dans leur milieu, à travers leurs coutumes, en s'aidant de leur histoire. Il a remarquablement compris le caractère original de leurs mœurs et de leurs activités. La chaleur qui conduit sa plume est le meilleur gage des liens qu'il nouera avec ces hommes et ces femmes dont il sera, pour un temps, le concitoyen. Et son ouvrage fourmille d'anecdotes tendres et pittoresques.

Bien sûr parfois, l'humaniste passe le crayon à l'anarchiste et l'homme qui était si fraternel devient un juge impitoyable pour l'ancienne administration coloniale qui, pour un profit souvent inavouable, a saccagé ces civilisations paisibles qui vivaient de la terre avec des moyens réduits mais qui protégeaient la nature du climat et des bourrasques qui secouent le continent. Il sera particulièrement dur pour cette nouvelle classe de bourgeois qui, instruite ou pervertie — comme on voudra — dans nos universités, a remplacé l'occupant ou encore s'est superposée à lui, en exploitant à son tour les masses. Il a, pour décrire les roitelets noirs et leurs domestiques qui étalent leur opulence à côté de la pauvreté, voire de la misère, des mots qui s'imposent.

Je vous recommande ce livre qui fait honneur à l'auteur, mais également à notre philosophie anarchiste qui l'a inspiré et qui est toujours présente entre ces pages. Ceci non pas parce que Mauget est un des nôtres, mais tout simplement parce que son livre est excellent. Je me suis bien gardé, dans cette analyse, de vous faire un compte rendu linéaire, car il faut que vous découvriez vous-mêmes, à travers ces pages drôles, attendrissantes, pittoresques, parfois dures, tout le sel d'un ouvrage bien construit, bien documenté, bien écrit, qui fait honneur à son auteur, qui fait plaisir à ses amis et que j'ai lu d'un seul trait.

ANARCHARSIS CLOOTS, L'ORATEUR DU GENRE HUMAIN

par Georges AVENEL
Editions Champ Libre

La Révolution Française de 89 fourmille de personnages pittoresques qui semblent un peu ballottés par cette grande furie populaire qui va balayer l'ancien régime, mais aucun d'eux ne peut plus justement illustrer l'exemple de ces hommes déracinés que ce baron prussien, né millionnaire, et qui finira sur l'échafaud.

Le chemin que va parcourir Jean-Baptiste de Cloots, du Val-de-Grâce, avant de se faire appeler Anarcharsis Cloots, orateur du genre humain, est classique. De l'entourage de Frédéric de Prusse, le roi « philosophe », aux Encyclopédistes Voltaire, Diderot, Rousseau, sa route est celle de nombreux autres nobles ou noblaillons déseuivrés. C'est le Paris du Siècle des Lumières, c'est l'Amérique qui secoue le joug de l'Angleterre et que chacun voit à travers la figure du bonhomme Franklin. Cet ancien élève des Jésuites qui nie Dieu et se proclame « ennemi personnel de Jésus-Christ », écrit un livret sur la *Certitude des preuves du mahométisme*, voyage à travers l'Europe et récolte suffisamment d'ennuis pour se faire admirer des belles dames qui peuplent les cercles littéraires parisiens et qui, avec intrépidité, scient la branche où reposent leurs derrières aristocratiques.

Mais le tonnerre éclate, la Bastille est enlevée par le peuple. La fête aristocratique de la révolution en dentelle est terminée. Les choses sérieuses vont commencer. Cloots prend la cocarde tricolore et dès lors son destin est tracé. Il va être le défenseur d'une nouvelle doctrine, le « Cosmopolitisme ». Sous leur aspect un peu fumeux, on découvre dans les idées du baron révolutionnaire, les prémices d'une morale révolutionnaire, d'une théorie des droits de l'homme et même d'un esprit internationaliste, tout cela enveloppé dans la grandiloquence oratoire de l'époque. Son influence sur les réfugiés, la plupart des nobles qui fuient les cours européennes et viennent se chauffer au soleil de la liberté, est certaine. Et vers 1792, il va jouer un rôle politique non négligeable. Il ameuté l'Europe contre les rois, pousse à la guerre contre les tyrans, et chose plus grave, se brouille avec Robespierre, alors partisan de la paix. Le pisse-froid de la Convention s'en souviendra. Il est ensuite élu membre de la Convention et cette élection sera comme un défi à l'envahisseur !

A la Convention, il siège à la Montagne, s'oppose aux Girondins, rompt avec les Jacobins, puis rejoint les Hébertistes, la sans-culotterie, dit l'auteur. Même si, aujourd'hui, on voit le problème de la Commune de Paris de 1792 de façon un peu différente de celle décrite par Georges Avenel, l'auteur de ce livre qui date du milieu du siècle dernier, c'est assurément la partie la plus intéressante de l'ouvrage qui peint alors l'opposition entre les classes pauvres et les parlementaires. Le livre se termine par une évocation du procès qui livrera les Hébertistes et Anarcharsis Cloots à l'échafaud. C'est un des procès les plus ignominieux de cette époque et on comprend aisément la solidarité qui, de notre temps, a pu lier les marxistes à Robespierre et aux Jacobins.

Ce livre intéressant est une bonne biographie d'un personnage haut en couleurs et une histoire de la Révolution à lire avec précaution.

MA ROUTE ET MES COMBATS

par André BERGERON
Edition J.-P. Ramsay

Décidément la littérature syndicale se porte bien ! Après Séguy, puis Maire, voici Bergeron ! On aurait d'ailleurs tort de croire que cette littérature est simplement anecdotique ou de justification. L'importance de l'organisation syndicale dans la vie publique comme l'importance qu'ont prise de nos jours les directions syndicales sur leurs organisations respectives confèrent à cette littérature, qu'on soit d'accord ou non avec les thèses qu'elle défend, valeur de document d'époque, susceptible de jouer pour le futur historien le même rôle qu'ont joué sous l'ancien régime, les mémoires écrites par les personnages importants de l'Etat. Enfin, je crois que cette littérature sans prétention reflète assez fidèlement les hommes qui l'écrivent en prenant le risque de se jeter en pâture au public.

Pour ceux qui connaissent Bergeron, *Ma route et mes combats* reflète assez précisément l'homme qu'est le Secrétaire général de Force Ouvrière. Un homme simple, sensible et qui, à la différence des autres qui le cachent, se proclame ouvertement réformiste. On peut ne pas l'être et je ne le suis pas, mais il faut bien convenir que Bergeron annonce la couleur.

Les premières pages de cet ouvrage retracent la jeunesse du militant, et la jeunesse des militants de cette génération est toujours émouvante. Avec des phrases simples, Bergeron évoque ce milieu qui conduit à la prise de conscience, le Syndicat du livre dont il est issu, ses conflits avec les communistes et sa lente ascension dans l'appareil syndical. Et on sent qu'il conserve de la tendresse pour ceux qui firent son éducation syndicale et dont certains furent des syndicalistes révolutionnaires.

Naturellement, lorsque Bergeron entreprend de justifier sa politique depuis 1968, le ton change. Il est difficile de le suivre dans tous ses combats. Disons que, pour lui, le monde politique, économique, structural dans lequel nous vivons est un monde « fini » et que la tâche de la Confédération consiste à installer les hommes le moins mal possible dans ce monde. La peur du communisme et de ses méfaits se confond chez lui avec la crainte de tout changement révolutionnaire de la société, avec la crainte de l'aventure ! Lorsqu'il parle de l'autogestion pour la condamner, les mots simples deviennent simplistes. Selon lui, l'autogestion conduirait à un « corporatisme dangereux et étriqué » qui remettrait en cause l'action syndicale et lui imposerait des responsabilités qu'il n'aurait pas choisies. Je ne vois pas dans quelle mesure le patronat à la direction d'une entreprise serait le garant de l'action syndicale et le rempart contre le corporatisme.

En réalité, Bergeron accepte la société telle qu'elle est, même si, comme certains « révolutionnaires » de F.O., il ajoute qu'elle est, pour l'instant, préférable au stalinisme, ce qui laisse supposer que sans le stalinisme... ! Ce que, pour ma part, je ne crois pas. Ce que Bergeron n'a pas compris, c'est que toute civilisation a une fin et que, lorsqu'elle s'écroule, elle emporte avec elle les bons et les mauvais, les réformateurs et les autres. Il suffit de voir de quelle manière toutes les centrales syndicales se couchent devant le plan Barre, en dépit de quelques grimaces de circonstance, pour comprendre que la Confédération est devenue une organisation purement corporative dans le cadre du pouvoir.

Mais il faut reconnaître que ce livre, bien construit et écrit clairement, est un témoin de cette époque dont la gangrène gagne tous les membres !

POESIE

SAMIZDAT
de Bernard Lorraine
(Editions Terrain vague)

Dans une diversité géographique allant de pair avec celle de son inspiration, le poète nous livre une plaquette qui va du vers classique au vers libre, et de la poésie au sarcasme des chansonniers.

*Nous sommes avertis à la première page :
S'il s'esclaffe, s'il rote et pète
Le bourgeois au mot de poète
Ne coupez pas son rire bête
Sa joie est celle des verrats
Toutes ses richesses charnelles
Seront grignotées par les rats
Il mourra. L'art lui survivra
Dont la santé est éternelle.*

Ecoutez en quels termes il participe au deuil de la France privée de son sauveur étoilé :

« Le père est mort, la France est veuve. »

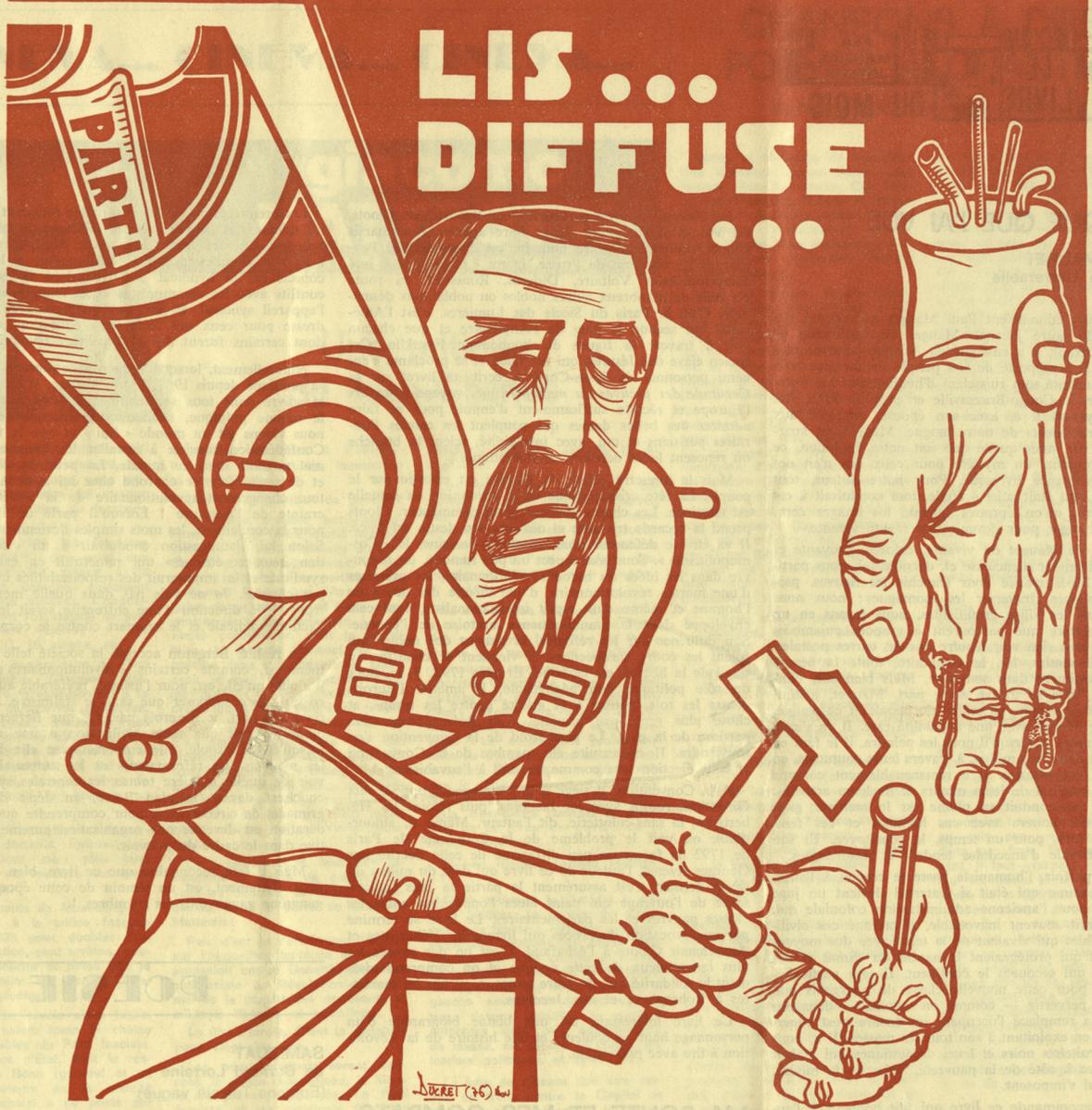
*[Une secousse
Ebranla les Français à ces mots historiques
Dignes des pages roses du Petit Larousse
Illustré. C'est alors qu'en ce jour hystérique
L'univers vit couler le liquide salin
De cinquante millions — et quelques —*

[d'orphelins.

Maurice LAISANT.

NI CLASSES, NI ETAT

**LIS ...
DIFFUSE
...**



libertaire

LE
MONDE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

**SOUSCRIVEZ
AU MONDE LIBERTAIRE HEBDOMADAIRE**

C. C. P. Yvonne DALMENECHES 14.277-86 PARIS - 3, rue Ternaux 75011 PARIS

Commission paritaire n° 55.635

LA COMMUNE AUJOURD'HUI

L'article 72 de la loi constitutionnelle du 3 juin 1958 définit les communes comme suit : Ce sont des « collectivités territoriales de la République » et elles « s'administrent librement par des conseils élus et dans les conditions prévues par la loi ».

HISTORIQUE

La commune a son origine dans la lutte contre le servage et au XI^e siècle, elle était formée d'habitants d'une même ville désirant se gouverner eux-mêmes et se libérer du despotisme féodal.

Les communes furent soutenues par le pouvoir royal qui cherchait à amoindrir la puissance des seigneurs. Mais après le renforcement de la royauté, toutes les libertés municipales furent abolies au bénéfice du pouvoir central.

Leurs principes d'administration furent établis au début de la III^e République et conservés de nos jours, malgré les réformes visant au regroupement des communes (Ordonnance de 59, loi du 31 décembre 70, loi du 16 juillet 71).

Le rôle politique et administratif de l'organisation de la commune est primordial, c'est par cette organisation que les libertés publiques sont défendues.

DEFINITION

La commune est une circonscription de l'Etat par son rôle de gestion des services généraux et une collectivité locale décentralisée par sa fonction de gestion des intérêts locaux.

Mais la décentralisation n'est que superficielle. Il semble qu'il y ait décentralisation par le fait que les organes de la commune sont élus, mais limités par le pouvoir de tutelle qu'exerce le préfet sur les autorités décentralisées.

L'ADMINISTRATION DE LA COMMUNE

La commune est administrée par le Conseil municipal qui est son organe de délibération et par le maire qui est, lui, son agent exécutif.

Leurs attributions sont importantes bien que limitées et il semble que les candidats aux municipales, malgré leurs nombreuses promesses électorales, en oublient l'aspect réellement constructif pour faire place au souci constant de l'escalade dans la hiérarchie, car, comment ne pas convoiter, une fois élu, un poste au Conseil général et ensuite au Parlement, quand on sait que ces représentants (députés, conseillers, délégués des conseils municipaux) sont les électeurs des sénateurs ?

Les attributions du Conseil municipal se situent à deux niveaux :

— Administratif et financier.

Il vote le budget et décide des emprunts, des tarifs des droits de voirie, de stationnement, etc.

— Economique et financier.

Dans ce domaine, le problème est complexe, car il faut concilier l'intervention de la commune et la liberté du commerce et de l'industrie, car aucune intervention de la commune ne doit être lucrative.

La liberté est laissée au Conseil municipal de créer des services pour satisfaire l'intérêt général, ainsi que des services industriels et commerciaux pour pourvoir au besoin public.

Le rôle du maire est double (le maire est élu par le Conseil municipal, pour six ans).

Agent de l'Etat placé sous l'autorité de l'administration supérieure, le maire est responsable de la publication et de l'exécution des lois et règlements, de l'Etat Civil, de la sûreté générale.

Agent de la commune, il prépare les délibérations du Conseil municipal et il a des pouvoirs propres tels que le « bon ordre », la sûreté, la sécurité, la salubrité publique (1).

Après avoir vu les attributions du Conseil municipal et du maire, nous allons aborder les problèmes qui se posent aux communes et les vaines solutions proposées pour les enrayer.

PROBLEMES DE STRUCTURES, DE FINANCES ET LES SOLUTIONS PROPOSEES

L'évolution économique, sociale, démographique et les progrès techniques n'ont fait qu'accentuer l'inégalité entre les communes.

Parallèlement au phénomène de dépeuplement des communes rurales se développe le phénomène des grandes agglomérations, et, paradoxalement, les principes de l'organisation de la commune ne prévoient pas la différence, d'importance, de ressources économiques, de richesses entre les communes rurales ou urbaines. Seule, la loi de 1884 réglemente le nombre de conseillers, le régime électoral, le régime de police, le contrôle du budget par rapport au nombre d'habitants.

De plus, l'aménagement du territoire et le développement industriel local sortent du cadre communal en raison des besoins individuels et collectifs grandissants, les communes ne pouvant les satisfaire faute de compétences de personnel, de ressources. Ces exigences les ont amenées à se regrouper.

L'établissement public est la solution concrète de ce regroupement. Il a pour charge d'assurer l'intérêt général par la gestion d'un service public. C'est en quelque sorte une décentralisation par services, mais ayant une autonomie limitée par le contrôle de tutelle et par son rattachement à une collectivité territoriale.

Par leur regroupement, les communes peuvent assurer les services qu'elles sont tenues de rendre (voirie, adduction d'eau, etc.) d'une façon plus rentable. Elles le font en se regroupant dans les *syndicats de communes*. Mais leur formation dépend une fois de plus, de l'autorisation du préfet et de l'avis du Conseil général.

Leurs ressources sont autonomes et leurs missions sont identiques à celles des communes (missions prévues par la loi).

Leurs délibérations ont la même force exécutoire que celles des Conseils municipaux intéressés.

Mais le cas particulier des « cités-dortoirs » continue de poser un problème, car elles subissent les inconvénients (2) de la ville, sans en avoir ni les avantages, ni les moyens.

Pour pallier ces difficultés, des *districts urbains* se sont formés. Ils peuvent être créés d'office par décret en Conseil d'Etat.

Ils ont pour tâche de régler le problème des agglomérations constituées par une grande ville entourée de communes suburbaines. Ils gèrent les services communaux et intercommunaux. Leurs ressources proviennent des contributions des communes, de redevances, de subventions, de dons, de legs et d'emprunts.

Mais leur échec relatif, dû à l'inégalité financière entre les villes et les communes suburbaines et au manque de spontanéité au regroupement dans les grandes agglomérations, a donné lieu à de nouvelles formes de structures : les *communautés urbaines*. Elles ont été créées autoritairement par la loi, à Bordeaux, Lille, Lyon, Strasbourg.

Leur fonctionnement suit celui du régime municipal, le régime de tutelle étant semblable au régime normal.

Leur création dépend du nombre d'habitants : 50.000 habitants ; elle n'entraîne pas la suppression des communes, mais leur ôte certaines attributions par transferts, tels que les *transferts obligatoires* qui concernent l'urbanisme, le logement, les transports, les lycées, l'eau, la voirie, le stationnement, etc. ; les *transferts facultatifs*, qui concernent l'équipement, les espaces verts, l'éclairage, et peuvent être partiels pour laisser subsister la compétence de la commune en ce domaine ; les *transferts contractuels*, qui concernent la gestion des services communaux, mais demandent l'accord des Conseils municipaux des communes concernées.

ECHEC ET CONSTATATIONS

Mais toutes ces formes de regroupement n'ont pas apporté la satisfaction souhaitée et les réformes, bien que nombreuses, n'ont pas endigué les problèmes d'inadaptation, qui s'expliquent par le manque de lien entre les organismes communaux et, à une plus grande échelle, régionaux et nationaux.

Il faut également noter les nombreuses contradictions entre le soi-disant effort de décentralisation et l'attitude du gouvernement qui n'a de souci que le contrôle de toutes les structures, contrôle qui se concrétise par le pouvoir attribué au préfet.

Au niveau de l'autonomie des communes, les contradictions apparaissent également. Non seulement leur autonomie est limitée par le pouvoir de tutelle du préfet, mais bafouée par les décisions autoritaires de la caste gouvernementale.

Les exemples ne manquent pas.

Les décisions autoritaires et sans appel du gouvernement ont été illustrées, il y a peu de temps encore, par l'obligation, pour certaines communes, d'accepter l'installation d'une centrale nucléaire, bien souvent contre l'avis de la population et des élus locaux qui ont pour toute satisfaction d'aller jeter un « non » dans l'urne, un dimanche matin, pour manifester leur réprobation qui n'a d'ailleurs aucune influence sur la décision qui est prise en toute conscience par nos gouvernants dans l'intérêt général et national.

Dans les autres domaines, les problèmes sont identiques : fermeture d'établissements scolaires dont la raison est généralement le refus de débloquer des crédits pour créer de nouveaux postes ou de nouveaux locaux, extension de camps militaires pour entraîner notre glorieuse armée de défense nationale. A chaque décision, la population est mise devant le fait accompli et n'a de possibilité pour se défendre que la formation de comités de lutte spécifiques, spontanés.

Mais la population ne doit pas attendre des cas ponctuels ou que ses intérêts soient mis en cause pour prendre part à la vie de la commune, à tous les niveaux.

Tant que « les activités des communes ne seront pas concentrées en un organisme émanant de la base et représentant directement les aspirations de la population », les problèmes actuels subsisteront.

Seul, le Fédéralisme peut les enrayer. C'est la seule perspective d'organisation, de coordination, de vitalité dans les structures pour arriver à une participation totale de la population et à une défense effective de ses intérêts.

NELLY

(1) Dans les villes de plus de 10.000 habitants, le préfet a la fonction du maintien de l'ordre et a autorité sur le personnel de police.

(2) Problème de distribution d'eau, de gaz, problème au niveau des transports, manque de centres socio-culturels, de centres commerciaux, etc.

PARIS VILLE OUVERTE ?...

par Maurice JOYEUX

Paris pèse sur le pays de tous le poids historique que constitue le regroupement autour de la ville capitale, au hasard des héritages, des rapines ou des guerres des provinces françaises contraintes à abandonner leur autonomie originelle. Paris est un monstre qui enserre toute la vie économique et politique du pays !

Les princes, qui dominèrent pendant des siècles la nation et qui la formèrent de morceaux, débris de l'empire des Carolingiens, l'avaient bien compris et dès le moyen-âge, ils mirent Paris aux fers. Chaque fois qu'ils commirent l'imprudence de desserrer l'étreinte, la ville essaya de secouer ses chaînes. Elle fit et défit ses dynasties, pendit des financiers à Montfaucon, trancha la tête d'un roi, inventa, pour en chasser d'autres, ce monument prodigieux de l'architecture qu'est la barricade. Depuis cent cinquante ans, Paris a été à la fois la ville du prolétariat des faubourgs et de la bourgeoisie des beaux quartiers. Paris agace la province et séduit les provinciaux qui feront l'histoire et qui prétendent la dominer. La ville porte malheur ! Etienne Marcel finira sous la hache de Capuche le bourreau, Bailly le conventionnel finira sur l'échafaud et Jules Ferry, le dernier maire de Paris, sera chassé par la Commune. Triste présage pour ceux qui aujourd'hui guettent cette proie. Ils risquent de faire les frais, à leur tour, de cette ville tentaculaire. Cette situation n'est d'ailleurs pas spécifique à Paris et c'est Michel Ragon qui, dans un livre remarquable, nous a conté l'histoire de ces villes-états pour lesquelles le reste du pays n'était que banlieue. Athènes, Rome... Paris, l'histoire se répète. Les Américains, peuple neuf, ont bien compris l'insolente prétention des villes capitales et ils ont placé toute leur vie politique et administrative en dehors de ces cités gigantesques. Aujourd'hui, les politiciens se sont crus assez forts pour mater la ville et ils ont déclaré Paris ville ouverte... à la vie politique normale. L'histoire recommence, l'Etat desserre son étreinte et les grands fauves de la politique se jettent sur Paris pour en faire le marche-pied de leur ambitions démesurées.

Ce sera une grande première. Il ne manquera même pas, comme fond de toile aux ambitions des politiciens, ce décor gris que la crise économique projette sur le pays. Il ne manquera même pas sur un fond tragique cette disparition de Bernard Lafay qui vivait de la ville et sur la ville depuis un demi-siècle, sautant allégrement d'une république à l'autre, d'un demi-portefeuille ministériel à un autre, d'un parti à un autre, d'une affaire à l'autre et qui a peut-être mal supporté l'envahissement de ce qu'il considérait comme sa propriété. Il avait été aux honneurs mais en bout de table et le grand premier rôle lui était ravi par des Rastignac débarquant de leur province et projetés sur le devant de la scène par les partis.

Les hommes de parti restent des hommes de parti. L'intérêt évident de la gauche comme de la droite était de s'emparer de la capitale et d'y placer un homme dont le souci n'aurait pas été seulement de l'administrer mais d'empêcher l'autre de s'en emparer. L'ambition effrénée des politiciens de gauche comme de droite en a décidé autrement et la ville sera au cours de ces élections le champ clos des rivalités d'hommes et de clans, à l'intérieur de la majorité comme de la minorité. Et cette élection risque de placer à la tête de la cité un de ces hommes comme nous en avons connus dans l'histoire, qui ont joué la ville contre le pays, leurs convictions déclarées contre la puissance, et finalement leur destin, comme le destin de la ville, que le pays, après l'aventure, remettra aux fers !

Et d'abord cette élection consomme une rupture. Celle de Giscard qui a refusé d'être simplement un monarque constitutionnel et de Chirac qui aspire à devenir le maire du palais.

Chirac est un personnage classique du personnel parlementaire, utilisé par la classe dirigeante dans les moments difficiles. Monté de sa province, le torse efflanqué et les dents longues, il fit toute sa carrière à l'ombre de Pompidou. A la mort de celui-ci, il jouera son avenir sur un coup de dé magistral. Trahisant à la fois son parti et le représentant de celui-ci, il fera élire Giscard à la présidence. Convenons qu'un tel cynisme se rencontre rarement, même parmi ce

personnel frelaté de la politique. Son denier de Judas sera la présidence du Conseil. De telles combines sont généralement sans lendemain. Aujourd'hui, Chirac essaie de s'emparer de la mairie de Paris pour en faire un tremplin contre l'Elysée. Il joue la crise qui secouera la société en cas de victoire de la gauche. Il sait qu'alors, la classe dirigeante, qui aura besoin d'un homme fort, fera appel à lui. Chirac, une gueule de requin qui me fait irrésistiblement penser à André Tardieu qui, il y a une quarantaine d'années, « inventa » Gaston Doumergue pour résister à la poussée de la gauche dans le pays.

Contre ce coupe-jarret de la politique réactionnaire, Giscard a poussé en avant un féal issu de cette aristocratie française qui gouverne au centre depuis le début du siècle. Pour certains, d'Ornano ne fait pas le poids. Voire ! L'homme est représentatif de la bourgeoisie d'affaire qui règne sur la ville. Il est rassurant et il est possible qu'après avoir applaudi au spectacle que donne Chirac, l'électorat de droite, qui depuis toujours est en majorité dans la capitale, se décide à choisir ce personnage falot qui a fait ses preuves dans un ministère économique et qui est très représentatif de ces politiciens aux ordres de la classe économique qui, en fait, dirige le pays.



Au moment où j'écris ces lignes, l'affaire n'est pas jouée. Des manœuvres savantes se déroulent pour mettre un terme à cet affrontement préjudiciable à la majorité. Comme toujours, la tragédie politique suscite la comédie et on commence à voir se dessiner le bouffon en fond de scène. Je veux parler de ce politicien usé, grotesque, que ses pairs, pour s'en débarrasser, ont placé à la présidence de l'Assemblée nationale et qui ne rate jamais une occasion de venir faire le pitre sur l'estrade. Edgar Faure, cette vieille putain, peut-il être encore un recours pour cette majorité qui sombre dans des querelles sordides ? Peut-être ! Mais je vois mieux se profiler le visage de Françoise Giroud, qui, elle au moins, a du caractère et du talent. Mais on se demande pourquoi elle est sortie de son douillet ministère de la culture qui va si bien à son teint, pour se précipiter dans cette galère.

La gauche ? Mais que dire de la gauche qui a peu de chances de l'emporter et qui a intronisé à Paris deux personnages singuliers.

Le Parti Socialiste ou plutôt la fédération socialiste de la Seine a désigné Georges Sarre. Le bougre a les dents longues. Sa carrière syndicale d'abord, puis sa carrière politique en

disent long sur les appétits du personnage. Sa candidature à la mairie de Paris a surpris tout le monde, à commencer par ses amis. Il est vrai que de tous temps, la fédération socialiste de la Seine a été en opposition avec le Parti. Les technocrates qui la dominent aujourd'hui voudraient nous faire croire qu'ils continuent celle qui fut autrefois le refuge du socialisme révolutionnaire. Minute, et ne confondons pas Georges Sarre avec Marceau Pivert !

Les communistes, eux, qui n'ont aucune illusion sur leurs chances d'accéder à la mairie ont envoyé un gaffeur. Chacun se souvient avec un sourire que le jour même où Marchais et Mitterrand repoussaient du pied l'invitation que leur faisait Giscard à se rendre à l'Elysée, Henri Fiszbin se pointait à l'Hôtel Matignon à la tête d'une délégation. Ce fut dans la presse un joli tumulte et les explications de Fiszbin sont encore dans toutes les mémoires.

Je vous ferai grâce des slogans électoraux. Tous ces politiciens pour les espaces verts, pour les vieux, contre le chômage, pour des équipements sociaux, etc, chacun connaît la chanson électorale propre aux municipales. La gauche sera battue mais, contrairement à ce que pensent et qu'écrivent les grands hebdomadaires politiques, rien ne changera vraiment car à Paris comme autre part, ce n'est pas l'échec, mais le succès électoral qui fera éclater le bloc socialo-communiste.

Cependant, toute cette pantalonnade électorale présente un intérêt certain pour les militants révolutionnaires, et en particulier pour les anarchistes. Elle nous oblige à nous pencher sur la ville, à la regarder, à la mesurer. Et lorsqu'on la connaît bien, on ne peut pas s'en tirer en proclamant simplement que la révolution triomphante appliquera un système fédératif d'organisation. Certains camarades, lorsqu'il s'agit d'élaborer ces structures, pensent à la Commune de Paris. Mais si le principe fédéraliste reste, il s'agit de l'appliquer à une agglomération d'une autre dimension, qui commande toute l'infrastructure du pays. Aucun travail n'a encore été fait à ce jour sur l'application du socialisme libertaire, dans ces villes-états qui sont le centre nerveux du pays. On peut toutefois profiter de ce que l'attention des citoyens est attirée par les élections pour jeter quelques idées à discuter, ce qui me paraît plus utile que de polémiquer sur les programmes que nous proposent les partis, qui, dans l'état actuel du pays, risquent de rester lettres mortes.

On peut tout d'abord penser qu'il faut briser le cadre politique de la capitale, constituer autant de communes qu'il y a d'arrondissements et relier ces arrondissements par un lien fédératif destiné à régler les problèmes qui sont communs à l'agglomération, tels les transports, par exemple. On peut même supposer ce lien fédératif s'étendant à la proche banlieue. Il faut également décentraliser les administrations nationales, ce qui dégraissera la ville et nourrira la province. Il sera nécessaire également de rééquilibrer dans l'agglomération les populations avec leur métier de façon à ce que Paris redevenue une ville avec des rues dans lesquelles on puisse flâner, causer, voir.

Il faut également faire éclater tous ces groupements qui s'intéressent aux intérêts socio-culturels de l'agglomération, pour qu'ils retrouvent une dimension humaine à l'échelle de l'arrondissement, voire du quartier. En un mot, il faut donner la parole aux habitants de la ville et pour cela, il faut se rapprocher d'eux, construire à partir d'eux, en leur conférant un pouvoir de décision et une autonomie qui leur permettra de restructurer leur cadre de vie. Je n'ai rien dit de tous ces partis d'extrême-gauche qui sont le folklore de toute élection. Leurs ambitions, en dehors des écologistes, sont modestes. Leur problème est de rester dans la foulée des grands en attendant des moments plus propices à satisfaire leurs ambitions.

Le résultat des élections ne changera rien à la situation de la ville, sinon peut-être que les conseillers municipaux élus avec le nouveau système risquent de perdre un peu de cette liberté d'action que le précédent scrutin leur conférait. Des siècles ont produit le milieu que constitue la Cité et ce milieu imprègne les citoyens, à un tel point qu'ils considèrent ces structures comme une évidence qu'on ne discute pas. La signification de leur vote ne dépasse pas la nécessaire retouche qui renforce l'acquis. Seule une tornade révolutionnaire peut balayer la ville et lui permettre en échappant au passé, de reconstruire un nouveau cycle.

Paris... ville ouverte à la vie politique nationale est un leurre, elle était la chasse gardée des gouvernements, elle va devenir le champ clos où s'affronteront tous les ruffians de la politique.

LA COMMUNE D'APRÈS PIERRE BESNARD

(Textes rassemblés par Jean-Claude)

L'ORGANISATION POLITIQUE OU ADMINISTRATIVE

Actuellement, l'organisation de la commune est politique. Pour l'immense majorité des gens, le mot « politique » a un sens péjoratif. Il signifie vulgairement quelque chose de peu reluisant où le reniement, la combine, la déloyauté, l'ambition malsaine, le désir de jouir, de diriger, de commander trouvent une place de choix. Bien que le mot « politique » ait une signification différente et que tout le monde admette que c'est « l'art de gouverner » sans attacher à cette signification un caractère nécessairement péjoratif, il faut bien reconnaître que dans la politique, pour le peuple, c'est le sens vulgaire qui prévaut et non sans raison.

Il paraît donc nécessaire de lui substituer le mot « administration ». Ou'on ne croit pas surtout qu'il s'agisse purement et simplement de remplacer un mot par un autre, avec le seul désir de jouer avec le vocabulaire. Non, il y a pour cela une autre raison, une raison valable, indiscutable, d'une valeur indéniable.

Comme tous les anarchistes qui croient que le système capitaliste doit être complètement détruit et que le nouveau système social ne doit rien emprunter à l'ancien pour sa construction, nous avons la conviction absolue « que le gouvernement des hommes devra faire place à l'administration des choses ». C'est aussi l'avis de Proudhon et nous le partageons pleinement.

La solution à ce problème est d'ailleurs aisée. Puisqu'il ne s'agit plus de gouverner les hommes, mais bien d'administrer les choses au profit de la collectivité tout entière, sur la base d'une stricte égalité sociale, il est donc indiqué de donner à l'ensemble des rouages qui constitueront la nouvelle organisation le nom d'administration.

On atteindra pratiquement ce résultat, non par une élimination progressive des fonctions politiques, mais par une substitution immédiate et totale des fonctions administratives aux fonctions politiques.

Tout d'abord, quelle sera la base de cette organisation administrative ?

Cette base sera l'individu car c'est pour lui et par lui que fonctionnera ce système administratif.

Pour lui ? Parce qu'il s'agit, en dehors de la satisfaction de ses besoins alimentaires, d'assurer à l'homme et à la femme la satisfaction non moins nécessaire de tous leurs autres besoins : habitation, circulation, éducation, loisirs, assistance, sécurité, art, science, relations, etc.

Par lui ? Parce que l'individu associé à ses semblables sera l'artisan de son propre bonheur, parce que c'est lui qui décidera comment il entend le réaliser, parce qu'il contrôlera ses mandataires lorsqu'il reconnaîtra l'utilité, la nécessité, l'indispensabilité de ceux-ci.

Comme le travailleur, il sera à la fois le moteur et le contrôleur du système administratif qu'il aura créé de toutes pièces pour son usage.

Quelle sera alors la cellule initiale, fondamentale, essentielle de cette organisation administrative ? De toute évidence, ce sera la commune.

Les organes exécutifs ne peuvent en aucun cas et à aucun moment absorber les libertés individuelles, syndicales et locales qui leur ont donné naissance.

Toutes les propositions sont placées sous le signe impérieux et indélébile de la phrase ci-dessus adaptée au principe fédératif de Proudhon.

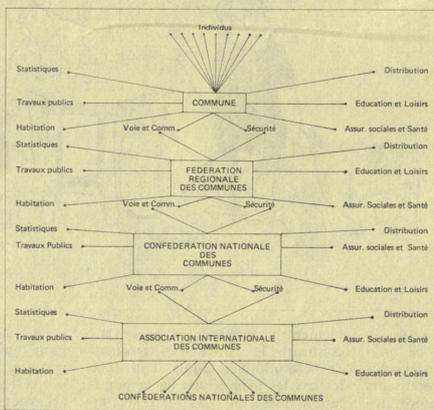
LA COMMUNE

La commune est administrée par un conseil communal désigné par l'ensemble des habitants de la commune.

Le nombre des membres du conseil sera déterminé par les intéressés eux-mêmes. C'est le conseil qui administre au nom de tous la commune. Il se réunit périodiquement et ses délibérations sont publiques. Les conseillers doivent rendre compte de leur mandat entre chaque session devant l'ensemble de leurs mandants, réunis en Assemblée générale. Cette dernière est absolument souveraine, elle contrôle sévèrement la gestion du conseil municipal, révoque et confirme les conseillers dans leurs fonctions. Elle procède, chaque année, au remplacement par moitié des administrateurs communaux, afin qu'il y ait toujours un certain nombre de conseillers au courant de l'administration communale.

Les conseillers continuent d'assurer leur activité professionnelle pendant les intersessions et le fonctionnement des divers services communaux est assuré par des employés contrôlés par leur propre syndicat et responsables devant le conseil communal.

Le conseil communal se réunit périodiquement avec le conseil de l'union locale pour l'examen des questions intéressant les deux organismes appelés à œuvrer constamment de concert.



LA FEDERATION REGIONALE DES COMMUNES

La fédération régionale des communes est composée de toutes les communes situées dans l'étendue de l'union régionale des syndicats.

Elle est administrée par un conseil fédéral formé d'un représentant de chaque commune.

Ce conseil siège périodiquement ou selon les nécessités et procède à un examen général des questions intéressant l'ensemble des communes de la région et porte ses travaux à la connaissance des communes fédérées.

De même que les conseillers communaux, les conseillers fédéraux sont responsables devant leurs mandants et peuvent être remplacés par ceux-ci à loisir.

Ils ne siègent pas non plus d'une façon permanente, ils continuent d'exercer leur activité pendant les intersessions et les services sont assurés, sous leur responsabilité et le contrôle des syndicats, par des employés.

Ils n'exercent ni pouvoir, ni autorité.

CONFEDERATION NATIONALE DES COMMUNES

La confédération nationale des communes est formée par les fédérations régionales des communes existant dans l'ensemble du territoire d'un pays.

Elle est administrée par un comité national composé d'un ou de plusieurs représentants de chaque fédération régionale.

Ce comité siège périodiquement ou extraordinairement, si c'est nécessaire. Il tient également des réunions communes avec les syndicats, toutes les fois que les circonstances l'exigent, et forme avec ceux-ci le grand conseil des travailleurs qui, avec le concours des offices techniques syndicaux et sociaux, examine toutes les grandes questions qui intéressent l'ensemble des travailleurs et des individus des pays. Le Comité National ne siège pas en permanence. Ses membres, comme ceux des autres conseils, restent au travail et ne peuvent exercer ni pouvoir, ni autorité. Ils sont responsables devant leurs mandants qui peuvent toujours les remplacer.

Les fédérations régionales de communes et la confédération tiennent des congrès annuels qui ont charge d'examiner la gestion du conseil et de procéder, toujours par moitié, au remplacement des conseillers.

De cette façon, l'administration communale, fédérale et confédérale est constamment placée sous le contrôle de ses mandants et aucune forme étatique ne peut renaître, aucun pouvoir ne peut naître.

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES COMMUNES

L'Association internationale des communes, composée de toutes les confédérations nationales, ne peut être, à proprement parler, un véritable organe administratif. Elle ne peut évidemment assurer qu'un rôle d'agent de liaison et de renseignements. Elle n'intervient réellement et effectivement que dans des questions qui se réfèrent à deux ou plusieurs pays pour l'établissement d'accords nécessaires.

Son conseil, formé de représentants de chaque centrale nationale, n'en délibère pas moins périodiquement et extraordinairement, pour l'examen des questions ci-dessus indiquées et pour étudier les travaux qui lui sont soumis par les confédérations nationales.

Avec le concours de ses services qualifiés, avec l'aide de ses missions d'études, le conseil est à même de connaître l'activité sociale qui se déploie universellement dans tous les domaines.

Ses délibérations sont portées à la connaissance de tous les pays, à charge pour les rouages de ceux-ci de les vulgariser.

Les membres du Conseil International, comme ceux des autres conseils, ne cessent leurs occupations habituelles et sont sous le contrôle permanent des mandants.

ÉLU OU MANDATÉ ?

par AMADOR

I. — L'ELECTORALISME

Le suffrage universel et la délégation de pouvoir inconditionnelle qui en résulte, que ce soit pour les élections présidentielles, législatives, municipales, etc., découlent toutes d'un même principe : le transfert du pouvoir individuel, que chacun est censé détenir, à un seul individu, pouvoir que chaque individu ne peut faire valoir en temps normal : il ne l'acquiert qu'en le déléguant. Nous nous apercevons que l'électoratisme est fondé sur un paradoxe : le pouvoir que chacun est censé détenir en droit ne prend réellement effet que lorsqu'il est délégué à autrui. Donc, logiquement, personne ne peut en droit exercer son pouvoir personnel, celui-ci n'étant exercable que par délégation. Ce qui présuppose que ceux qui sont investis de la délégation des pouvoirs individuels (de la majorité de ceux exprimés) doivent faire abstraction de leurs aspirations personnelles, pour ne représenter et n'exprimer que les aspirations de tous ceux dont ils ont reçu délégation. Il apparaît donc qu'il leur est impossible de concilier les différents intérêts, les aspirations de tous ceux qui leur ont délégué le pouvoir. Pour exercer leur mandat et gérer ce pourquoi ils ont été élus, ils seront obligés de faire appel à des notions abstraites, qu'ils nommeront raison d'Etat, bien-être collectif, raison collective, et qui permettront d'imposer à une majorité les décisions d'une minorité. La raison collective qui est invoquée ici est loin d'être analogue à celle définie par P.-J. Proudhon : « Elle (la raison collective) résulte du jeu complexe de la concertation sociale. Elle naît, non de la sommation des raisons individuelles communiant dans un même absolu et renonçant ainsi à leur autonomie sans éliminer leur arbitraire relatif », mais « des rapports contradictoires et libres » qui permettent de « relativiser l'absolu des raisons individuelles » ; par « le choc des opinions », leur lutte et leurs échanges s'éliminent « les subjectivités » respectives des raisons individuelles et naît alors « ce rapport des choses, cette raison objective qu'est la raison sociale ». (Cf. *La guerre et la paix*, livre I, ch. IV). Ainsi la raison collective résulte-t-elle « de l'antagonisme des raisons particulières » et de leur composition par opposition « comme la puissance publique résulte du concours de forces individuelles » concurrentes entre elles (justice des idées) » (Proudhon : *Pluralisme et autogestion*, tome II, par Jean Bancel).

La raison collective invoquée par les gens investis du pouvoir sera, elle, l'apanage d'une minorité qui, ayant reçu un blanc-seing des électeurs, n'aura qu'un but : satisfaire ses intérêts personnels et privés. Investis pour un temps donné d'un chèque en blanc, les élus auront une propension à considérer en premier lieu leurs intérêts personnels et privés qui peuvent être à la fois

politiques, financiers, etc., et à décider en fonction de ceux-ci ; pour l'application de leurs décisions, ils feront appel aux notions définies plus haut et notamment à la raison collective et ce seront les intérêts partisans et personnels qui revêtiront le nom de raison collective. Loïn de faire abstraction de leurs intérêts personnels, comme cela devrait être le cas dans tout système démocratique, pour ne penser qu'à l'intérêt général, ils n'auront cure que de faire valoir leurs intérêts particuliers et ne seront préoccupés que de la défense de ceux-ci. Le système démocratique implique, dans sa définition, que les gens chargés de représenter le peuple fassent abstraction d'eux-mêmes. Or, cela est inhumain. Comment peut-on demander à un homme ou à une femme de faire abstraction de soi pour considérer l'intérêt de tous ? Il nous semble qu'il y ait une

commune sont fondées sur les mêmes principes et par-là même sont également critiquables. Dans les petites localités, le côté plus intime, dû au petit nombre d'individus concernés, fera que les élus seront plus proches de la population, car connus de celle-ci au moins partiellement. Mais dans les grandes villes, il n'en est pas de même, les listes présentées par un parti ou une coalition de partis seront politiques. Si, dans les petites communes, le choix sera déterminé par la connaissance plus ou moins directe des candidats et de leurs capacités reconnues ou supposées à bien gérer la commune, dans les grandes municipalités, le critère de choix sera axé sur la confiance qui sera accordée à tel ou tel parti politique. Mais la politique faussera les problèmes : si telle municipalité a la « couleur » politique du gouvernement en place, elle verra sa situation sensi-

plusieurs représentants. Le mode de mandatement de ces représentants sera différent selon les divers groupements ; selon qu'ils seront mandatés pour une fois et pour un problème bien précis, ou mandatés pour un temps déterminé, le principe sera le même ; dans tous les cas, ils seront chargés d'exposer et de défendre le point de vue de leurs mandants, toute décision sera soumise à l'approbation des intéressés et sera sous leur contrôle permanent. Les mandatés seront choisis selon leurs compétences, leurs qualités dans un domaine précis, ou leur capacité de gestion. La délégation par mandat se fera par paliers successifs, au niveau de l'habitat par exemple, groupements par rues, puis par îlots, par quartiers ; à chaque palier la concertation sera totale et soumise au contrôle de tous. Au niveau de la gestion globale de la commune, les mandats

terêts contradictoires qui peuvent apparaître entre les différents groupements seront déjà partiellement aplanis par la participation de chacun à plusieurs groupements (d'habitats, professionnels, etc), et chacun étant à la fois habitant, producteur, consommateur, etc., aura déjà une opinion nuancée en fonction de sa participation à la pluralité des groupements auxquels il appartient, opinion qui ira vers la conciliation des différents points de vue et intérêts. Si la vie de la commune résulte de l'antagonisme partiel des intérêts particuliers, elle sera aussi la conciliation partielle de ces intérêts. L'imbrication complexe et dialectique des différents groupements et de leurs intérêts particuliers fait qu'ils ne seront pas forcément antagonistes, mais aussi s'impliquant mutuellement, complémentaires, ambigus, mis en réciprocity de perspectives. Cette complexité de la vie sociale devra être sauvegardée et restituée dans la gestion de la commune. C'est pour cela qu'il est très difficile de fournir, au niveau local, un modèle de fonctionnement d'une commune ; celui-ci dépendra du nombre de groupements que l'on trouvera dans la commune, de leur importance, etc.

Les mandatés, qu'ils le soient pour une question particulière ou pour un temps déterminé, ne seront là que pour appliquer les résultats de la concertation. S'ils sont délégués pour une question précise, ils défendront des positions et des points de vue pré-établis et auront un cadre de décision très précis, leurs décisions, au cas où elles aient à l'encontre de l'opinion des mandants, pouvant être annulées par ceux-ci. S'ils sont mandatés pour un temps déterminé, ils seront chargés d'appliquer les décisions collectives, mais ils seront, il est vrai, mandatés avec un certain pouvoir décisionnel pour les affaires courantes et une certaine liberté dans les modalités d'application des décisions collectives. Mais le cadre dans lequel ils pourront évoluer sera précisé par avance ; ce sera en tout cas sur ces aspects de leur mandat qu'ils seront appréciés et que leur délégation sera renouvelée ou non, la révocabilité immédiate pouvant, dans des conditions précisées elles aussi par avance, jouer à tout moment. Le contrôle permanent des délégués, et ce à tous les niveaux, la participation effective de la population à la vie de la commune, le mode de mandatement des délégués, tout cela diffère de la situation actuelle où les intérêts privés et particuliers priment et se substituent à l'intérêt général et collectif.

La commune anarchiste, gérée par toute la population au travers des différents groupements qui constituent la réalité sociale de la commune, restitue dans sa gestion la complexité de la réalité sociale en tenant compte des intérêts et aspirations de ces différents groupements, en respectant leur autonomie et leur pluralisme.



contradiction flagrante entre le système démocratique et ce qu'il présuppose comme comportement de la part des représentants élus du peuple et la nature humaine, contradiction qui se situe entre un système théorique et une réalité complexe : la nature humaine. Le système démocratique implique, dans son essence même, pour fonctionner de manière parfaite, que les élus aient des comportements parfaits dans leurs fonctions, idéaux, qu'ils soient des hommes idéels. Or les hommes idéels n'existent pas dans la réalité, ils ne sont que théoriques. Le système démocratique et le suffrage universel en tant que constructions théoriques, par leur méconnaissance profonde de la réalité humaine, ne peuvent fonctionner tels qu'ils ont été conçus, car les hommes sont ce qu'ils sont, et non pas ce que l'on voudrait qu'ils soient.

Voilà deux aspects parmi d'autres qui condamnent le système démocratique et le suffrage universel. Les élections dans la

blement s'améliorer, dans le cas contraire les difficultés risquent de se multiplier. Mais dans tous les cas les aspirations de la population ne seront pas prises réellement en compte et le développement de la commune se fera selon des intérêts qui lui sont étrangers.

II. — LE MANDATEMENT

Le mandatement et la délégation de pouvoir tels qu'ils pourraient être conçus dans une société anarchiste au niveau communal sont bien différents de ce que nous venons d'analyser et de décrire. La gestion de la commune, son administration exigent qu'elles correspondent à la réalité sociale des différents groupements qui la composent, qu'ils soient professionnels, fonctionnels, d'habitats, d'usagers de transports en commun, d'automobilistes, culturels, de loisirs, etc. Ces différents groupements devront être représentés et, pour participer à la gestion de la commune, devront déléguer un ou

seront plus larges et déterminés pour un temps, ce qui ne veut pas dire, comme c'est le cas dans le système actuel, qu'on leur accordera un blanc-seing ; ils seront mandatés dans un cadre précis pour la gestion de la commune et ils ne pourront agir que sous le contrôle des délégués des différents groupements composant ladite commune et après confrontation des différents points de vue. C'est alors que la définition de P.-J. Proudhon de la raison collective pourra prendre tout son sens : elle sera le résultat de la concertation au sein des différents groupements et entre ces groupements, pour obtenir des accords mutuels sur telle ou telle question.

Ce mode de mandatement nécessite que les mandants discutent, analysent au préalable les questions qui se posent pour la gestion communale, ce qui présuppose une participation effective à la vie de la commune et à la vie des différents groupements qui la constituent. Les in-